

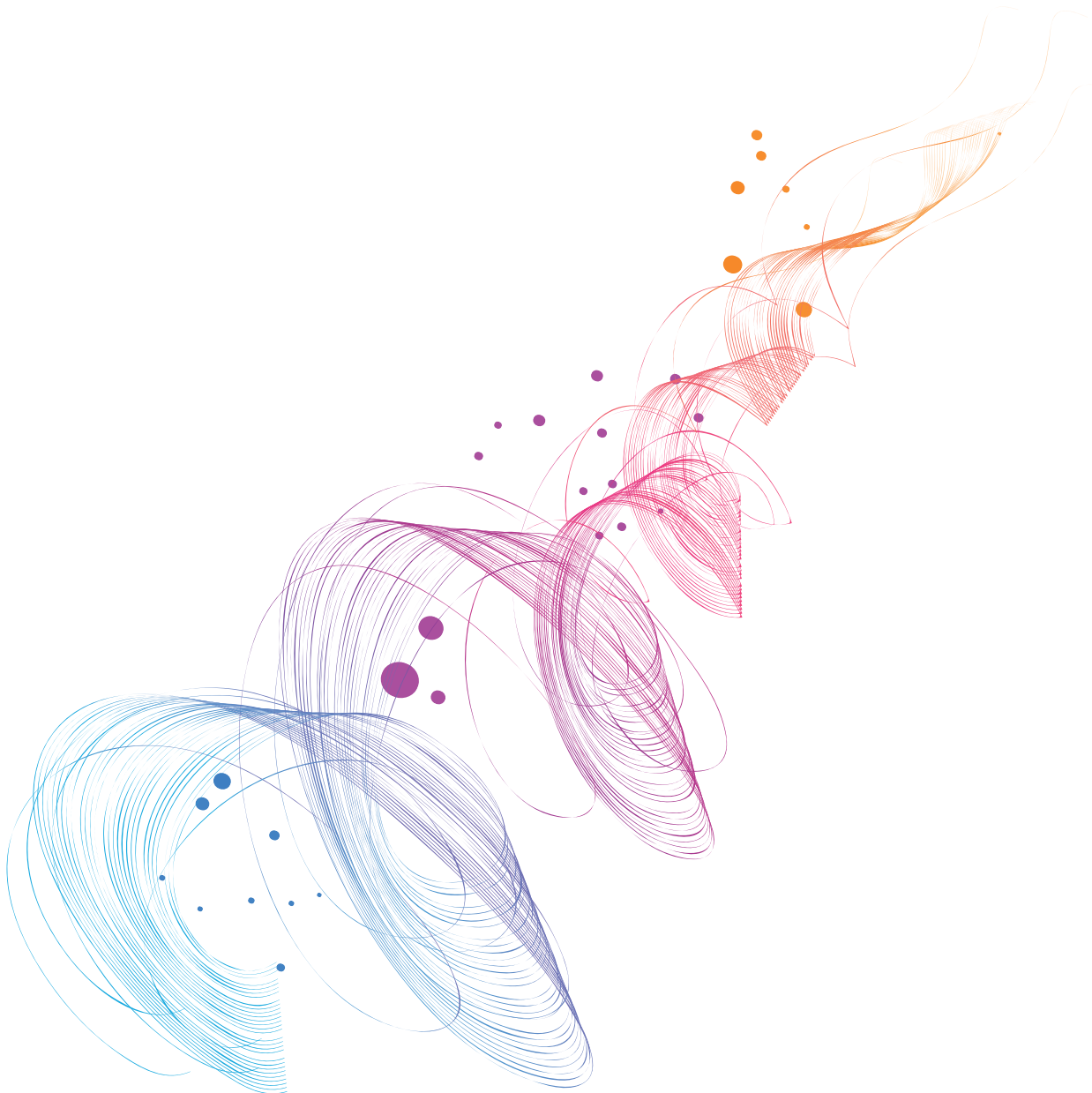


Centre du  
commerce  
international

LE COMMERCE POUR LE BIEN DE TOUS

# Rapport annuel 2021

*Construire une reprise inclusive et durable*





Le Centre du commerce international est le seul organisme international entièrement dédié au développement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) par le biais de l'aide pour le commerce. Œuvrant avec des partenaires pour renforcer la compétitivité des MPME exportatrices, nous aidons à créer des secteurs d'exportation dynamiques et durables qui offrent des opportunités entrepreneuriales, en particulier pour les femmes, les jeunes et les communautés vulnérables.



An aerial photograph of a lush green forest with a winding river. The trees are vibrant green, and the water is a deep blue-green. The river meanders through the forest, creating a network of channels and islands of trees.

Le commerce pour le bien de tous

# Sommaire

Avant-propos.....	4
Abréviations .....	6
Compétitivité des MPME pour les Objectifs de développement durable .....	7
Comment les projets de l'ITC sont liés aux Objectifs de développement durable .....	8

## INTERVENTIONS DE L'ITC : CONSTRUIRE UNE REPRISE INCLUSIVE ET DURABLE..... 10

Résultats de l'ITC 2021 .....	12
Fournir une veille commerciale et économique.....	13
Transparence des échanges commerciaux .....	13
Mesures non tarifaires appliquées aux biens et services .....	14
Veille concurrentielle.....	16

ÉTUDES  
DE CAS



17

SMECO 2021 : Créativité technique pour exploiter les données en vue de la résilience des PME



18

Information commerciale pour les entreprises lusophones



20

Signaler les obstacles au commerce en Afrique de l'Ouest



22

Un programme de formation à l'exportation pour l'intégration africaine

Créer un environnement propice aux affaires.....	24
Stratégies de développement du commerce .....	24
Facilitation des échanges .....	25
Appui aux négociations commerciales et aux réformes politiques .....	26

ÉTUDES  
DE CAS



28

Formaliser le commerce transfrontalier à petite échelle



30

Numérisation des procédures commerciales au Sri Lanka



32

Négociations pour la facilitation des investissements à l'OMC

Renforcement des institutions d'appui au commerce et à l'investissement .....	33
Renforcement des institutions d'appui au commerce et à l'investissement.....	33

ÉTUDES  
DE CAS



35

COMESA : Une meilleure prestation du Conseil d'entreprise



36

Une organisation commerciale plus forte pour le thé d'Afrique de l'Est



38

Les coopératives collaborent pour un commerce durable

Relier les MPME aux chaînes de valeur internationales.....	40
La valeur ajoutée aux échanges commerciaux .....	40
ecomConnect .....	42



44

Alliances pour des Caraïbes plus bleues et plus vertes



46

Une société africaine de fintech lève \$2,4 millions



48

Former les entreprises technologiques à l'écologisation des technologies de l'information



50

Une feuille de route pour le redressement des petits agriculteurs au Pakistan

Promouvoir et intégrer le commerce inclusif et vert.....	52
Renforcement du rôle des femmes dans le commerce.....	52
Les communautés pauvres et le commerce .....	54
Les jeunes et le commerce.....	56
Commerce pour le développement durable .....	58



60

Une passerelle pour de meilleures conditions de travail dans l'habillement



62

Des solutions numériques pour un commerce du café respectueux de l'égalité des sexes



64

Go Digital donne aux jeunes réfugiés de Gaza un espoir pour l'avenir



66

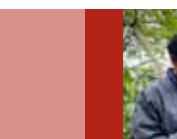
Une carte de l'écosystème de l'entrepreneuriat dans le Pacifique

Soutenir l'intégration économique régionale et les relations Sud-Sud .....	67
Stimuler le commerce régional.....	67
Commerce et investissements Sud-Sud .....	68



70

La plateforme eBay d'Asie centrale facilite l'accès aux marchés



72

Cimenter l'intégration régionale en Asie du Sud-Est



74

Former des champions de la qualité en Afrique de l'Est

<b>RÉSULTATS INSTITUTIONNELS</b> .....	76
Gouvernance institutionnelle .....	78
Évaluation et performance .....	80
Gestion des risques .....	82
Gestion des ressources humaines .....	83
Égalité des sexes, diversité et inclusion .....	85
Partnerships4Purpose .....	87
Innovation Lab .....	89
Communication et sensibilisation .....	91
Aperçu financier .....	94

<b>ANNEXES</b> .....	98
Annexe I : Contribution de l'ITC aux cibles des Objectifs de développement durable .....	100
Annexe II : Coopération technique de l'ITC par région et par domaine d'intervention .....	102
Annexe III : Profil du personnel de l'ITC .....	128
Annexe IV : Répartition des affectations par nationalité et par sexe .....	130
Annexe V : Tableau des engagements volontaires au Fonds d'affectation spéciale de l'ITC .....	134

# Avant-propos

Pour l'économie mondiale, le multilatéralisme et les Objectifs de développement durable (ODD), 2021 a été une année pleine de défis complexes. Une année d'optimisme et d'échecs. Une année d'innovation et de perturbation.

Pour la deuxième année consécutive, le monde a cessé de progresser dans la réalisation des ODD. Si le nombre de personnes vivant avec moins de \$1,90 par jour a diminué par rapport à 2020, les niveaux globaux de pauvreté dans le monde étaient encore bien supérieurs aux tendances antérieures à la pandémie, inversant ainsi des années de progrès constants. La pandémie a plongé 93 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté.

Les confinements dus à la COVID-19 et les mesures de santé publique connexes ont gravement affecté les économies nationales, le commerce mondial et, en particulier, l'économie informelle. Les micros, petites et moyennes entreprises (MPME), qui sont au cœur de notre action, et les communautés dont les moyens de subsistance dépendent de leur réussite, ont été confrontées à la perturbation des chaînes d'approvisionnement, la hausse des prix de l'énergie et des produits de base, la compression des investissements, l'augmentation de la dette et l'incertitude.

L'action en faveur du climat et de la durabilité a gagné en importance en 2021. Même en tenant compte d'un ralentissement temporaire des activités humaines dû aux restrictions liées à la COVID-19, les émissions de gaz à effet de serre liées à l'énergie ont augmenté de 6 % en 2021, atteignant ainsi le niveau le plus élevé jamais atteint. 2021 a été l'une des années les plus chaudes jamais enregistrées.

À moins d'une décennie de l'échéance de 2030, nous tous : organisations internationales, bailleurs de fonds, pays partenaires, secteur privé, société civile devons redoubler d'efforts pour simplement regagner le terrain perdu, sans parler de remettre le monde sur la voie de la réalisation des ODD.

C'est pourquoi, en 2021, le Centre du commerce international (ITC) s'est attaché à « joindre le geste à la parole » : sur la construction d'une reprise inclusive et durable, axée sur la compétitivité et la résilience de nos clients MPME.

Le présent rapport présente le travail de l'ITC au cours de cette année mouvementée. Il illustre comment la prestation de nos services de base, construits sur près de six décennies et fournis à 130 pays en 2021, a permis de tracer une feuille de route vers la reprise. Comment la réalisation de nos projets et les résultats du développement ont donné un nouvel élan pour atteindre les ODD dans un environnement commercial et politique incertain. Comment l'ITC a continué à s'adapter et à apprendre, en répondant toujours aux besoins complexes et en constante



évolution de ces entreprises qui sont la principale source de revenus des personnes à la base de la pyramide.

En 2021, nous avons élaboré et lancé notre nouveau plan stratégique 2022 - 2025. Le plan quadriennal a été élaboré et validé suite à un processus consultatif : d'abord au sein de l'ITC, puis auprès de nos partenaires externes, tant à Genève que dans les pays de nos bailleurs de fonds / partenaires. Le Plan stratégique poussera le modèle commercial de l'ITC vers la création de MPME encore plus compétitives, d'écosystèmes commerciaux plus fiables, d'environnements réglementaires plus favorables et de biens publics mondiaux plus pertinents. Il créera un ITC pour l'avenir, avec un accent plus marqué sur la maximisation de la contribution de la compétitivité et du commerce des MPME à la réalisation des ODD.

En 2021, nous avons achevé la dernière année de notre précédent Plan stratégique en nous attachant à faire en sorte que les programmes, les outils, le personnel et le plaidoyer de l'ITC profitent à tous.

Alors que la transformation numérique continue de remodeler le paysage du développement, les solutions numériques ont pris une place prépondérante dans notre prestation de services. Nous avons accordé une importance capitale à la connectivité en tant qu'outil essentiel pour accroître l'inclusion. Nous avons lancé un portail de données ouvertes pour améliorer la transparence du travail de l'ITC. Notre série mensuelle Trade Briefs a été lancée pour permettre aux utilisateurs d'être informés en temps réel des données, des analyses et des recherches les plus récentes en matière de commerce. À la fin de l'année, l'ITC avait atteint plus de 1,2 million de comptes enregistrés pour les outils d'accès aux marchés de l'ITC, les femmes représentant près de 40 % des utilisateurs enregistrés de nos biens publics mondiaux.

Nous avons fourni plus de 5 100 jours de formations et d'ateliers en 2021, notamment par le biais de nouveaux cours et webinaires d'apprentissage en ligne. Les MPME africaines ont appris à tirer parti de la zone de libre-échange continentale africaine, les décideurs et les agences de promotion des investissements ont acquis des connaissances sur les négociations relatives à la facilitation des investissements et des défenseurs de la qualité ont été formés en Afrique de l'Est pour garantir la qualité et la sécurité alimentaire dans les entreprises.



1. Forum public de l'OMC 2021 - Mechi Amaah ; Dr. Ngozi Okonjo-Iweala ; Pamela Coke-Hamilton ; Olusegun Awolowo ; Rosa Whitaker ; H.E. José Luis Cancela Gómez ©WTO/Jay Louvion 2. Rencontre avec un bénéficiaire du programme CRECER au Guatemala 3. Visite du château de Cape Coast au Ghana 4. Ellie Goulding et Theresa May avec Pamela Coke-Hamilton lors d'un dialogue FACT à la COP26

Nous avons également aidé les MPME à tirer parti des nouveaux outils numériques qui peuvent accroître l'efficacité des processus commerciaux et permettre de nouveaux modes d'interaction avec les acheteurs et les fournisseurs. Par exemple, pour aider les petites entreprises à améliorer la traçabilité dans la chaîne de valeur du café, nous avons lancé un projet pilote visant à numériser les dossiers de près de 1000 productrices de café au Rwanda. Grâce à FastTrackTech, nous avons aidé des start-ups technologiques à lever des fonds d'investissement à hauteur de \$5,4 millions.

L'ITC s'est efforcé de rendre le commerce plus accessible et inclusif, en particulier pour les femmes et les jeunes entrepreneurs. Notre projet SheTrades Commonwealth a permis de réaliser \$45 millions de ventes et a encouragé 46 gouvernements à utiliser notre outil SheTrades Outlook. Nous avons ajouté des dizaines de milliers de nouveaux membres à nos plateformes d'autonomisation des jeunes.

Face à l'augmentation des risques environnementaux dans le monde, nous nous sommes attachés à orienter nos programmes et notre leadership vers un monde plus vert et plus durable.

Nous avons publié nos Perspectives de compétitivité des PME 2021, qui montrent quelles mesures vertes pourraient offrir aux MPME de nouvelles opportunités, tout en réduisant leur vulnérabilité aux risques climatiques, encapsulées dans un plan de relance vert. Alliances pour l'action s'est associé à des partenaires pour stimuler et promouvoir un secteur durable de la noix de coco dans les Caraïbes. En tant que gardien de la principale base de données mondiale sur les normes de durabilité dans le commerce, le programme Commerce pour le développement durable a lancé Standards Map 4.0 avec de nouvelles caractéristiques et fonctionnalités.

Je souhaite remercier le personnel de l'ITC à Genève et dans nos pays partenaires qui ont obtenu des résultats remarquables dans une période de grande incertitude. Dans une année difficile pour le commerce, le multilatéralisme et les ODD, leur professionnalisme, leur dévouement et leur sens du devoir ont apporté de l'espoir à nos clients du monde entier.

Pamela Coke-Hamilton  
Directrice exécutive

# Abréviations

ACP	Groupes des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	MARKUP	Programme d'amélioration de l'accès aux marchés
ANASE	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est	MNT	Mesure non tarifaire
ARISE	Soutien à l'intégration régionale de l'ANASE	MPME	Micros, petites et moyennes entreprises
BO	Budget ordinaire	ODD	Objectif de développement durable
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est	OMC	Organisation mondiale du commerce
CBC	Conseil d'affaires du COMESA	ONU DI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
CCI	Corps commun d'inspection	OSE	Organisation de soutien aux entreprises
CCITF	Comité consultatif du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC	PMA	Pays les moins développés
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique centrale	RH	Ressources humaines
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	SKYE	Compétences pour l'emploi des jeunes
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe	SLCP	Programme de convergence sociale et du travail
DAP	Coût d'appui programme	SSCBT	Petit commerçant transfrontalier
EATTA	Association commerciale du thé d'Afrique de l'Est	T4SD	Commerce pour le développement durable
EFI	Ethical Fashion Initiative (Initiative de mode éthique)	TIC	Technologies de l'information et des communications
ESG	Environnementaux, sociaux et de gouvernance	TOAM	Mécanisme d'alerte sur les obstacles au commerce
GCC	Groupe consultatif commun	UE	Union européenne
GRASP	Croissance pour le progrès rural et le progrès durable	UN-SWAP	Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies
ICS	Initiative pour la conformité et la durabilité	XB	Extrabudgétaire
IEU	Unité d'évaluation indépendante	ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine
ITC	Centre du commerce international		

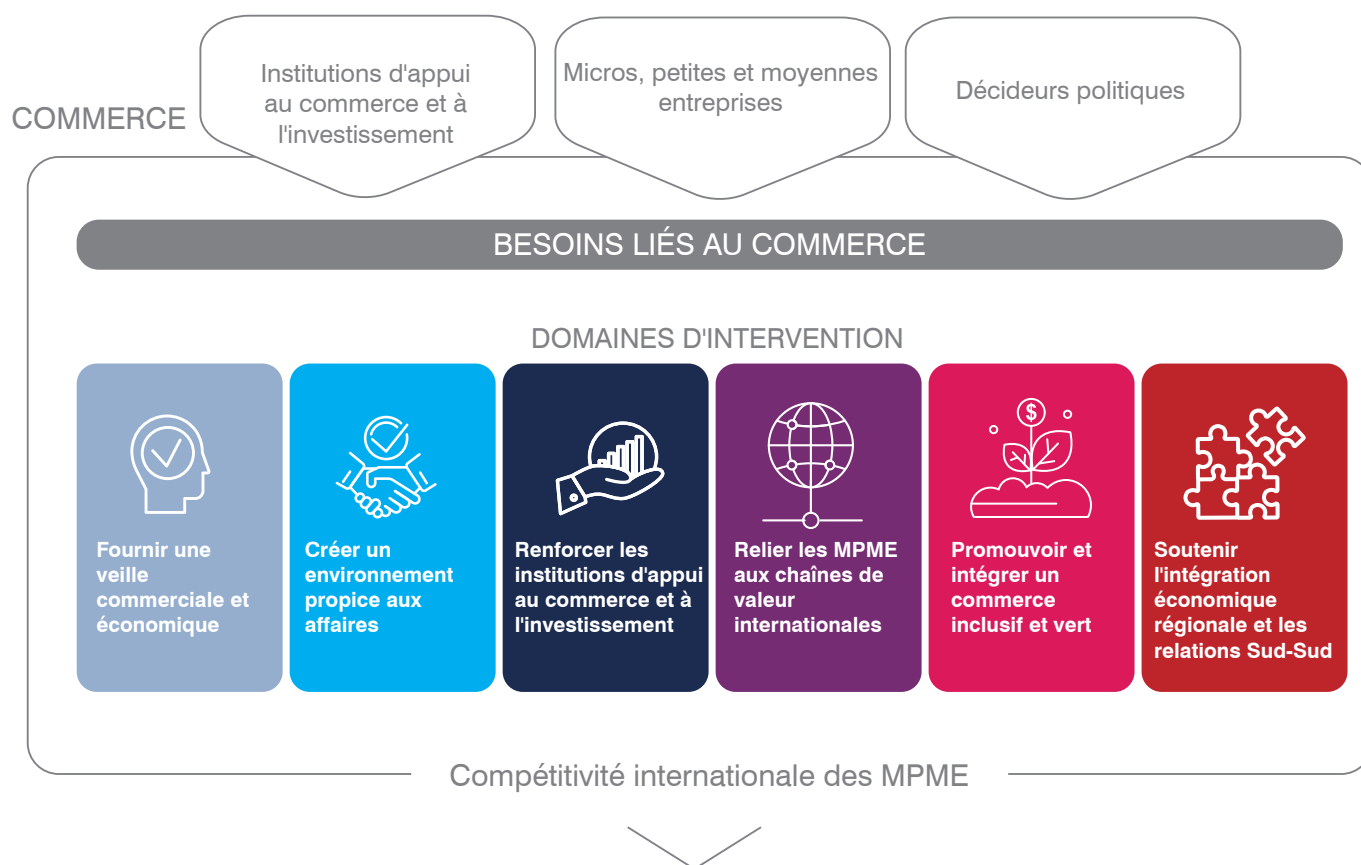


# Compétitivité des MPME pour les Objectifs de développement durable

Les Objectifs de développement durable (ODD) représentent un programme de développement universel et mondial pour tous les États membres de l'Organisation des Nations Unies et les acteurs du développement jusqu'en 2030. Il s'agit d'un ensemble interconnecté de 17 objectifs mondiaux soutenus par 169 cibles dans les domaines du développement économique, social et environnemental. En 2021, le Centre du commerce international (ITC) a directement soutenu 11 ODD.

L'ITC contribue aux ODD en travaillant avec les décideurs politiques, les organisations de soutien aux entreprises (OSE), les entreprises et les partenaires du marché pour soutenir la compétitivité commerciale des micros, petites et moyennes entreprises (MPME). L'institution a mis en place des systèmes de suivi des résultats et aide la communauté mondiale à suivre les progrès accomplis dans la réalisation des ODD.

L'ITC s'engage à restaurer la promesse des ODD dans leur dernière décennie en soutenant une mise en œuvre accélérée le Programme de développement durable à l'horizon 2030.



# Comment les projets de l'ITC sont liés Objectifs de développement durable



## ODD 8 - TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

- Les outils d'analyse de marché de l'ITC ont facilité plus de \$180 millions de transactions commerciales en 2021, enregistrant plus de 1,2 million d'utilisateurs pour la première fois **(8.2)**
- Plus de 1 000 emplois soutenus dans le cadre du programme Fast Tracking Digital Entrepreneurship en Afrique **(8.2)**
- Quelque 1 850 entreprises ont amélioré leur conformité aux exigences transfrontalières dans 16 pays **(8.5)**



## ODD 5 - ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

- Plus de 3 millions de femmes ont été connectées aux marchés entre 2018 et 2021 **(5.5)**
- Trois centres SheTrades ont été créés au Rwanda, en Gambie et en Uruguay en 2021 **(5.5)**

Répartition des prestations financières de l'ITC par ODD en 2021



## ODD 17 - PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

- Le programme de commerce et d'investissement Sud-Sud de l'ITC (Partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique et l'initiative Soutenir le commerce indien pour l'investissement en Afrique) a facilité plus de \$90 millions de commerce et d'investissement **(17.3 ; 17.6 ; 17.11)**
- L'initiative One Trade Africa a été lancée pour aider les MPME à tirer parti des opportunités commerciales dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine **(17.11)**
- La transparence du commerce régional a été stimulée par le lancement du portail d'aide au commerce du Partenariat oriental et du portail d'information commerciale de l'Asie centrale **(17.19)**



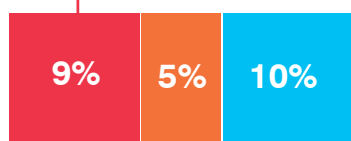
## ODD 2 - FAIM « ZÉRO »

- Onze politiques, stratégies et réglementations liées au commerce ont été améliorées dans les secteurs agroalimentaires du Kenya, du Rwanda et de la République-Unie de Tanzanie **(2.b)**
- Dans le cadre de l'initiative Alliances pour l'action de l'ITC, 1 192 (495 femmes) agriculteurs / MPME du secteur de la noix de coco ont été formés à la plantation tenant compte du climat, à la gestion de la qualité et au développement de produits, entre autres activités **(2.4)**



## ODD 1 - PAS DE PAUVRETÉ

- Plus de 200 freelances du camp de réfugiés de Dadaab ont changé leurs activités commerciales, 110 freelances ayant réalisé près de 400 commandes de travail et gagné plus de \$41 000 (1.2)
- Grâce à un partenariat avec la place de marché de commerce en ligne NOVICA, l'IITC a aidé les artisans à vendre leurs produits artisanaux à des clients du monde entier (1.2)
- En Colombie, 174 producteurs de cacao et de noix de coco ont amélioré leurs pratiques agricoles et 67 producteurs de citron vert à Tahiti ont obtenu le certificat d'autorisation d'exportation colombien (1.1 ; 1.2)



## ODD 9 - INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE

- Dans le cadre du Programme d'amélioration de l'accès au marché (MARKUP), 40 entreprises d'Afrique de l'Est ont accédé à un financement dépassant \$2,7 millions (9.3)
- Le chercheur de solutions de paiement en ligne a été lancé pour permettre aux entreprises de trouver facilement les plateformes de paiement auxquelles elles sont éligibles (9.3)
- Le Conseil nigérian de promotion des exportations a amélioré la qualité des produits et exploité les réseaux pour créer un plus grand accès au marché pour les exportateurs nigériens et améliorer leur efficacité organisationnelle (9.3)



## ODD 4 - ÉDUCATION DE QUALITÉ

- 170 jeunes Somaliens ont reçu une formation visant l'amélioration de leur employabilité, en particulier une formation aux compétences numériques pour travailler en tant que freelances / entrepreneurs dans l'espace numérique (4.4)
- En 2019 - 2021, plus de 680 entrepreneurs numériques ont acquis des compétences techniques et professionnelles dans le cadre du projet Fast Tracking Digital Entrepreneurship in Africa (4.4)

## ODD 12 - CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

- Par le biais du programme Commerce pour le développement durable, l'IITC a soutenu la mise en œuvre des Lignes directrices de base pour la plateforme de cacao durable au Pérou afin d'améliorer la qualité du cacao exporté par les petits exploitants. En 2021, le projet a formé 460 membres du personnel technique des coopératives et a aidé 510 petits exploitants de cacao à réaliser des évaluations de durabilité de leurs opérations (12.2 ; 2.3 ; 2.4)
- 72 entrepreneurs et cadres de l'approvisionnement durable ont suivi le Programme exécutif international sur l'approvisionnement durable nouvellement lancé pour accroître la transparence sur les normes de durabilité (12.6 ; 17.7)

## ODD 16 - PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

- L'Irak, le Liban, le Timor-Leste et l'Ouzbékistan ont progressé vers l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avec l'aide de l'IITC (16.7 ; 16.8 ; 17,10 ; 10,6)
- Les négociateurs commerciaux de 50 membres de l'OMC ont accru leurs connaissances sur l'effet de la négociation de l'OMC sur la facilitation des investissements grâce à l'analyse des écarts réglementaires et au dialogue public-privé (16.8)
- Plus de 400 décideurs politiques ont accru leur capacité à rendre leurs politiques commerciales plus sensibles aux questions de genre, ce qui a conduit à l'élaboration de huit stratégies (16,7 ; 5.5)

## ODD 13 - MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

- Plus de 800 clients des centres GreenToCompete ont accru leur sensibilisation aux avantages de la mise en œuvre de pratiques commerciales durables (13.3)
- Soutenu par le programme de facilitation des échanges de l'IITC, le Sri Lanka a élaboré une proposition de politique industrielle moderne basée sur la numérisation et l'économie verte (13.3)
- Les Perspectives de compétitivité des PME ont permis de sensibiliser des milliers d'utilisateurs à des sujets liés à l'autonomisation de la reprise verte, avec plus de 7 000 téléchargements à la fin 2021 (13.3)

Remarque : Sauf indication contraire, les résultats se rapportent à la seule année 2021. Les ODD auxquels les résultats présentés contribuent directement sont indiqués entre parenthèses. Ces exemples sont généralement le résultat d'initiatives pluriannuelles de l'IITC. La liste complète et la description des cibles sont accessibles sous ce lien :

<https://sustainabledevelopment.un.org/topics/sustainabledevelopmentgoals>



A composite image featuring a glowing lightbulb on the left and a small green plant with two leaves growing from dark soil on the right. The background is a soft-focus green, suggesting foliage. A black horizontal band is overlaid across the middle of the image, containing white text.

# Interventions de l'ITC : Construire une reprise inclusive et durable

# Résultats de l'ITC 2021



## Sensibilisation

**> 410 000** utilisateurs actifs d'informations de veille économique et commerciale commerciale, plus de 38 % des utilisateurs enregistrés de Biens publics mondiaux sont des femmes

**> 9,7 millions de** visites sur Trade Map



## Action des MPME

**> Plus de 25 500** MPME ont amélioré leur compétitivité, et plus de 5 100 MPME ont amélioré leurs performances environnementales

**> Plus de 5 500** MPME ont effectué des transactions internationales, dont plus de 840 dans le respect de normes de durabilité volontaires

**> 470** améliorations de la performance institutionnelle

**> 45 %** d'interventions dans les pays les moins avancés

**35 %** part des MPME détenues ou gérées par des femmes ont amélioré leur compétitivité

**40 %** part des MPME détenues ou gérées par des femmes ayant effectué des transactions

**3 millions** de femmes connectées aux marchés internationaux grâce à l'initiative SheTrades

**108 000** utilisateurs actifs sur et 38 000 membres enregistrés sur la plateforme Shetrades.com



## Connaissances, compétences et renforcement des capacités

**> 5 100** jours de formations et d'ateliers

**> 118 000** participants à l'Académie du commerce pour les MPME, dont 23 % sont certifiés et 52 % sont des femmes ; beaucoup suivent plus d'un cours



## Consensus, plans d'action, interventions en politiques publiques

**> 90** cas de politiques, stratégies et réglementations liées au commerce introduites ou modifiées en faveur de la compétitivité des MPME, avec la participation du secteur des affaires



## Indicateurs clés de performance

**\$147 millions** - Exécution de l'ITC sur tous les budgets (objectif : \$141 millions)

**\$316 millions** - Fonds extrabudgétaires garantis pour 2022 et au-delà (objectif : \$280 millions)

**88 %** - Assistance spécifique aux pays prioritaires (objectif > 80 %)

**97 %** - Clients ayant évalué positivement les services de l'ITC (objectif > 85 %)

Source : Rapport au Comité consultatif du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC pour 2021

# Fournir une veille commerciale et économique

## Transparence des échanges commerciaux

Le **programme Transparence des échanges commerciaux** vise à améliorer les décisions en matière de commerce et d'investissement des entreprises, notamment des MPME, des institutions d'appui au commerce et à l'investissement et des décideurs politiques. Il permet notamment aux MPME des pays en développement de cibler les marchés prometteurs, de se diversifier et d'ajouter de la valeur à leurs exportations.

Pour ce faire, l'ITC a développé une série d'outils et de bases de données en ligne pour rendre le commerce mondial plus transparent et faciliter l'accès à de nouveaux marchés. L'ITC aide ses clients à utiliser ces outils et bases de données de manière efficace grâce à un programme de formation en ligne et d'assistance aux utilisateurs sur site.

### Principaux résultats



**97 millions de visites** sur Trade Map  
(1 visite toutes les 3 secondes)



**augmentation de 25 %** des visites sur Trade Map par rapport à 2020



**12 022 visites mensuelles** du Export Potential Map (**augmentation de 24 %** par rapport à 2020)



**8 721 participants** (48 % de femmes) formés aux outils



Lancement de la publication mensuelle en ligne **Trade Briefs**



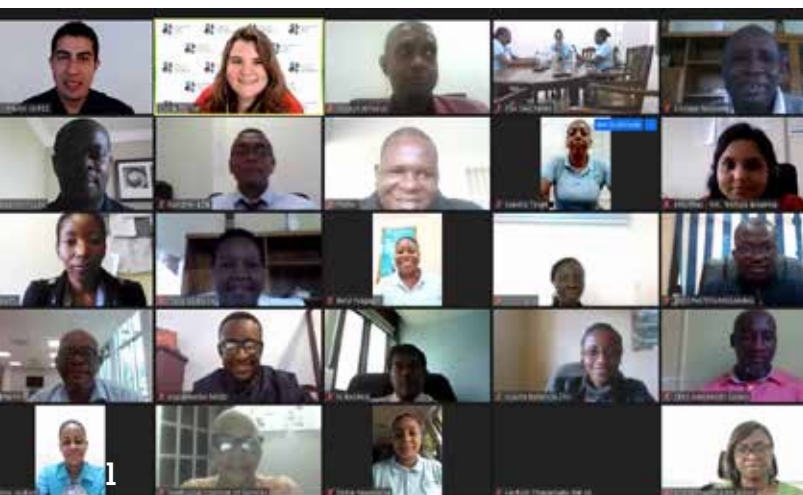
Facilitation des transactions commerciales d'une valeur estimée à **\$182 millions**

### Faits saillants

Les **Market Analysis Tools (Outils d'analyse de marché)** de l'ITC ont soutenu la reprise économique à travers la pandémie de COVID-19 en permettant aux entreprises de réaliser des transactions commerciales pour un montant estimé à \$182 millions en 2021 (sur la base des réponses de l'enquête annuelle auprès des utilisateurs). <https://marketanalysis.intracen.org>

En juin 2021, l'ITC a lancé la série mensuelle **Trade Briefs**, une publication en ligne qui permet aux utilisateurs de visualiser les variations mensuelles des conditions de commerce et d'accès aux marchés et d'explorer des données, analyses et recherches commerciales innovantes. Cette série a documenté l'évolution du commerce mondial en 2021 et le redressement des estimations du potentiel d'exportation de l'ITC depuis le début de la pandémie. À l'automne 2021, le potentiel d'exportation mondial devrait être supérieur de 0,5 % à son niveau d'avant la pandémie. <https://tradebriefs.intracen.org>

La **méthodologie du potentiel d'exportation** a permis de sélectionner des produits pour les projets de l'ITC dans des pays tels que les Philippines, l'Iraq et la Bolivie, et de quantifier l'impact commercial de la sortie du Népal du statut de pays moins avancé (PMA). Elle a également servi de base à une étude conjointe de l'ITC et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) sur la manière dont la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) peut aider le continent à progresser dans l'atteinte des ODD. <https://exportpotential.intracen.org>



1. Réunion virtuelle sur la compréhension de l'analyse du potentiel à l'exportation du Royaume-Uni et repérage des opportunités commerciales
2. Réunion consultative des parties prenantes nationales sur les mesures non tarifaires, République-Unie de Tanzanie

**Trade Map** a ajouté les données de 10 PMA supplémentaires en 2021, tandis que **Market Access Map (Carte d'accès aux marchés)** a créé une page web et un cours en ligne sur la compréhension des accords de partenariat économique du Royaume-Uni avec le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).  
<https://www.trademap.org> <https://www.macmap.org>

Le programme Partenariats commerciaux du Royaume-Uni a démocratisé davantage l'accès à des informations commerciales de qualité dans les États ACP en finançant le développement de huit versions personnalisées des **Market Analysis Tools** de l'ITC pour les intégrer aux sites Web des organisations de promotion du commerce.

**Rules of Origin Facilitator (Outil de facilitation des règles d'origine)**, une ressource en ligne complète conçue pour rendre les règles commerciales facilement accessibles aux MPME, a soutenu la recherche sur plusieurs thèmes liés aux règles d'origine, notamment l'harmonisation des règles dans le cadre de la ZLECAf. <https://findrulesoforigin.org>

L'ITC, mandaté par la Commission européenne, a développé une **méthodologie** innovante **de chaîne de valeur** pour identifier les chaînes de valeur intra-africaines prometteuses à la lumière de l'entrée en vigueur de la ZLECAf. L'accord commercial crée une opportunité sans précédent d'améliorer la résilience économique de l'Afrique, ce qui peut être réalisé, en partie, en produisant des fournitures essentielles sur le continent avec des intrants qui sont disponibles localement, mais qui ont généralement été exportés pour être transformés.

L'ITC a identifié les goulots d'étranglement qui empêchent les entreprises de tirer pleinement parti de ces chaînes de valeur prometteuses et a élaboré des recommandations pour les surmonter.

Les cours en ligne du **SME Trade Academy (Académie du commerce des PME)** de l'ITC sur les flux commerciaux et l'accès aux marchés internationaux ont attiré plus de 2 500 participants en 2021. Pour répondre à la demande croissante de renforcement des capacités en ligne, l'ITC a ajouté 62 nouvelles vidéos liées à l'information commerciale à la chaîne YouTube Trade and Market Intelligence, générant plus de 120 500 vues. <https://learning.intracen.org>;  
<https://www.youtube.com/user/MarketAnalysisTools>

## Mesures non tarifaires appliquées aux biens et services

Le **programme Mesures non tarifaires** attire l'attention des décideurs politiques et des autres parties prenantes sur les préoccupations des MPME concernant les obstacles réglementaires et procéduraux au commerce, ce qui permet d'apporter des réponses concrètes. Il accroît la transparence des mesures non tarifaires (MNT) par la collecte et la diffusion de données ainsi que par des enquêtes auprès des entreprises qui documentent les obstacles au commerce. Il fournit également un leadership éclairé par le biais de recherches et d'analyses appliquées, contribuant ainsi à l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles et à la réduction des coûts commerciaux.

### Principaux résultats



**123 mesures pratiques** ont été prises en réponse aux informations recueillies par les enquêtes commerciales de l'ITC



Les entreprises ont rapporté **185 obstacles au commerce**, dont **77** ont été résolus



Le mécanisme d'alerte ePing a enregistré **3 000 nouveaux utilisateurs** et plus de **100 000 visites**. Une version vietnamienne de la plateforme a été lancée.



Plus de **800 parties prenantes** ont été formées aux mesures non tarifaires





3. Matériel promotionnel ePing 4. Bureau d'aide au commerce du Partenariat oriental

## Faits saillants

Les recommandations recueillies dans le cadre des **enquêtes de conjoncture** de l'ITC ont préparé le terrain pour des résultats tangibles en 2021. Au Niger, une série de réunions des parties prenantes organisées sur deux ans a abouti à une liste de 123 mesures concrètes. Par exemple, la Chambre des métiers de l'artisanat du Niger a créé des solutions de crédit bancaire pour encourager les artisans à formaliser leurs activités et remédier au manque de professionnalisation et aux difficultés d'accès aux prêts dont ils faisaient état.

Au Népal, le **guichet unique national** a été développé et le **portail national d'information commerciale** a été amélioré avec le soutien de la Banque mondiale. De même, au Viet Nam, les procédures en ligne visant à renforcer la compétitivité ont également été recommandées lors des consultations avec les parties prenantes. Les autorités locales ont annoncé le lancement des mécanismes du guichet unique national et du guichet unique de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) pour améliorer l'environnement des affaires.

L'ITC a présenté les conclusions et recommandations des enquêtes auprès des entreprises sur les obstacles au commerce en République-Unie de Tanzanie et a publié les rapports d'enquête pour Oman et le Soudan. Les résultats de l'enquête montrent que 36 % des entreprises tanzaniennes ont entièrement ou partiellement résolu les obstacles au commerce au cours des six dernières années.

Le **Trade Obstacles Alert Mechanism (Mécanisme d'alerte sur les obstacles au commerce)** (TOAM) de l'ITC a été un outil performant pour les entreprises de la région de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Les agences locales ont fourni un total de 77 solutions, qui ont conduit à des changements et des améliorations pratiques au profit des entreprises.

Au Togo, par exemple, la plateforme a permis de mettre fin au double paiement des droits de douane lors des procédures de transit. En Guinée, les obstacles rapportés grâce au TOAM ont conduit à la mise à disposition d'un laboratoire équipé et d'agents formés pour l'analyse des produits d'exportation. L'année dernière, l'utilisation de la plateforme a continué de croître dans toute la région d'Afrique de l'Ouest, avec 185 obstacles commerciaux rapportés par la communauté des affaires.

<https://www.tradeobstacles.org>

Le mécanisme d'alerte en ligne **ePing** a également servi de passerelle entre les secteurs public et privé. En 2021, environ 3 000 nouveaux utilisateurs se sont inscrits sur la plateforme de notification en ligne, qui a reçu plus de 100 000 visites au cours de l'année. Une version vietnamienne de la plateforme a été lancée, comprenant la traduction des notifications d'obstacles sanitaires et phytosanitaires et d'obstacles techniques au commerce pour les produits prioritaires, ce qui rend la compréhension des réglementations des marchés étrangers plus transparente. <https://intracen.org/resources/tools/eping>

Le programme NTM a formé plus de 800 parties prenantes tout au long de l'année, dont 470 par des formateurs certifiés par l'ITC au Viet Nam et au Niger. Grâce à un partenariat innovant avec Foreign Trade University de Hanoi et Hanoi Open University d'Ho Chi Minh Ville, les **cours sur les MNT et l'accès aux marchés** font désormais partie des programmes réguliers de ces universités au Viêt Nam.

En ce qui concerne le partage d'informations avec des publics plus larges, le site web dédié au MNT a enregistré plus de 38 000 pages vues et le nombre d'enquêtes commerciales de l'ITC téléchargées a dépassé 2 600. Les médias du monde entier ont publié plus de 30 articles sur les activités du programme.

## Veille concurrentielle

La création d'une feuille de route pour une reprise inclusive à la suite de la pandémie de COVID-19, et le renforcement de la résilience des petites entreprises qui ont été particulièrement exposées, sont le fruit de l'accès à des renseignements commerciaux consolidés, disponibles et fiables. Le **programme Veille concurrentielle** a adapté et personnalisé ses offres en 2021 pour mieux répondre aux besoins des entreprises et des OSE en les rendant disponibles dans de nouvelles langues et en établissant des partenariats fiables pour une plus grande portée et un plus grand engagement.

### Principaux résultats



La plateforme **Eastern Partnership Trade Helpdesk** a été lancée



Depuis le lancement du **Global Trade Helpdesk**, il y a eu **85 000 utilisateurs** dans **200 pays**. Le Helpdesk a été traduit en portugais et le programme de renforcement des capacités en ligne a été étendu, touchant **2 200 entrepreneurs**.



Les versions arabe et portugaise du **tableau de bord de l'Observatoire africain du commerce** ont été lancées et un nouveau module de suivi a été mis en place. Quelque **7 000 utilisateurs** ont accédé au tableau de bord depuis son lancement. Plus de **20 pays** ont soutenu activement la collecte de données.

### Faits saillants

La dernière génération des solutions intégrées de l'ITC, le **Eastern Partnership Trade Helpdesk (Bureau d'assistance commerciale du Partenariat oriental)** a été officiellement lancé lors du sixième sommet du Partenariat oriental de l'Union européenne (UE) en décembre 2021. Cette plateforme régionale unique en ligne centralise les informations commerciales des pays du Partenariat oriental (Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Géorgie, Moldavie et Ukraine) sur les opportunités et les besoins du marché dans la région et dans l'UE.

Au fur et à mesure du développement de la plateforme, l'amélioration de la disponibilité des informations ouvrira de nouvelles perspectives aux MPME des pays du Partenariat oriental pour se connecter aux marchés régionaux et internationaux. Des versions personnalisées du service d'assistance pour chaque pays participant sont en cours de développement. <https://eap.tradehelpdesk.org>

Le site **Global Trade Helpdesk (Bureau d'assistance du commerce mondial)** a continué à servir les entreprises et les OSE du monde entier en leur fournissant des renseignements opportuns et pertinents sur le commerce et les marchés. L'intérêt pour la plateforme en ligne a continué de croître rapidement, atteignant 85 000 utilisateurs dans 200 pays depuis son lancement en juin 2020. <https://globaltradehelpdesk.org>

En 2021, Global Trade Helpdesk a été lancé en portugais, grâce à la collaboration avec ApexBrasil. Il s'agit de la sixième langue dans laquelle la plateforme a été mise à disposition. Depuis le lancement, le Brésil s'est régulièrement classé parmi les cinq premiers pays en termes d'utilisateurs de la plateforme.

L'année a également été marquée par de bonnes performances en matière de sensibilisation et de renforcement des capacités. Au total, 22 webinaires ont été organisés en arabe, anglais, français, espagnol et ourdou, rassemblant plus de 2 200 participants. La plateforme a été présentée lors de nombreux événements tout au long de l'année, notamment le bilan de l'Aide pour le commerce de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en mars.

En complément des versions anglaise et française, des versions arabe et portugaise du **tableau de bord de l'Observatoire africain du commerce** ont été lancées en 2021. De nouvelles fonctionnalités ont été ajoutées à la plateforme. La version bêta du module de suivi de l'Observatoire africain du commerce a été déployée en juillet à l'occasion de la Journée africaine de l'intégration. Le moniteur permet d'accéder à un large éventail d'informations et de données relatives au commerce et offre une série de perspectives stratégiques aux décideurs politiques. <https://ato.africa>

Le tableau de bord a été présenté aux gouvernements et aux responsables politiques de toute l'Afrique, notamment en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo et au Rwanda, ainsi qu'aux commissions économiques régionales de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et de la CEDEAO. Plus de 7 000 utilisateurs ont consulté le tableau de bord de l'Observatoire africain du commerce depuis sa publication en décembre 2020, avec un très fort intérêt de la part de l'Égypte, du Ghana, du Kenya, du Nigeria et de l'Afrique du Sud.

Plus de 20 pays se sont engagés activement dans le projet de l'Observatoire africain du commerce en 2021 pour soutenir la collecte de données. Le projet a entamé une deuxième phase, avec des possibilités d'étendre la couverture aux secteurs des services.

### Pourvoyeurs de fonds en 2021 pour le domaine d'intervention 1 : Fournir une veille commerciale et économique

#### Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet 1 du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

Allemagne, Canada, Chili, Finlande, Irlande, Norvège, Suède, Suisse

#### Pourvoyeurs de fonds de projets spécifiques

Union européenne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République de Corée, National Graduate Institute for Policy Studies, Organisation internationale du travail, France, Organisation internationale de normalisation, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Pays-Bas, SHI International, COMESA, Flanders Investment & Trade, Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, Conseil chinois pour la promotion du commerce international, Bureau de promotion des importations, États-Unis, Fédération des chambres de commerce et d'industrie des Émirats arabes unis, Chine, Société internationale islamique de financement du commerce, Agence de promotion des exportations de Sainte-Lucie. A.E. Chambers of Commerce and Industry, Chine, International Islamic Trade Finance Corporation, Agence de promotion des exportations commerciales de Sainte-Lucie

# ÉTUDE DE CAS

## SMECO 2021 : Créativité technique pour exploiter les données en vue de la résilience des PME



Lancement des Perspectives de compétitivité des PME 2021

### Le défi

Qu'est-ce qui rend les entreprises résilientes aux crises ? Cette question a été posée dans le monde entier à la suite de la COVID-19. Pour aller au-delà des déclarations générales et fournir des recommandations fondées sur des données factuelles, l'équipe de recherche de l'IITC a exploité le pouvoir des données. Par le biais de ses enquêtes sur la compétitivité des PME, l'IITC recueille depuis longtemps des informations détaillées sur les multiples éléments qui déterminent la compétitivité d'une entreprise. Lorsque la pandémie a frappé, l'équipe de recherche a rapidement déployé une enquête auprès des entreprises pour comprendre comment elles faisaient face au choc. En combinant ces deux elle a pu montrer quelles caractéristiques rendent les entreprises compétitives en période de prospérité, mais aussi résistantes en période de crise.

### La solution

Ces résultats, présentés dans le rapport phare de l'IITC, *Perspective de compétitivité des PME 2021 : Favoriser la relance verte*, sont particulièrement pertinents pour les petites entreprises, qui sont souvent à court de liquidités et doivent choisir entre les besoins à court terme et les priorités à long terme.

Il est important de noter qu'à l'heure où le monde est de plus en plus confronté aux effets omniprésents du changement climatique, l'analyse a également utilisé des données pour comprendre quelles mesures écologiques peuvent offrir aux MPME de nouvelles opportunités commerciales, augmentant ainsi leur compétitivité, tout en réduisant leur vulnérabilité aux risques climatiques.

Les arguments en faveur de l'écologie étaient convaincants pour près des deux tiers des entreprises africaines interrogées qui s'étaient « écologisées » et avaient tiré des avantages économiques à court terme de leur investissement. Cependant, le rapport a souligné que dans de nombreux cas, les MPME ont besoin d'un soutien ciblé pour être incluses dans la transition verte. Cette recherche innovante a débouché sur des recommandations concrètes à l'intention des OSE, des gouvernements, des entreprises chefs de file et des organisations internationales, présentées sous la forme du plan de relance vert.

### Les résultats

Au-delà des 7 000 téléchargements du rapport en 2021, les informations fournies dans les Perspectives de compétitivité des PME 2021 ont influencé les décideurs politiques et les praticiens du monde entier par le biais de nouveaux médias. Des blogs dans différents médias ont popularisé les messages clés pour les communautés de la politique commerciale et environnementale. Les résultats ont également été disséminés auprès de centaines de parties prenantes par le biais d'un podcast, du Forum public de l'OMC, d'événements organisés par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et de deux talk-shows.

Le leadership intellectuel du rapport s'est également concrétisé dans un document de travail qui a contribué à l'expertise mondiale par des présentations lors de quatre conférences universitaires.



1,359 entreprises interrogées

Entreprises résilientes **5x moins** susceptibles de licencier des travailleurs pendant une pandémie



38 % des petites entreprises ont investi pour réduire les risques environnementaux, contre 60 % des grandes entreprises

### LIENS

- <https://intracon.org/resources/publications/sme-competitiveness-outlook-2021-empowering-the-green-recovery>

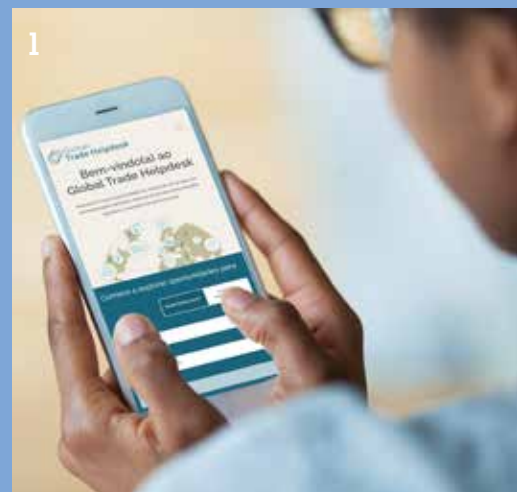


Pourvoyeurs de fonds :

Allemagne, Canada, Finlande, Irlande, Norvège, Suède, Suisse

# ÉTUDE DE CAS

## Information commerciale pour les entreprises lusophones



### Le défi

Le Brésil compte environ 12 millions de petites entreprises qui constituent le cœur du tissu économique du pays, mais leur participation aux exportations reste faible. Cette limitation de la diversification des marchés s'est avérée particulièrement problématique pendant la pandémie de COVID-19, lorsque les fermetures forcées et les difficultés économiques ont fortement affecté les performances de nombreuses petites entreprises au Brésil et dans le monde.

Pour aider les entreprises à trouver de nouvelles sources de revenus et de croissance, et pour favoriser leur résilience face aux chocs du marché intérieur, les entreprises brésiliennes devaient avoir accès à des informations claires et fiables sur les opportunités économiques dans leur région et au-delà.

### La solution

Global Trade Helpdesk, lancée par l'ITC et ses partenaires en juin 2020 est une plateforme numérique conçue pour simplifier les études de marché pour les entreprises de toutes tailles. Disponible en cinq langues (anglais, arabe, espagnol, français et russe), la plateforme permet aux entrepreneurs d'identifier et de comparer les opportunités d'exportation en regroupant les informations commerciales clés de 11 agences partenaires sur un site web convivial.

En une seule recherche, les entreprises peuvent accéder à des informations sur les importations, le potentiel d'exportation, la dynamique du marché, les tarifs, les exigences réglementaires, les fournisseurs de financement du commerce, les potentiels acheteurs, etc. Global Trade Helpdesk a été approuvé par les 91 membres du Groupe de travail informel de l'OMC sur les micros, petites et moyennes entreprises comme une source clé d'informations sur le commerce et les marchés pour les petites entreprises dans ses recommandations de décembre 2020.\*



Fin 2020, ApexBrasil a demandé à l'ITC de rendre Global Trade Helpdesk disponible dans une sixième langue, le portugais. L'équipe ITC-ApexBrasil a collaboré pour développer une nouvelle version de la plateforme.

« L'objectif de cette initiative est de faciliter l'accès de la communauté d'affaires brésilienne au commerce international grâce à une forte plateforme d'information sur les marchés. Et, comme nous le savons, disposer d'informations actualisées et fiables sur les marchés est la clé du succès dans le commerce international ».

Augusto Pestana, Directeur général d'ApexBrasil

\* Déclaration 2 sur l'accès à l'information [https://www.wto.org/english/news\\_e/news20\\_e/msmes\\_05nov20\\_e.htm](https://www.wto.org/english/news_e/news20_e/msmes_05nov20_e.htm)



1-3. Lancement du Global Trade Helpdesk en portugais

## Les résultats

La directrice exécutive de l'ITC, Pamela Coke-Hamilton, et Augusto Pestana ont lancé la nouvelle version portugaise de la plateforme en juillet 2021. Alors que Global Trade Helpdesk a atteint plus de 100 000 entreprises et OSE dans plus de 200 économies, le lancement de la version portugaise a vu les utilisateurs brésiliens se classer régulièrement parmi les cinq premières économies à accéder au système.

ApexBrasil utilise la version portugaise de la plateforme pour s'engager davantage auprès de ses clients, notamment par le biais de webinaires et de formations dédiés, comme avec les associations sectorielles, dont l'Association brésilienne du secteur des machines et équipements, qui compte plus de 9 000 entreprises membres.

## L'avenir

Outre sa collaboration avec ApexBrasil, l'ITC continue à travailler avec la Chambre de commerce internationale au Brésil et d'autres parties prenantes nationales pour soutenir les entreprises brésiliennes qui se préparent à entrer sur de nouveaux marchés. Dans les années à venir, il est prévu de renforcer la sensibilisation et l'engagement auprès d'institutions telles que l'Agence brésilienne de soutien aux MPME.

## Global Trade Helpdesk

Global Trade Helpdesk est une initiative de l'ITC, de la CNUCED et de l'OMC avec la participation de la Banque africaine de développement, la Banque interaméricaine de développement, la Chambre de commerce internationale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONU/DI), l'Organisation mondiale des douanes, le Groupe de la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

« Global Trade Helpdesk est le premier outil qui met à disposition autant d'informations essentielles dans une seule recherche au niveau des produits et qui s'adresse vraiment au secteur des entreprises en présentant les informations de manière accessible. »

Juarez Leal, Conseiller principal, ApexBrasil

### LIENS

- <https://globaltradehelpdesk.org/pt>
- [https://www.youtube.com/watch?v=zroMXC\\_NTFQ](https://www.youtube.com/watch?v=zroMXC_NTFQ)



Pourvoyeurs de fonds :

Allemagne, Canada, Finlande, Irlande, Norvège, Suède, Suisse

# ÉTUDE DE CAS

## Signaler les obstacles au commerce en Afrique de l'Ouest



1

### Le défi

L'échange d'informations entre les acteurs privés et publics sur les obstacles auxquels les MPME ouest-africaines sont confrontées est souvent difficile et peut entraver le développement du secteur privé. Les utilisateurs du mécanisme d'alerte sur les obstacles au commerce de l'ITC ont signalé des difficultés majeures en 2021. Il s'agit notamment de problèmes pratiques de commerce transfrontalier qui passent inaperçus dans les débats et les négociations politiques, d'un manque d'informations sur les possibilités d'exportation ou les accords commerciaux, et de goulets d'étranglement dans les infrastructures qui ne sont souvent pas signalés aux autorités compétentes.

### La solution

Dans la CEDEAO, le TOAM a cherché à remédier à ces obstacles persistants au commerce pour les entreprises ouest-africaines en simplifiant le flux d'informations entre les secteurs public et privé. Grâce à cette plateforme, les entreprises signalent en ligne les obstacles qu'elles rencontrent lors du commerce de biens et de services. Les autorités nationales sont alors alertées et peuvent agir. Les agences concernées ont utilisé les informations rapportées sur le TOAM pour promouvoir les résolutions et les utilisateurs peuvent suivre les progrès des solutions fournies.



Vidéo de promotion du mécanisme d'alerte sur les obstacles au commerce

### Les résultats

En 2021, 77 obstacles ont été traités dans l'ensemble de la CEDEAO, entraînant des améliorations concrètes pour les commerçants de la région. Voici quelques exemples illustratifs.

Au Bénin, l'émission de certificats d'origine frauduleux a constitué un obstacle pour les entreprises souhaitant bénéficier des préférences commerciales dans le cadre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Les douanes imposent désormais aux importateurs des paiements de précaution qui sont remboursés une fois que la validité du certificat d'origine est confirmée. Cette mesure a permis de réduire le nombre de certificats frauduleux signalés, ce qui a favorisé les échanges dans le cadre du régime préférentiel.

Les petites entreprises de la région peuvent avoir du mal à accéder aux marchés étrangers pour diverses raisons. Au Togo, les légumes frais exportés vers l'Europe étaient fréquemment refusés à cause de la bactérie *Bemisia tabaci*. Les services d'inspection de l'aéroport et le ministère de l'Agriculture ont agi pour informer sur les procédures d'inspection et aider les exportateurs de produits agricoles frais à renforcer leurs capacités. Les entreprises ont ainsi pu recommencer à exporter et éviter des pertes financières supplémentaires.





1-2. ©Shutterstock.com 3. Plateforme en ligne du mécanisme d'alerte sur les obstacles au commerce

Les infrastructures et les pratiques portuaires de la région peuvent augmenter les coûts et les délais des échanges. En Gambie, les frais de surestaries au port de Banjul ont ralenti les opérations et retardé les activités de déchargement des navires. La direction de la circulation s'est attaquée à ce problème en draguant le port pour faciliter l'ancrage des navires. Les entreprises ont également été autorisées à demander un ancrage prioritaire pour les produits de base essentiels.

### L'avenir

Le développement en cours d'une nouvelle application mobile TOAM permettra une plus grande flexibilité. En outre, une fonction hors ligne permettra aux utilisateurs se trouvant dans des zones où la connexion internet est faible ou inexistante de signaler les obstacles. Une étape future importante consistera à développer des synergies entre la plateforme TOAM et la ZLECAf. L'objectif consiste à permettre le suivi des obstacles au commerce aux niveaux national, régional et international, renforçant ainsi la dimension régionale de la plateforme.



**LIENS**

- <https://www.tradeobstacles.org/ecowas/>

« Le TOAM est un excellent outil pour les décideurs politiques pour surveiller les obstacles réels lorsque les entreprises mènent des activités commerciales. Ils peuvent ainsi orienter les politiques vers beaucoup plus d'efficacité. »

Nimon Christine, Point focal national du TOAM, Togo



Pourvoyeurs de fonds :  
Union européenne, Danemark

# ÉTUDE DE CAS

## Un programme de formation à l'exportation pour l'intégration africaine



### Le défi

L'Afrique est l'une des régions les plus dynamiques et l'un des marchés de consommation à la croissance la plus rapide au monde. Avec l'entrée en vigueur de la ZLECAf et sa ratification par un nombre croissant de pays africains, les consommateurs sont sur le point de rejoindre un marché unique historique, réunissant comme jamais auparavant les personnes, les produits et les talents de tout le continent.

Pour bénéficier de la ZLECAf, les MPME africaines doivent comprendre ce qu'il leur faudra pour commencer à commercer au-delà de leurs frontières nationales. La sensibilisation, le renforcement des capacités et le développement des compétences sont essentiels pour doter les nouveaux exportateurs africains des outils et des connaissances nécessaires pour saisir les opportunités offertes par l'intégration économique de l'Afrique.

Cependant, une grande partie du secteur privé africain n'a pas accès aux connaissances et au savoir-faire liés au commerce et les intérêts variés des divers pays et régions d'Afrique ne sont souvent pas pris en compte. Les quelques options de formation disponibles sont souvent incomplètes, dépassées, ad hoc ou proposées à des prix prohibitifs. En conséquence, de nombreuses MPME africaines, en particulier celles détenues par des femmes et des jeunes entrepreneurs ne sont pas préparées à tirer parti de la ZLECAf.

### La solution

Pour remédier à ce problème, l'Académie du commerce des PME de l'ITC s'est associée à Afreximbank pour créer le programme de formation Comment exporter dans la ZLECAf sur les principes fondamentaux du commerce intra-africain.

Le programme consiste en un cursus de deux semaines, réparti entre une semaine d'apprentissage en ligne et un atelier en personne d'une semaine. Alors que la composante e-learning traite des fondamentaux du commerce intra-africain, l'atelier est conçu pour être plus localisé, fournissant des informations particulièrement pertinentes et spécifiques au pays dans lequel il se tient.

Hébergée en ligne sur Afreximbank Academy, spécialement conçue à cet effet, la composante d'apprentissage en ligne est

faite de sept modules disponibles en anglais et en français, couvrant les principaux sujets liés à l'exportation en mettant l'accent sur la résolution de problèmes et les études de cas concernant l'Afrique et la ZLECAf. Les participants doivent réussir ce volet pour être invités à l'atelier en personne.

Les ateliers sont organisés en partenariat avec des institutions de formation locales sélectionnées. Alors que l'ITC dirige les premières sessions, l'atelier comprend une composante de « formation des formateurs » destinée à donner aux institutions locales les moyens de mettre en œuvre le programme à long terme et avec une grande qualité.

Cette démarche est soutenue par la méthode de l'atelier numérique, une solution d'atelier virtuel développée par l'Académie du commerce pour les MPME. Cette méthode consiste à fournir aux formateurs locaux des outils numériques et des formations gérés et mis à jour de manière centralisée, qui peuvent être reproduits dans différents pays, régions et niveaux d'expertise. L'ITC peut donc fournir une solution clé en main qui garantit l'évolutivité et la cohérence par rapport aux normes de prestation des ateliers en personne dans toute l'Afrique.

### Les résultats

La phase pilote du programme s'est déroulée en 2021 au Nigeria, au Rwanda et en Côte d'Ivoire, avec le soutien du Nigerian Export Promotion Council, du Rwanda Development Board et de l'Association pour la promotion des exportations de Côte d'Ivoire. Le haut niveau d'intérêt s'est manifesté dans la semaine qui a suivi son inauguration, Afreximbank Academy en ligne ayant enregistré plus de 1 500 inscriptions.

Plus de 150 exportateurs et représentants d'institutions de formation ont bénéficié d'ateliers en personne qui se sont déroulés de juillet à octobre 2021. Les stagiaires ont appris à identifier les marchés africains offrant des débouchés intéressants pour leurs produits, à analyser leurs options pour pénétrer ces marchés et à déterminer leur niveau de préparation à l'exportation. Ils ont également appris à identifier et à tirer parti des possibilités de financement du commerce, ainsi qu'à identifier et à utiliser les documents commerciaux nécessaires au processus d'exportation.



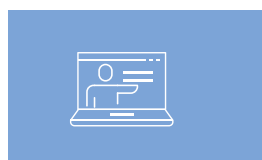


1-3. ©Shutterstock.com

### Comment exporter dans la ZLECAf

#### APPRENTISSAGE EN LIGNE

Afreximbank  
Academy



7 modules de base à l'échelle de l'Afrique

Livré à l'ensemble des 55 pays africains

Nombre illimité de personnes inscrites



#### ATELIERS NATIONAUX

Institutions partenaires avec le soutien de l'ITC



5 jours



Sessions adaptées aux priorités nationales de la ZLECAf

Livré dans 15 pays sélectionnés

Entreprises sélectionnées



### L'avenir

Après l'achèvement de la phase pilote, le programme de formation « Comment exporter dans la ZLECAf » sera étendu en 2022. Il s'agira de promouvoir le programme auprès des 55 États membres de l'Union africaine et d'étendre la composante des ateliers nationaux à 12 pays supplémentaires. Pour ce faire, le contenu du programme sera traduit en arabe et en portugais.

« Au cours de cette formation, nous avons beaucoup appris. Parfois, quand on pense aux exportations, certaines personnes ont tout simplement peur sans même s'approcher. Nous avons de nombreux défis à relever, mais grâce à cette formation, nous avons trouvé des solutions et je pense que nous allons bientôt obtenir des résultats. »

Perpetue Muziranenge,  
exportateur de café à Umuganura Export Company Ltd, Rwanda

#### LIENS

- <https://www.afreximbankacademy.org/>



Pourvoyeur de fonds :  
Afreximbank

# Créer un environnement propice aux affaires

## Stratégie de développement du commerce

Le **programme Stratégie de développement du commerce** fournit des solutions pour intégrer le commerce dans les agendas politiques nationaux. Les stratégies commerciales donnent la priorité aux secteurs clés pour le développement et la diversification des exportations. Les marchés cibles sont identifiés et les tactiques d'entrée sur le marché définies.

Afin de maximiser les dividendes du développement, les stratégies de développement du commerce facilitées par l'ITC sont conçues pour aborder la réduction de la pauvreté, l'inclusion des femmes et des jeunes et la durabilité environnementale. Ce travail suit un cycle de recherche, de consultation et de développement d'outils. Depuis sa création, le programme a facilité la mise en œuvre de plus de 100 stratégies dans environ 70 pays et régions.

## Principaux résultats



Plus de **200 praticiens** ont participé à l'élaboration de la stratégie nationale d'exportation de Curaçao



Les **cadres politiques ont été réformés** en Asie centrale pour aider les MPME à s'internationaliser et à améliorer leur compétitivité grâce à la numérisation



Plus de **2 500 consommateurs** et **600 MPME** et agriculteurs irakiens ont été interrogés pour évaluer le marché des produits agricoles à fort potentiel. Près de **400 parties prenantes** ont atteint un consensus sur les questions de compétitivité autour des secteurs prioritaires.



**10 stratégies d'exportation sectorielles** ont été finalisées au Pakistan

## Faits saillants

La **stratégie nationale d'exportation** de Curaçao a été approuvée en 2021. La stratégie, élaborée avec le soutien de l'ITC, se concentre sur la diversification économique et est axée sur l'administration en ligne pour les entreprises. Le processus de formulation de la stratégie a permis de réunir les organisations des secteurs public et privé du pays. Le premier résultat de la stratégie nationale d'exportation, la **feuille de route stratégique pour le développement du commerce**, qui précise les secteurs prioritaires, les fonctions d'appui au commerce et les objectifs généraux, a été inclus dans le projet de restructuration du secteur de l'industrie et du commerce du pays pour 2021 - 2030.

L'ITC a également aidé le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan à élaborer des **stratégies nationales de développement du commerce en ligne** pour permettre aux MPME d'Asie centrale de s'internationaliser en catalysant la transformation numérique de la région.

En Irak, près de 400 acteurs des secteurs public et privé sont parvenus à un consensus sur les questions de compétitivité autour de deux secteurs prioritaires : les tomates et la volaille. Dix-huit consultations ont été menées à travers le pays avec 600 MPME et agriculteurs, suivies de deux consultations au niveau des gouvernorats à Mossoul et Al-Basrah pour discuter des possibilités de **développer les chaînes de valeur du secteur**. Une consultation nationale a affiné et validé les stratégies et les plans d'action.

En 2021, les chefs d'entreprise et les décideurs politiques du Sud-Soudan ont commencé à travailler sur la **stratégie nationale d'exportation et d'investissement** du pays par le biais de consultations inclusives des parties prenantes. Cette stratégie vise à stabiliser et à diversifier l'économie et à tirer parti des possibilités offertes par la ZLECAf. En outre, un système officiel de conseil commercial public-privé a été mis en place au Pakistan. Dix **stratégies d'exportation sectorielles** ont été finalisées pour validation, et celles de huit autres secteurs prioritaires sont en cours d'élaboration.

## Un plan d'action inclusif en matière d'exportation pour stimuler le développement de Curaçao

La stratégie nationale d'exportation de Curaçao se concentre sur la création de nouvelles chaînes de valeur dans les exportations de services. Pour garantir l'appropriation par les parties prenantes, chaque secteur et fonction d'appui au commerce dispose d'une équipe dédiée composée de représentants des secteurs public et privé.

Avec l'aide de l'ITC, les équipes ont identifié les contraintes de compétitivité, les insuffisances des politiques, les limitations de l'appui institutionnel et les goulots d'étranglement qui affectent l'entrepreneuriat et les performances à l'exportation. Cela a constitué la base d'un plan d'action inclusif et participatif pour atteindre les objectifs de la stratégie. Le Conseil des exportations de Curaçao, qui conseille le gouvernement et le secteur privé, a été officialisé en 2021 en tant qu'entité juridique afin de garantir que ce dialogue public-privé perdure.

« *L'exportation de services offre des possibilités majeures de réaffecter la main-d'œuvre dans le pays, de créer des emplois et d'apporter les devises étrangères dont nous avons si désespérément besoin pour fortifier notre situation financière et payer les importations de biens et de services qui contribuent à la qualité de vie que nous souhaitons.* »

Ruisandro Cijntje, ministre du Développement économique, gouvernement de Curaçao

Le programme a continué d'innover en 2021, notamment par le biais d'une méthodologie remaniée pour les stratégies commerciales vertes, d'un outil de gestion de la mise en œuvre des stratégies amélioré et d'un premier outil d'intelligence artificielle pour faciliter l'identification des contraintes et des solutions pour le développement des exportations et la prise de décision. L'outil est inspiré des documents de stratégie commerciale de plus de 120 pays regroupés dans la base de données de l'ITC. <https://www.tradestrategymap.org>

## Facilitation des échanges

Le **programme Facilitation des échanges** de l'ITC se concentre sur la suppression des obstacles non tarifaires au commerce transfrontalier. Il s'appuie sur l'accord de facilitation des échanges de l'OMC pour transformer l'environnement commercial en réformant et en simplifiant les procédures du commerce international au profit des MPME.

Le programme aide les décideurs politiques à concevoir et à mettre en œuvre des réformes de facilitation des échanges de manière inclusive et durable en éliminant les causes profondes des goulots d'étranglement transfrontaliers. Il aide les MPME à améliorer leur capacité à se conformer aux exigences réglementaires et administratives et à participer aux plateformes public-privé sur la facilitation des échanges.

## Principaux résultats



Les **réformes douanières** du Tadjikistan et du Pakistan, y compris la gestion des risques et les mesures relatives aux opérateurs économiques agréés, ont été soutenues afin de mettre en œuvre l'accord sur la facilitation des échanges



**3 processus d'exportation** ont été numérisés au Sri Lanka pour que les exportateurs puissent demander et recevoir des certificats d'origine en ligne, effectuer des paiements électroniques et s'enregistrer en ligne



**4 bureaux d'information commerciale** ont été créés pour les petits commerçants transfrontaliers de la CEDEAO



**550 agents frontaliers** ont été formés à la facilitation des échanges tenant compte de la dimension de genre



**5 portails de facilitation des échanges en ligne** ont été lancés au Burkina Faso, au Burundi, en Jordanie, au Kirghizstan et en République-Unie de Tanzanie



Plus de **200 MPME** ont été formées à la gestion des exportations en Asie centrale

## Faits saillants

L'ITC a lancé des **portails de facilitation des échanges en ligne** au Burundi, au Burkina Faso, en Jordanie, au Kirghizstan et en République-Unie de Tanzanie pour stimuler les réformes en numérisant les informations et en automatisant les processus. L'institution a également aidé les agences frontalières du Sri Lanka à **simplifier les exigences en matière d'exportation**.

Il s'agit notamment de l'automatisation complète de la délivrance des certificats d'origine et de l'enregistrement et du suivi des parties prenantes à l'unité nationale de contrôle biologique, ainsi que du développement d'une passerelle de paiement électronique pour le service national de quarantaine végétale. Ces réformes devraient réduire les coûts de transaction et pourraient contribuer à limiter l'impact du commerce sur l'environnement.

Dans le cadre de son mandat visant à soutenir la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, l'ITC a aidé le Tadjikistan et le Pakistan à mettre en œuvre des **réformes douanières**. Au Tadjikistan, l'ITC a soutenu la mise à niveau des politiques et procédures liées à la gestion des risques et à un système d'opérateur économique autorisé. L'ITC a également formé les fonctionnaires des douanes à la mise en œuvre des réformes et les entreprises à en tirer profit.

Au Pakistan, le programme a aidé l'administration des douanes à mener des études de diagnostic pour l'élaboration de recommandations sur la mise à niveau du



1. Réunion bilatérale sur la stratégie de développement du commerce, Curaçao 2. Formation Ready4Trade sur la facilitation des échanges, Kirghizstan

système de gestion des risques et l'affinement des schémas d'opérateurs économiques agréés. L'ITC a également fourni une assistance pour mesurer les délais moyens de libération dans trois ports d'entrée différents.

Le programme a soutenu l'**intégration régionale** en 2021 en simplifiant certaines chaînes de valeur et certains flux commerciaux en Afrique de l'Est et en Asie centrale.

Dans la CAE, les procédures d'exportation du café ont été cartographiées et comparées entre les États membres, dans le but de simplifier les formalités et de réduire les coûts et les délais du commerce. En outre, l'ITC a facilité le dialogue public-privé afin d'analyser les obstacles au commerce et a formulé des recommandations. En conséquence, les parties prenantes de la CAE ont obtenu une décision ministérielle et des directives exigeant l'adoption d'une approche fondée sur le risque pour le respect de la réglementation, l'harmonisation de la documentation et une révision des étapes procédurales liées à l'automatisation des processus d'exportation du café.

En Asie centrale, l'ITC a aidé cinq pays à simplifier le commerce intrarégional et le commerce avec l'Union européenne dans certaines catégories de produits.

L'ITC a introduit de nouveaux outils pour soutenir les commerçants vulnérables en rendant leurs processus d'exportation plus efficaces et moins coûteux. Pour ce qui est du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et de l'Afrique de l'Ouest, où les **petits commerçants** jouent un rôle essentiel dans le transport transfrontalier des produits agricoles vers les régions souffrant d'insécurité alimentaire et dans l'amélioration des moyens de subsistance, l'ITC a conçu un programme de formation spécifique pour ces commerçants.

En outre, grâce à des partenariats avec des acteurs régionaux, quatre **bureaux d'information commerciale** dotés de l'infrastructure nécessaire ont été créés à la frontière de Dan Issa entre le Niger et le Nigeria, et plus de 25 responsables de bureau ont été formés pour les faire fonctionner.

En Asie centrale, l'ITC a renforcé la capacité des agences frontalières à relever les défis auxquels sont confrontées les femmes commerçantes. Quelque 550 agents frontaliers ont été formés à la **facilitation des échanges tenant compte de la dimension de genre**. L'ITC a également amélioré les capacités de gestion des exportations de plus de 200 entreprises de la région grâce à une formation sur le tas dispensée par des experts locaux.

## Appui aux négociations commerciales et aux réformes politiques

### Le programme Appui aux négociations commerciales et aux réformes politiques de l'ITC contribue à renforcer

la capacité des gouvernements dans les négociations commerciales multilatérales, régionales et bilatérales. Ce programme aide également les pays à mettre en œuvre leurs engagements, à renforcer les politiques nationales et les cadres réglementaires, et à faciliter la mise en place d'un environnement propice au fonctionnement des entreprises, à l'attraction des investissements et au commerce.

L'ITC aide les décideurs politiques, les OSE et les entreprises à atteindre ces objectifs sur une série de questions liées à la politique commerciale, notamment l'accès au marché, l'investissement, la propriété intellectuelle, la concurrence, les marchés publics, le commerce en ligne et le commerce inclusif et durable.

### Principaux résultats



Plus de **50 activités de formation** touchant plus de **4 500 participants** ont été organisées pour renforcer la participation des pays en développement aux négociations de l'OMC sur la facilitation des investissements pour le développement



**5 sessions** ont été organisées sur les négociations de l'initiative de déclaration conjointe de l'OMC ainsi qu'une formation sur les négociations relatives au commerce en ligne



Un soutien a été apporté à l'**adhésion** de l'Irak et de l'Ouzbékistan à l'OMC, aux négociations de la ZLECAf en Gambie et au COMESA, et à la mise en œuvre de l'accord de l'ANASE sur le commerce des marchandises en République démocratique populaire lao



**3 dialogues** ont été menés au Népal, aux Philippines et au Sri Lanka pour aligner la politique commerciale sur les politiques industrielles et d'investissement **3 études** ont été menées au Népal et au Pakistan sur les réformes politiques pour la reprise post-COVID-19



3



4

3. Atelier sur l'adhésion à l'OMC et l'agriculture, Irak 4. Consultation sur la stratégie de l'aviculture, Irak



12 profils d'investissement ont été élaborés pour les pays d'Afrique de l'Ouest, le Bhoutan et la République démocratique populaire lao



11 activités de formation au plaidoyer ont été menées en Irak, au Pakistan et en Afrique de l'Ouest et les mécanismes consultatifs au Pakistan et en République centrafricaine ont été améliorés

### Faits saillants

En 2021, l'ITC a poursuivi son travail sur les **adhésions à l'OMC** en aidant l'Irak et l'Ouzbékistan à préparer les documents pertinents et en assistant le Timor-Leste et le Turkménistan dans les négociations d'adhésion. Le programme a aidé le Tadjikistan à rassembler le matériel pour son premier examen de la politique commerciale.

L'ITC a apporté son soutien à l'amélioration de l'**intégration régionale** en Afrique, dans l'ANASE et dans l'Association de libre-échange d'Europe centrale grâce à une série d'outils. Il s'agissait notamment de renforcer les capacités de participation aux négociations régionales, de s'attaquer aux obstacles au commerce, d'aligner les cadres politiques nationaux sur les engagements régionaux, de mettre en évidence les possibilités d'investissement pour renforcer les chaînes de valeur régionales et d'améliorer la compréhension des possibilités d'accès au marché avec les partenaires régionaux.

Notamment, dans le contexte des négociations de la ZLECAf, le programme a contribué à l'approche **One Trade Africa** de l'ITC par le biais d'une assistance analytique et technique à la Gambie sur les engagements en matière de services et au COMESA Business Council sur les règles d'origine.

Pour contribuer à l'élaboration de **politiques commerciales et d'investissement et de cadres réglementaires** solides et favorables aux MPME, l'ITC a continué à fournir une formation et une analyse en Asie du Sud et du Sud-Est pour examiner les réglementations et les politiques dans un large éventail de domaines liés au commerce, les évaluer par rapport aux engagements internationaux et aux meilleures pratiques et identifier les réformes possibles.

En outre, un projet de politique commerciale nationale a été élaboré pour les Bahamas, des recommandations ont été formulées pour renforcer les cadres liés à l'agriculture pour la République centrafricaine et des profils d'investissement sectoriels ont été élaborés pour le Bhoutan, la République démocratique populaire lao et les États membres de la CEDEAO.

La résilience et la compétitivité sont de plus en plus liées aux transformations vertes et numériques. En conséquence, en 2021, l'ITC a soutenu l'intégration des **questions liées au numérique et à l'environnement dans la réforme de la politique commerciale**.

Dans le domaine du numérique, l'ITC a contribué à la révision et à la rédaction d'un plan de mise en œuvre de la politique de commerce en ligne du Bhoutan. L'institution a également entrepris une analyse des lacunes du cadre du commerce en ligne en Malaisie.

Au Sri Lanka, l'ITC a produit un rapport sur l'intégration de la croissance verte et du commerce numérique dans le cadre de la politique industrielle et commerciale du pays. Sur la base de ce travail, un soutien a été apporté aux Philippines sur la manière dont les politiques d'investissement peuvent le mieux faciliter le commerce numérique et le commerce durable.

### Pourvoyeurs de fonds en 2021 pour le domaine d'intervention 2 : Créer un environnement propice aux affaires

#### Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet 1 du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

Allemagne, Canada, Finlande, Irlande, Norvège, Suède, Suisse

#### Pourvoyeurs de fonds de projets spécifiques

Union européenne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Allemagne, Suisse, Banque africaine d'import-export, Curaçao, Chine, COMESA, Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce, ONUDI, Suède, Société pétrolière des États fédérés de Micronésie, Cadre intégré renforcé, Bhoutan, Finlande, Société internationale islamique de financement du commerce, Agence de promotion des exportations commerciales de Sainte-Lucie, Organisation internationale pour les migrations

# ÉTUDE DE CAS

## Formaliser le commerce transfrontalier à petite échelle

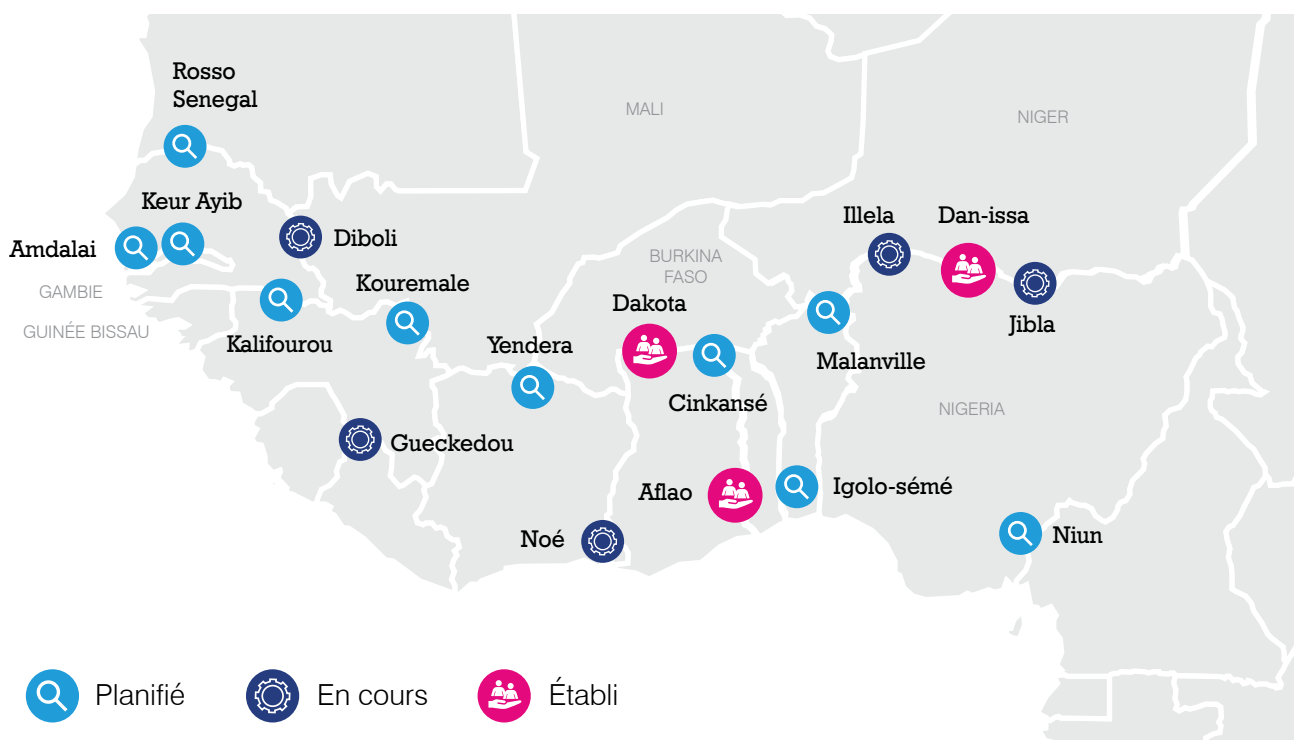


### Le défi

Les petits commerçants transfrontaliers (SSCBT) jouent un rôle essentiel dans l'acheminement des produits agricoles vers les régions souffrant d'insécurité alimentaire et dans l'amélioration des moyens de subsistance des communautés frontalières souvent éloignées. Les SSCBT sont des « entrepreneurs de subsistance » qui tirent la majeure partie ou la totalité de leurs moyens de subsistance du commerce de petits envois. Ils traitent de petits volumes de marchandises et les transportent souvent à pied, à vélo, à l'aide de véhicules personnels ou avec des moyens de transport à traction animale. Ils opèrent dans des zones rurales qui sont généralement mal reliées aux grandes villes et éloignées des postes frontières officiels.

Les SSCBT sont souvent incapables d'absorber les coûts liés au respect total des réglementations commerciales et des formalités aux frontières. Ils rencontrent des difficultés avec les procédures de passage des frontières et manquent d'informations pertinentes sur les formalités, les documents et les frais exigés aux postes-frontières officiels. Par conséquent, ils doivent souvent emprunter des voies commerciales informelles, ce qui empêche le plein potentiel de développement de leurs activités.

En outre, les SSCBT sont parfois exposés à la corruption et au harcèlement des agents frontaliers, ce qui les dissuade davantage d'utiliser les postes frontaliers officiels. Ces difficultés ne vont pas sans conséquences pour les activités et les moyens de subsistance de ces commerçants, et sapent leur capacité à se formaliser et à bénéficier des avantages associés, tels que l'accès au financement.





1-2. Les femmes dans le commerce transfrontalier ©UNCTAD 3. Commerçants transfrontaliers entre le Rwanda et la RD Congo ©COMESA

## La solution

Afin de contribuer à la création d'un environnement commercial favorable pour tous, l'ITC soutient l'intégration et la formalisation des SSCBT en Afrique de l'Ouest en créant des bureaux d'information commerciale et d'assistance aux frontières à certains points frontaliers. Ces bureaux répondent aux préoccupations des communautés frontalières et aident les SSCBT à accomplir les formalités frontalières.

En partenariat avec l'Association ouest-africaine pour le commerce transfrontalier des produits agro-forestiers-pastoraux, halieutiques et alimentaires, l'ITC a construit l'infrastructure nécessaire et a soutenu la sélection et la formation d'agents possédant les compétences nécessaires pour aider les SSCBT.

Les responsables de l'information commerciale offrent des informations, des formations et une aide aux SSCBT. Ils fournissent des informations sur les lois et réglementations commerciales, les documents, les formulaires et autres procédures de dédouanement, les mécanismes d'appel et de plainte et d'autres informations nécessaires pour mener à bien les processus officiels de passage des frontières.

Ce nouveau service donne aux commerçants qui sont principalement engagés dans l'économie informelle le coup de pouce nécessaire pour formaliser leurs activités et renforcer leur sécurité économique. Il permet également la collecte de données dans la région.

## Les résultats

Avec l'appui de l'ITC, l'association a installé et mis en service un bureau d'information commerciale et d'assistance frontalière à la frontière Dan Issa entre le Niger et le Nigeria en novembre 2021. Le bureau est équipé d'un ordinateur, d'une imprimante, d'une salle de conférence, de mobilier et d'installations sanitaires.

L'ITC a également fourni un programme de renforcement des capacités adapté pour doter les agents des connaissances et des compétences nécessaires pour fournir des services de qualité aux SSCBT. Vingt-cinq agents de toute l'Afrique de l'Ouest seront formés pour aider les petits commerçants, en particulier les femmes et les jeunes, d'autres bureaux étant prévus.

## L'avenir

L'ITC continuera à contribuer à la réduction des coûts et à la suppression des obstacles rencontrés par les SSCBT en Afrique de l'Ouest, notamment en simplifiant les systèmes et processus commerciaux à petite échelle dans le but de soutenir leur transition vers l'économie formelle. Dans l'immédiat, l'ITC organisera d'autres formations par le biais d'ateliers pour renforcer la capacité des agents à répondre aux besoins des SSCBT dans leur région.

### LIENS

- <https://www.facebook.com/groups/973855236520802/posts/1027265694513089/>



### Pourvoyeurs de fonds :

Allemagne, Canada, Finlande, Irlande, Norvège, Suède, Suisse

# ÉTUDE DE CAS

## Numérisation des procédures commerciales au Sri Lanka



### Le défi

La pandémie de COVID-19 a été sévère pour l'économie et la population du Sri Lanka. Les systèmes manuels sur papier, en place dans les institutions locales nécessitent des visites en personne, ce qui crée des difficultés majeures pour les commerçants et les fonctionnaires, en particulier pendant les périodes de fermeture.

### La solution

Le projet de facilitation des échanges pour les PME de l'ITC, mis en œuvre au Sri Lanka avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, connue sous le nom de GIZ, et le soutien financier du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, soutient la numérisation et la simplification des processus commerciaux pour aider à surmonter ces défis.

### Automatisation complète du traitement et de la délivrance des certificats d'origine

Le ministère du Commerce est la seule autorité désignée au Sri Lanka pour délivrer des certificats d'origine dans le cadre des accords commerciaux préférentiels et du système de préférences généralisées de l'UE. Toutes les formalités liées aux certificats d'origine sont effectuées manuellement.

Suite à une demande du Département du Commerce, l'ITC fournit une assistance technique pour automatiser complètement le processus de délivrance des certificats. Cette initiative permet aux exportateurs d'effectuer les activités suivantes en ligne : s'inscrire et soumettre des demandes, présenter des informations justificatives, effectuer des paiements, recevoir un certificat électronique, utiliser des signatures électroniques et s'inscrire pour des quotas.

Le système complet est intégré aux douanes sri-lankaises, de sorte que le ministère du Commerce peut vérifier en ligne les informations relatives aux messages de déclaration en douane.



Port de Colombo, Sri Lanka ©Shutterstock.com



Production d'huile et d'extraits biologiques, Sri Lanka





1. Construction de bateaux, Sri Lanka 2. Lancement du portail d'information commerciale du Sri Lanka  
3. Port de Colombo, Sri Lanka ©Ruben M Ramos/Shutterstock.com

### Développement d'une passerelle de paiement électronique pour le Service national de quarantaine végétale

Le Service national de quarantaine des plantes est la principale agence frontalière responsable des opérations de biosécurité et de quarantaine végétale au Sri Lanka. Comme de nombreuses marchandises liées aux plantes sont périssables, les certifications d'exportation et les autorisations d'importation doivent être fournies rapidement et efficacement pour minimiser les pertes.

Les processus de paiement de l'agence sont manuels. Conscient de la nécessité d'une passerelle de paiement électronique, le Service national de quarantaine des plantes collabore avec l'ITC pour mettre en place un système de paiement électronique qui couvre plus de 40 flux de paiement. Le système vise à garantir des paiements rapides et instantanés au moyen de cartes de débit ou de crédit, à accroître la sécurité des paiements, à réduire les coûts de transaction, à améliorer la transparence et à réduire le délai de réception d'un certificat phytosanitaire. Le système comprend un panneau administratif permettant aux responsables de l'agence de suivre les paiements et de générer des rapports.

### Automatisation de l'enregistrement et du suivi des parties prenantes à l'Unité nationale de contrôle biologique

L'unité nationale de contrôle des produits biologiques, établie sous l'égide du Conseil pour le développement des exportations, contrôle et surveille toutes les activités liées aux produits biologiques, notamment l'importation et l'exportation de ces produits. En 2021, on comptait environ 400 entreprises certifiées biologiques et plus de 12 000 producteurs biologiques. L'enregistrement des intervenants se fait manuellement.

L'ITC aide l'Unité nationale de contrôle de l'agriculture biologique à automatiser entièrement les processus d'enregistrement et de suivi, en permettant la soumission et la délivrance en ligne de formulaires et de certificats, ainsi que les approbations et le suivi électroniques.

### Les résultats

Ces efforts au Sri Lanka ont permis de réduire les délais et les coûts de transaction et de garantir une prestation de services continue et rapide malgré des événements tels que les perturbations dues à la pandémie. Les systèmes simplifiés et entièrement automatisés profitent à la fois aux commerçants et aux fonctionnaires.

### L'avenir

Le projet renforcera les capacités des fonctionnaires et sensibilisera le monde des affaires à l'utilisation de ces procédures en ligne. La durabilité des interventions a été prise en compte dans la conception du projet. Cela inclut les coûts de maintenance liés au fonctionnement des systèmes, que le projet prendra en charge pendant trois ans.

« Le fait de disposer d'un système [de certificats d'origine électroniques] apporte de nombreux avantages aux exportateurs. [...] Le système saisit automatiquement les données pertinentes, ce qui nous sera utile pour effectuer des analyses et prendre des décisions pertinentes. »

Shirani Ariyaratne,  
Chef de la division des règles d'origine,  
Département du commerce, Sri Lanka



Pourvoyeur de fonds :

Allemagne

# ÉTUDE DE CAS

## Négociations sur la facilitation des investissements à l'OMC



©Shutterstock.com

### Le défi

Les flux mondiaux d'investissements directs étrangers ont chuté de 40 % pendant la pandémie. La revitalisation de ces flux vers les pays en développement est essentielle pour leur redressement et leur développement durable. Les négociations sur la facilitation des investissements pour le développement à l'OMC, qui visent à élaborer des lignes directrices pour stimuler les investissements durables constituent un instrument important à cet effet. Cependant, tous les membres ne disposent pas des connaissances et des ressources nécessaires pour s'engager dans les négociations.

### La solution

L'ITC s'est associé à l'Institut allemand de développement pour renforcer la capacité des pays en développement à s'engager dans les négociations sur la facilitation des investissements pour le développement et à en tirer profit. Le projet fournira des formations ciblées pour les négociateurs et les décideurs, canaliser les perspectives de terrain par le biais de consultations des parties prenantes, analysera les questions juridiques et économiques dans des dossiers d'experts et soutiendra la sensibilisation par des tables rondes régionales de haut niveau et des webinaires réguliers pour les agences de promotion des investissements et le grand public.

### Les résultats

Les membres de l'OMC considèrent ce projet comme la principale initiative d'assistance technique aux négociations sur la facilitation des investissements pour le développement. Le projet a considérablement renforcé la participation des pays en développement aux discussions.

Les négociateurs commerciaux, les décideurs politiques et les agences de promotion des investissements ont acquis des connaissances grâce à plus de 50 événements organisés dans le cadre du projet, qui ont touché quelque 4 500 participants. Les PMA ont soumis des propositions, élaborées avec le soutien de l'ITC, pour affirmer leur programme de réforme et défendre leurs besoins en matière de développement. Le nombre de membres de l'OMC participant aux négociations est passé d'environ 100 à 110.

### L'avenir

Le projet continuera à renforcer les capacités pour les négociations et à soutenir la mise en œuvre de l'accord de facilitation des investissements pour le développement au niveau national, afin de réduire les obstacles liés aux investissements et de faciliter les investissements durables dans les pays en développement.

*« L'initiative conjointe du Centre du commerce international et de l'Institut allemand de développement est digne d'éloges et je tiens à les féliciter tout particulièrement. Les ateliers et les webinaires organisés tout au long de cette année ont largement contribué à une meilleure compréhension de nombreuses questions cruciales pour la conception de l'accord sur la facilitation des investissements. »*

Xiaozhun Yi, Directeur général adjoint, OMC

### LIENS

- <https://intracen.org/our-work/projects/investment-facilitation-for-development>



Pourvoyeur de fonds :

Chine



# Renforcement des institutions d'appui au commerce et à l'investissement

## Renforcement des institutions d'appui au commerce et à l'investissement

Le **programme Renforcement des institutions d'appui au commerce et à l'investissement** vise à renforcer les OSE en tant que multiplicateurs essentiels du travail de l'ITC. Pour ce faire, elles doivent être en mesure de mettre en œuvre et de maintenir des améliorations dans toutes leurs activités. Avec le soutien adéquat, les entreprises peuvent prendre part aux chaînes de valeur mondiales, attirer les investisseurs et exporter avec succès.

Le programme s'engage avec un large éventail d'acteurs de l'écosystème, y compris les agences de commerce et d'investissement financées par le gouvernement, les chambres de commerce, les associations sectorielles et commerciales, les groupes de producteurs, les coopératives, les incubateurs et les institutions de formation professionnelle. L'ITC les aide à devenir des partenaires experts, connectés et de confiance.



©Shutterstock.com

## Principaux résultats



Il y a eu **479 cas** d'institutions ayant amélioré leurs performances opérationnelles ou de gestion grâce à l'appui de l'ITC



La méthodologie d'**analyse comparative institutionnelle** de l'ITC a été revue et améliorée pour refléter les indicateurs de durabilité et adaptée à un plus grand nombre d'OSE



Le modèle REACT a été étendu pour mesurer la résilience et l'agilité des OSE et appliqué par **49 institutions**



Il y a eu **78 interventions** pour améliorer les capacités de gestion dans le cadre du programme AIM for Results, avec **2 674 participants** formés, dont **47 % de femmes**



**41 coopératives** et fédérations de coopératives ont été soutenues au Ghana, au Kenya, au Rwanda et en Sierra Leone, représentant plus de **170 000 agriculteurs**



1. Plateforme d'analyse comparative de l'ITC 2. ©Shutterstock.com

## Faits saillants

Le modèle d'**analyse comparative institutionnelle** de l'ITC s'est révélé un outil extrêmement précieux depuis son lancement en 2010. La méthode d'évaluation a été entièrement revue en 2021. Outre la mise à jour et l'élargissement de l'évaluation de base, la nouvelle méthodologie a intégré une analyse approfondie de la durabilité couvrant l'égalité des sexes, l'autonomisation des jeunes, la croissance verte et la responsabilité sociale.

La plateforme en ligne qui héberge l'outil d'évaluation a été mise à jour et offre désormais davantage de fonctionnalités pour l'analyse des données, la comparaison des notations et la mise en réseau. La plateforme intègre également un nouvel outil permettant aux OSE bénéficiaires de réaliser des diagnostics complexes de leurs MPME clientes. <https://www.itcbenchmarking.org>

Le programme, et plus largement l'ITC, a fait l'objet d'un processus d'apprentissage intensif en 2021 : une année d'adaptation, afin de garantir que la plupart des services puissent être fournis par voie numérique. Par exemple, un **manual virtuel de promotion du commerce** couvrant les principes fondamentaux des réunions numériques interentreprises a été élaboré et diffusé, et une publication en ligne sur la **diplomatie commerciale numérique** a été produite.

En 2021, l'ITC a adopté une approche régionale de collaboration avec les OSE dans le cadre du programme de **compétitivité de l'Afrique de l'Ouest** financé par l'UE. L'ITC a joué un rôle déterminant dans l'établissement d'un réseau officiel d'organisations de promotion du commerce de la CEDEAO, mandatées pour soutenir l'intégration régionale et diffuser les opportunités liées à la mise en œuvre de la ZLECAf.

L'ITC a développé l'**outil REACT** pour renforcer la résilience des OSE face aux défis liés à la pandémie et s'assurer qu'elles continuent à fournir un soutien commercial pertinent. Cet outil mesure la réactivité des OSE aux chocs extérieurs et contribue à la mise en place de cinq attributs clés : la préparation, l'expertise, l'agilité, la connectivité et la confiance.

L'outil a été déployé dans le cadre du programme de partenariats commerciaux de l'ITC au Royaume-Uni. Quarante-neuf institutions bénéficiaires ont appliqué le modèle REACT et identifié les faiblesses structurelles face à une crise. Le programme a permis de remédier à ces

faiblesses grâce à une série de cours d'apprentissage en ligne et de webinaires.

En 2021, l'ITC a travaillé avec les coopératives pour améliorer leur capacité de leadership et la gestion des membres et pour développer des liens commerciaux avec d'autres coopératives. L'ITC a lancé un projet pilote pour faciliter le **commerce entre coopératives et le transfert de connaissances**. Les coopératives de fournisseurs ont augmenté leur capacité à collaborer grâce au projet, et les coopératives d'acheteurs et de fournisseurs ont conclu ou négocié des transactions.

L'ITC a continué à travailler avec les coopératives dans le cadre d'autres interventions. Il a fourni une formation et un encadrement en matière de gouvernance, de leadership et de gestion des membres à 30 coopératives agricoles en Sierra Leone. L'ITC a également aidé la fédération des coopératives du secteur du cacao au Ghana, qui représente plus de 100 000 agriculteurs, à améliorer sa stratégie organisationnelle.

### Pourvoyeurs de fonds en 2021 pour le domaine d'intervention 3 : Renforcer les institutions d'appui au commerce et à l'investissement

#### Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet 1 du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

Allemagne, Canada, Finlande, Irlande, Norvège, Suède, Suisse

#### Pourvoyeurs de fonds de projets spécifiques

Union européenne, Suisse, ONUDI, Pays-Bas, COMESA, Banque africaine d'import-export, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Chine, Cadre intégré renforcé, Swisscontact, Société internationale islamique de financement du commerce, Chocolats Halba/Coop Genossenschaft, Fonds d'équipement des Nations Unies, Australie, Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce, Agence de promotion des investissements du Costa Rica, Agence de promotion des exportations commerciales de Sainte-Lucie, Organisation internationale du travail, Fonds des Nations Unies pour la population, Allemagne, Société pétrolière des États fédérés de Micronésie

# ÉTUDE DE CAS

## COMESA : Une meilleure prestation du Conseil d'entreprise



©Shutterstock.com

### Le défi

Le Conseil d'entreprise du COMESA (CBC) est une institution du Secrétariat du COMESA dont les membres relèvent du secteur privé qui œuvre à la création d'un environnement favorable aux affaires. Les membres du CBC, notamment les OSE et les entreprises individuelles, n'ont pas été épargnés par les répercussions de la COVID-19 : la croissance économique de la région a ralenti pour atteindre seulement 0,2 % en 2020, contre 5,6 % en 2019.

Dans un contexte de perturbation de la chaîne d'approvisionnement et du marché, les OSE ont eu du mal à soutenir les entreprises en raison de la limitation des ressources et des canaux de prestation de services. Parallèlement, CBC et ses membres ont eu du mal à tirer parti des possibilités offertes par ZLECAf en raison d'une compréhension limitée de l'accord et d'un faible engagement dans l'élaboration de propositions politiques ou de positions de négociation.

### La solution

En réponse, l'ITC a aidé CBC à actualiser sa stratégie et à améliorer sa prestation de services. Le plan stratégique institutionnel du conseil a été réaligné et son cadre de résultats a été affiné pour plus d'impact sur les affaires. Un nouveau système de gestion de la relation client, fruit de la collaboration entre l'ITC et la Fédération des industries allemandes, a été déployé pour améliorer les dossiers des clients, la prestation de services et l'établissement de rapports. Grâce à ces mises à niveau institutionnelles, CBC était mieux équipée pour aider ses membres à faire face à la pandémie et à se rétablir.

L'ITC a également fourni une assistance technique pour renforcer la capacité de CBC à s'engager dans le dialogue politique et le plaidoyer sur les questions affectant le secteur privé dans le COMESA. Deux documents articulant les

positions du secteur privé sur les questions liées au COMESA et à la ZLECAf ont été produits et validés par les organes sectoriels compétents du CBC. Ces documents ont été soumis aux organes politiques du COMESA afin d'initier des réformes politiques destinées à aider les entreprises du COMESA à faire face à la crise économique induite par la COVID et à optimiser les opportunités offertes par la mise en œuvre de la ZLECAf.

En outre, l'ITC a formé et conseillé CBC et ses membres sur la manière d'utiliser Global Trade Help Desk de l'ITC. Ainsi, les participants à la formation ont pu accéder à des informations stratégiques sur les marchés, le potentiel d'exportation, les tarifs et les réglementations, notamment les normes, et les analyser en période de perturbation. Les entreprises qui ont bénéficié de ce soutien ont pu mieux évaluer comment diversifier et gérer les risques du marché et cibler de nouveaux marchés pour leurs produits.

### Les résultats

Le projet a permis d'obtenir les résultats suivants : une stratégie institutionnelle et un cadre de résultats améliorés pour CBC ; la mise en œuvre d'un système de gestion de la relation client, notamment la formation du personnel d'OSE ; l'élaboration de deux documents de position politique ; et la formation de 75 employés et entreprises d'OSE, dont 32 femmes, à l'utilisation du Global Trade Help Desk.

### L'avenir

Il est possible de continuer à soutenir CBC pour qu'il puisse jouer efficacement son rôle de défenseur de la mise en œuvre de la ZLECAf et des négociations en cours. Une approche similaire pourrait également être adoptée avec d'autres conseils d'affaires régionaux ou continentaux.



### Pourvoyeurs de fonds :

Allemagne, Canada, Finlande, Irlande, Norvège, Suède, Suisse

# ÉTUDE DE CAS

## Une organisation commerciale plus forte pour le thé d'Afrique de l'Est



### Le défi

Le thé d'Afrique de l'Est se vend aujourd'hui aux enchères manuelles à Mombasa, au Kenya. La longueur des enchères entraîne une lassitude des courtiers et des acheteurs, ce qui conduit à des résultats sous-optimaux en termes de volume et de valeur des ventes. Ce n'est là qu'un des nombreux défis auxquels les producteurs de thé de la CAE sont confrontés et pour lesquels une OSE bien gérée et efficace peut apporter une grande valeur.

### La solution

Grâce au programme d'amélioration de l'accès aux marchés financé par l'UE, l'ITC a contribué à renforcer les capacités opérationnelles et de gestion de l'Association commerciale du thé d'Afrique de l'Est (EATTA), qui joue un rôle crucial dans le soutien de ses 249 membres issus de 10 pays. Cette démarche a permis à EATTA de devenir plus résiliente et d'améliorer la croissance et la maturité de l'organisation.

S'appuyant sur le développement d'un plan stratégique institutionnel en 2020, l'ITC a aidé EATTA à améliorer sa prestation de services en améliorant les compétences et en fournissant une boîte à outils pour évaluer et répondre aux commentaires des membres et des clients. L'ITC a renforcé le cadre de gestion des performances de l'association, en introduisant des objectifs SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, pertinents et limités dans le temps), tout en développant les connaissances et en renforçant la gestion des relations avec les clients.

L'ITC et le conseil d'administration d'EATTA ont collaboré pour aligner les rôles et les performances du personnel sur le plan opérationnel annuel. Le conseil d'administration a également été formé et encadré sur la gestion efficace des risques, ce qui a permis à EATTA de répondre avec assurance aux impacts de la COVID-19.

Pour relever les défis posés par les ventes aux enchères manuelles, EATTA a adopté une stratégie visant à développer une plateforme de commercialisation des thés de spécialité. L'ITC a collaboré avec l'association pour mettre en place un service régulier de connexion au marché qui favorise le commerce direct avec les acheteurs mondiaux de thés de spécialité.

La plateforme numérique sert non seulement de canal pour les transactions de thés de spécialité, mais aussi pour développer les relations entre acheteurs et vendeurs et promouvoir les thés de spécialité d'Afrique de l'Est sur les marchés internationaux. Cet effort aidera les producteurs de thé à diversifier leurs produits et leurs options de commercialisation en réponse à la demande mondiale des consommateurs et à la croissance des catégories haut de gamme, ainsi qu'à l'augmentation des ventes internationales en ligne.

### Les résultats

Le soutien de l'ITC a permis d'améliorer les performances managériales et opérationnelles d'EATTA. Les résultats concrets sont entre autres, le développement d'une plateforme en ligne de commerce direct de thé de spécialité, le déploiement d'une boîte à outils pour l'engagement des clients et la formation de 11 employés d'EATTA et de 8 membres du conseil d'administration. En outre, la plateforme a permis de créer de nouvelles opportunités de connexion au marché pour les 11 membres d'EATTA qui produisent des thés de spécialité.

**« Le renforcement des capacités de l'ITC a permis de décliner les objectifs d'EATTA. Cela nous permettra de nous concentrer et, au lieu d'essayer de faire beaucoup de choses, nous aurons désormais la confiance nécessaire pour en faire quelques-unes très bien. »**

Edward Mudibo,  
Directeur général, East African Tea Trade Association, Kenya



1. Société de thé bénéficiaire SIOMO, Kenya 2. East African Tea Trade Association 3. Cueilleurs de thé, Kenya ©ITC/Antoine Tardy

## L'avenir

L'ITC prévoit de poursuivre sa collaboration avec EATTA afin d'explorer les méthodes permettant aux producteurs de thé de la CAE de se connecter aux marchés. La plateforme de thé de spécialité en ligne sera officiellement lancée en 2022.

### LIENS

- <https://intracen.org/our-work/projects/eu-CAE-market-access-upgrade-programme-markup>



Champ de thé, Kenya ©ITC/Antoine Tardy



Société de thé bénéficiaire SIOMO, Kenya



Pourvoyeurs de fonds :

Union européenne

# ÉTUDE DE CAS

## Les coopératives collaborent pour un commerce durable



### Le défi

Les coopératives sont des moteurs importants de la croissance économique durable. La résilience des chaînes de valeur mondiales peut être améliorée par des partenariats mutuellement bénéfiques entre les coopératives agricoles des pays en développement et les coopératives d'acheteurs au niveau mondial. Bien qu'il existe un intérêt et un potentiel parmi les coopératives pour collaborer en matière de commerce, le manque de sensibilisation et de confiance, ainsi que les différents niveaux de maturité, peuvent compliquer leur collaboration.

### La solution

L'ITC a lancé un projet pilote pour valider une approche visant à faciliter le commerce et l'échange de

connaissances entre coopératives. L'institution a aidé les coopératives d'acheteurs et de fournisseurs à établir des relations à long terme grâce au transfert de connaissances sur des questions liées à l'amélioration des performances commerciales, managériales et opérationnelles.

De nombreuses sessions virtuelles ont été organisées entre 10 coopératives de fournisseurs d'Afrique (représentant plus de 100 000 agriculteurs) et de grandes coopératives d'acheteurs d'Argentine, de Finlande, de la République de Corée et des États-Unis. L'ITC a présenté l'approche du commerce de coopérative à coopérative lors du Congrès mondial des coopératives à Séoul, avec plus de 300 coopératives participantes. Les coopératives de fournisseurs sélectionnées ont été formées et aidées pour participer au congrès, où elles ont discuté d'opportunités commerciales concrètes avec les coopératives d'acheteurs participantes.



©Shutterstock.com



©Shutterstock.com





2



3

1-2. ©Shutterstock.com 3. Production de café, Kenya ©ITC/Antoine Tardy

## Les résultats

L'initiative a débouché sur des opportunités commerciales concrètes. Deux coopératives de fournisseurs négocient des transactions avec deux coopératives d'acheteurs. Six grandes coopératives d'acheteurs, dont les revenus combinés dépassent \$20 milliards, ont confirmé leur intérêt à collaborer pendant la mise en œuvre du projet. Six coopératives de fournisseurs, représentant plus de 100 000 producteurs de café et de cacao, ont apporté ou sont en train d'apporter des améliorations à leurs opérations et pratiques commerciales grâce aux enseignements tirés du projet.

## L'avenir

En tant que projet pilote, un objectif fondamental de cette initiative était d'apprendre et de partager les résultats. Cinq leçons importantes ont été tirées de l'approche de l'ITC en matière de commerce entre coopératives.

Premièrement, les coopératives préfèrent faire des affaires avec d'autres coopératives tant que le prix et la qualité sont compétitifs. Deuxièmement, l'apprentissage de pair à pair est le point d'entrée idéal. Les coopératives de détaillants, hésitant à conclure immédiatement des accords commerciaux avec les coopératives de fournisseurs, étaient désireuses de partager les bonnes pratiques commerciales. Ces séances ont permis d'instaurer la confiance et la compréhension mutuelle.

Troisièmement, les coopératives de fournisseurs peuvent apprendre les unes des autres sur les différentes pratiques de gestion. Quatrièmement, il ne s'agit pas seulement de coopératives d'acheteurs et de fournisseurs. D'autres parties

**« Merci au projet coop-to-coop de nous avoir fourni des connaissances, un soutien et une exposition à d'autres coopératives. Nous avons récemment signé un contrat avec l'une des plus grandes coopératives de consommateurs sud-coréennes. Nous sommes heureux et nous nous réjouissons de nous engager davantage dans le projet. »**

Sholi Coffee Cooperative, Rwanda

prenantes, notamment les agents d'achat, les sociétés de commercialisation et les coopératives du secteur des services, doivent être engagées pour un commerce efficace de coopérative à coopérative. Cinquièmement, les coopératives sont un canal efficace pour atteindre la base et obtenir un impact durable à grande échelle. Elles s'engagent à assurer le bien-être à long terme de leurs membres.

## L'avenir

L'ITC, et ses partenaires, peuvent s'appuyer sur ce projet pilote en l'étendant à de nouveaux secteurs, pays et types de coopératives. Des projets de plus grande envergure peuvent être développés afin d'élargir la portée des interventions, de susciter l'adhésion d'un plus grand nombre de parties prenantes et d'affiner la méthodologie de coopérative à coopérative, en créant des relations commerciales entre les coopératives d'acheteurs et de fournisseurs au bénéfice de tous.



Pourvoyeurs de fonds :

Allemagne, Canada, Finlande, Irlande, Norvège, Suède, Suisse

# Relier les MPME aux chaînes de valeur internationales

## La valeur ajoutée aux échanges commerciaux

Le **programme La valeur ajoutée aux échanges commerciaux** permet aux MPME des pays en développement de répondre plus facilement aux exigences du marché afin qu'elles puissent s'intégrer dans des chaînes de production locales, régionales et mondiales coordonnées entre elles. Le programme contribue à rendre les entreprises plus compétitives en améliorant les capacités au niveau du secteur et des entreprises afin d'améliorer l'écosystème dans lequel les MPME opèrent à chaque étape de la chaîne de valeur, et en créant des plateformes de dialogue public-privé pour un changement transformationnel à grande échelle.



Projet Digital Freelancer, FastTrackTech, Zambie

## Principaux résultats



Le budget du programme a atteint **\$27,2 millions** en 2021



Les jeunes entreprises du secteur technologique ont recueilli **\$5,4 millions d'investissements au total**



Les exportateurs bhoutanais ont réalisé **\$1,3 million** de nouvelles ventes sur **16 nouveaux marchés** avec des acheteurs de produits horticoles et artisanaux



Des stratégies de **rétablissement post-pandémie** pour le secteur de l'habillement ont été élaborées et lancées dans **cinq pays** d'Afrique du Nord et de l'Est



**10 000 MPME** ont été soutenues pendant les confinements COVID-19 au Pakistan



Plus de **350** mesures d'amélioration de l'**efficacité des ressources** et de la production plus propre et **100** projets d'action **corrective sociale** ont été identifiés dans le secteur textile



1



2



3

1. Coopérative Coffee Fero, Alliances pour l'action, Éthiopie ©Sarah Charles  
Formation au commerce numérique, NTF V, Côte d'Ivoire

2. Projet de freelance numérique, FastTrackTech, Zambie

3.

## Faits saillants

En 2021, de nombreux projets de valeur ajoutée au commerce ont aidé les secteurs à une **reprise suite à la COVID-19**. En Gambie, l'ITC a aidé le secteur du tourisme à se procurer des équipements de protection individuelle et à appliquer des directives de sécurité pour garantir un environnement sûr au personnel et aux touristes. Le programme a également aidé les secteurs d'Égypte, de Madagascar, du Maroc et de Tunisie à élaborer des stratégies de relance.

Au Pakistan, le programme **Growth for Rural Advancement and Sustainable Progress** (GRASP) a apporté un soutien rapide aux MPME lors des blocages provoqués par la COVID-19. Le programme a distribué des subventions de contrepartie, une assistance sur la sécurité des opérations, la formation et les liens avec le marché et les actifs qui ont bénéficié à plus de 10 000 MPME. Cela a permis à ces entreprises d'augmenter leurs revenus, d'atteindre de nouveaux marchés et de lancer de nouveaux canaux tels que le commerce en ligne.

Le programme a adopté une nouvelle orientation vers les **produits de niche**. Au Bhoutan, par exemple, l'ITC a travaillé avec des producteurs d'horticulture de niche pour réaliser \$1,3 million de ventes à l'exportation. Quinze producteurs horticoles ont été directement soutenus et 1 078 indirectement connectés aux marchés d'exportation. En outre, 22 MPME du secteur textile ont été formées et encadrées, et plus de 200 artisans ont été mis en relation avec des marchés d'exportation.

La compétitivité du secteur privé au Bhoutan a été renforcée par le développement d'**approches résilientes au climat** et de stratégies de diversification grâce à des systèmes de marque et de certification adaptés. Les interventions de l'ITC dans le domaine de l'horticulture ont permis d'améliorer les pratiques agro-écologiques, notamment pour l'agriculture biologique, et de renforcer la résilience des exploitations. Les pratiques durables ont été encouragées, par exemple par l'utilisation de techniques de teinture naturelle par les MPME et les artisans du textile bhoutanais.

Le programme **Textile et habillement mondial** a aidé 65 entreprises bénéficiaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord à améliorer leurs performances environnementales. L'ITC a recensé plus de 350 mesures d'amélioration de l'efficacité des ressources et de la production plus propre, ainsi que 100 projets de mesures correctives sociales.

Le programme **Alliances pour l'action** a contribué à améliorer la compétitivité de plus de 7 000 MPME dans un grand nombre de pays et dans un éventail de produits de base tels que le cacao, le café, l'igname et les aliments transformés.

Au Rwanda, par exemple, l'ITC a proposé un renforcement des capacités post-récolte des avocats, ce qui a permis à quatre grandes entreprises exportatrices de déclarer des ventes cumulées d'environ \$750 000 en 2021, les MPME et leurs groupes de fournisseurs bénéficiant d'une augmentation de prix de 64 %. En étant inclus dans les chaînes opérationnelles de sociétés exportatrices prospères, 398 agriculteurs dont 158 femmes ont bénéficié directement de l'augmentation des revenus.

Le programme a également renforcé son action dans les secteurs du numérique et des technologies. Par l'intermédiaire de **FastTrackTech**, l'ITC a fourni un soutien intégré aux MPME établies et aux jeunes entreprises, comprenant la mise en relation, l'accompagnement, le développement de plans d'exportation et la préparation des entreprises à la présentation aux investisseurs. Le programme s'est davantage concentré sur l'aide à l'investissement, les entreprises soutenues ayant reçu \$5,4 millions d'investissement.

Le projet du **Fonds d'affectation spéciale néerlandais IV** a amélioré la compétitivité à l'exportation des secteurs des technologies de l'information et des services liés aux TI au Sénégal et en Ouganda. À la clôture du projet, 34 MPME ougandaises avaient réalisé des transactions internationales d'une valeur de \$3,8 millions grâce au soutien de l'ITC. Rien qu'en 2021, 560 emplois supplémentaires ont été créés. Au Sénégal, 41 MPME, dont 11 entreprises appartenant à des femmes, ont généré des transactions internationales d'une valeur de \$2,4 millions.



4-5. Artisanat du cuir à l'entreprise Piel y Arte, ecomConnect, Amérique centrale

## ecomConnect

Le **programme ecomConnect** aide les petites entreprises des pays en développement à se connecter aux marchés locaux, régionaux et internationaux de manière inclusive et durable, ainsi qu'à commercialiser et à vendre leurs produits par le biais de canaux en ligne. Le programme soutient les MPME par le biais de programmes de formation au commerce en ligne, de la recherche, de la facilitation de solutions innovantes, de structures de collaboration, de partenariats et de l'accès aux outils et technologies numériques. Il vise à créer la plus grande communauté au monde d'entrepreneurs du commerce en ligne engagés dans le développement durable des petites entreprises en ligne.

### Principaux résultats



**22 OSE** ont été équipées pour aider les petites entreprises qui se lancent dans le commerce en ligne. En outre, **100 conseillers** ont été formés au commerce en ligne et numérique, tandis que **750 MPME** ont été formées et accompagnées en matière de commerce en ligne et de marketing numérique.



Plus de **9 000 participants** se sont inscrits à des cours d'apprentissage en ligne sur le commerce en ligne à l'Académie du commerce pour les MPME et plus de **1 500 certificats** ont été délivrés



**40 webinaires** ont été organisés sur l'e-commerce et le commerce numérique



Le **nouvel outil numérique** Payment Solution Finder a été lancé



Un projet pilote sur la **traçabilité numérique** dans la chaîne de valeur du café a été testé

### Faits saillants

En 2021, ecomConnect a travaillé avec le Secrétariat pour l'intégration économique de l'Amérique centrale et des partenaires locaux au Costa Rica, au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Panama pour stimuler la compétitivité à l'exportation des **entreprises commerciales féminines d'Amérique centrale** produisant des objets artisanaux destinés à la vente en ligne.

Le programme ITC **e-commerce Leadership** a donné aux entreprises l'opportunité de servir d'encadreur à leurs collègues bénéficiaires moins avancés. Au total, 36 entreprises ont été inscrites et regroupées en équipes de différents pays afin de favoriser la collaboration interrégionale. Ainsi, 10 sites web, 11 boutiques Etsy et 47 boutiques eBay ont été créés et optimisés. Cela a donné lieu à 820 commandes en ligne pour un chiffre d'affaires de plus de \$62 000.

Les partenariats avec NOVICA, eBay, Etsy, PayPal, Payoneer et DHL, qui faisaient aux entreprises féminines d'Amérique centrale des offres avantageuses et une aide promotionnelle, ont été étendus à l'Asie centrale. Dans le cadre du projet **Ready4Trade Central Asia**, ecomConnect a lancé ses services de formation aux entreprises de commerce en ligne dans la région et a proposé des activités de renforcement des capacités, de conseil et de sensibilisation à plus de 200 MPME et artisans au Kazakhstan, au Kirghizstan, au Tadjikistan, au Turkménistan et en Ouzbékistan.

La méthodologie de « formation des formateurs » a été adoptée, les encadreurs nationaux de l'ITC aidant les MPME à ouvrir ou à optimiser les canaux de vente en ligne. L'ITC a également lancé la plateforme eBay pour l'Asie centrale en 2021.

Avec le soutien de l'initiative Women Entrepreneurs Finance, ecomConnect a formé 36 conseillers de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sur les thèmes du commerce en ligne. Ces conseillers ont dispensé des sessions de formation approfondie et un accompagnement individuel sur la manière de lancer une activité de commerce en ligne et de créer des comptes de vendeur sur des marchés virtuels à plus de 250 petites entreprises au Liban et en Tunisie. L'ITC a également aidé un groupe de MPME tunisiennes à former un consortium (Hiraf) et à vendre des produits complémentaires en ligne.

### Faciliter l'encadrement, le partage des connaissances et la collaboration interrégionale en Amérique centrale

Après plus de deux ans de formation d'entreprises de commerce en ligne en Amérique centrale, l'ITC a lancé le programme de leadership en matière de commerce en ligne en 2021 pour faciliter l'encadrement, le partage des connaissances et la collaboration entre les bénéficiaires du projet en Amérique centrale. Le programme a été lancé dans le cadre de l'initiative « Linking Central American Women Business Enterprises with the Global Gifts and Home Decoration Market » (Connecter les entreprises féminines d'Amérique centrale de cadeaux et décoration intérieure aux marchés internationaux).

Le programme de leadership a été bien suivi par les entreprises participantes, avec un niveau élevé d'apprentissage et d'interaction dans les pays d'exécution : Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama. Avec l'aide des encadreurs, les entreprises commerciales féminines ont étudié les nouvelles tendances du marché, élaboré une stratégie de positionnement de la marque et défini leur public cible, ce qui leur a permis de créer de nouveaux canaux numériques.



« Le programme de leadership est très exhaustif [...] Il permet aux participants d'appliquer tout ce qu'ils ont appris, avec le soutien direct d'un encadreur qui est déjà passé par le même processus. J'aimerais partager ce que j'ai appris et aider d'autres entrepreneurs à se développer grâce au commerce en ligne. »

Lisbeth González, fondatrice de Liz Sirena, Panama

Afin d'aider les petites entreprises à améliorer la **traçabilité dans la chaîne de valeur du café**, ecomConnect a lancé un projet pilote visant à numériser les dossiers de traçabilité de près de 1 000 productrices de café au Rwanda. L'ITC a coopéré avec ses partenaires FarmerConnect et Olam pour tester deux systèmes d'exportation de café de spécialité de deux PME appartenant à des femmes, Nova Coffee Ltd et Tropic Coffee Ltd.

L'ITC a aidé Nova à créer des portefeuilles d'identification pour 80 caféiculteurs. Tropic a été formé sur la plateforme et les bases de données AtSource d'Olam. Vingt-deux groupes d'agriculteurs ont été créés et des données ont été recueillies sur des paramètres économiques, sociaux et environnementaux.

EcomConnect a lancé en 2021 un nouvel outil numérique appelé **Payment Solution Finder** pour aider les petites entreprises à identifier la solution de paiement en ligne adaptée à leurs activités en fonction de leur localisation et de leurs canaux de vente.

### Pourvoyeurs de fonds en 2021 pour le domaine d'intervention 4 : Relier les PME aux chaînes de valeur internationales

#### Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet 1 du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

Allemagne, Canada, Finlande, Irlande, Norvège, Suède, Suisse

#### Pourvoyeurs de fonds de projets spécifiques

Union européenne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Pays-Bas, Suisse, Suède, Chocolats Halba/Coop Genossenschaft, Allemagne, ONUDI, République de Corée, Cadre intégré renforcé, Banque de développement du Qatar, Fonds d'affectation spéciale multipartenaires, Banque mondiale, Italie, Société internationale islamique de financement du commerce, Japon, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce, États-Unis, Office national des importations de la Grenade, Bhoutan, Plateforme suisse pour un cacao durable, Organisation internationale pour les migrations, Agence de promotion des exportations de Sainte-Lucie

# ÉTUDE DE CAS

## Alliances pour des Caraïbes plus bleues et plus vertes



### Le défi

Alors que nous traversons une crise climatique mondiale, les petits États insulaires en développement sont en danger. La région des Caraïbes n'a pas été épargnée. À mesure que les effets du changement climatique augmentent, les systèmes de production, les écosystèmes, le tourisme et les infrastructures des Caraïbes deviennent plus vulnérables.

Si le développement économique et social reste une priorité absolue, il ne peut plus être dissocié de la protection et de la gestion de l'environnement. L'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets doivent faire partie intégrante de tout programme de développement pour la région, ce qui nécessite l'adoption des concepts de croissance verte et d'économie bleue.

### La solution

Pour développer des solutions intelligentes en matière de climat et de revenus tout en soutenant le commerce régional et international, l'ITC a formé une alliance avec la Fondation Alligator Head et Coconut Industry Board en Jamaïque pour diversifier les moyens de subsistance des agriculteurs, restaurer les communautés et augmenter la production alimentaire grâce à une gestion environnementale durable massif à récif.



Pamela Coke-Hamilton en visite à la ferme Leza Jaddoo, St. Catherine, Jamaïque.

Dans le cadre de son projet Alliances for Coconuts II, financé par l'UE et soutenu par le Secrétariat du Forum des Caraïbes et l'Organisation des États ACP, l'initiative agroalimentaire durable Alliances pour l'action de l'ITC, la Fondation Alligator Head et Coconut Industry Board ont uni leurs forces pour stimuler et promouvoir stratégiquement un secteur de la noix de coco durable dans les Caraïbes.

L'un des membres de l'alliance, la Fondation Alligator Head, utilise une approche collaborative pour protéger les stocks de poissons, restaurer les habitats et régénérer les économies locales. L'autre, Coconut Industry Board, est chargé de surveiller et d'informer le gouvernement jamaïcain sur la situation du secteur de la noix de coco, de conseiller les producteurs sur les meilleures pratiques agronomiques et de fournir du matériel de plantation de qualité.

Le partenariat génère des sources de revenus alternatives grâce aux noix de coco et aux cultures associées. L'initiative renforce également les capacités des principaux groupes d'agriculteurs et des communautés en matière de conservation, massif à récif, afin de protéger les écosystèmes terrestres et marins, de sauvegarder et de restaurer la biodiversité, et de s'adapter aux effets du changement climatique, notamment à l'élévation du niveau de la mer et aux événements naturels tels que les cyclones et les pluies hors saison. Enfin, elle engage des partenariats durables sur le plan environnemental pour établir des liens avec le financement vert et encourage la gestion de l'Environnement dans les communautés.

Les principaux agriculteurs adoptent désormais des pratiques de type « massif à récif », notamment les cultures intercalaires, la culture de la noix de coco et la lutte intégrée contre les parasites. Cela permet de réduire la dégradation de l'Environnement dans les zones de montagne (massif) qui affecte les écosystèmes côtiers (récif). En conséquence, ces agriculteurs renforcent leur résilience aux chocs climatiques tout en améliorant leurs revenus grâce à la diversification et à une meilleure productivité.

Alliances pour l'action élabore des stratégies urgentes qui protègent la région des Caraïbes et soutiennent ses habitants. Cela nécessite de mettre en place des systèmes alimentaires durables, de la ferme à l'assiette. Pour compléter l'approche « massif à récif », les mesures comprennent l'ajout de valeur dans le pays pour éviter une dépendance excessive à l'égard des aliments importés, le renforcement de la sécurité alimentaire et l'amélioration de l'accès au financement et aux investissements pour soutenir la croissance du secteur.



1-2. Démonstration de bonnes pratiques agricoles dans la production de semis de noix de coco, Alliance de Linstead, Caraïbes  
 3. Pamela Coke-Hamilton en visite à la ferme de M. Bennett, à Sainte-Catherine, en Jamaïque

## Les résultats

Le partenariat a déjà aidé plus de 40 petits exploitants agricoles et leurs communautés à produire et à commercialiser des cultures diversifiées. Plus de 5 000 plants de cocotier, de poivre scotch bonnet et de plantain ont été distribués. Le résultat : des forêts alimentaires qui nourrissent les familles, apportent des revenus supplémentaires et améliorent la qualité des sols et la biodiversité.

D'autres partenaires, tels que l'Institut de recherche et de développement agricole des Caraïbes et l'Autorité de développement agricole rural de la Jamaïque, participent à la mise en place de formations régulières qui renforcent les capacités des communautés d'agriculteurs en Jamaïque pour un impact durable à long terme.

## L'avenir

Dans le cadre de ce partenariat, il y a eu une participation conjointe au Caribbean Community Agri-Investment Forum and Expo en Guyane en mai 2022 afin de mobiliser des investissements et de nouveaux partenariats. Les objectifs sont rapidement atteints pour stimuler l'économie jamaïcaine et améliorer la vie et les revenus des agriculteurs grâce à une gestion durable de la terre et de la mer. L'ITC s'appuie déjà sur cette initiative réussie comme tremplin pour étendre son impact à d'autres États à l'avenir, à mesure que l'ITC et ses partenaires reproduisent les activités, ouvrant la voie à des Caraïbes plus bleues et plus vertes.

« La collaboration avec Alliances pour l'action de l'ITC et Coconut Industry Board au cours des derniers mois n'a été rien de moins qu'un changement de paradigme et s'inscrit parfaitement dans la mission d'Alligator Head Foundation qui œuvre pour des mers poissonneuses, des récifs sains et des communautés prospères. Il est essentiel qu'en tant qu'êtres humains et dans les rôles que nous jouons, nous nous engageons activement à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour contribuer à la santé de notre planète. Cette collaboration en est une démonstration claire. Ce fut un plaisir d'exécuter ce projet avec le partenariat et le soutien de l'ITC et du Coconut Industry Board. »

Nickie Myers,  
 Directeur général, Fondation Alligator Head, Jamaïque

## LIENS

- <https://intracen.org/our-work/projects/caribbean-development-of-value-added-products-and-intra-regional-trade-to-enhance>



Pourvoyeurs de fonds :

Union européenne

# ÉTUDE DE CAS

## Une société africaine de fintech lève \$2,4 millions



### Le défi

Près de 80 % des Africains n'ont pas de compte bancaire. Les solutions de paiement mobile suscitent donc un grand intérêt et offrent de grandes possibilités. Grâce à son agrégateur de paiements, CinetPay rend les services financiers numériques accessibles à tous. Avec ce produit, Idriss Marcial Monthe et son équipe n'ont eu besoin que de quelques mois pour gagner la confiance des investisseurs et réussir une première levée de fonds.

### La solution

CinetPay a été fondé en 2016 par deux amis ambitieux à Abidjan, en Côte d'Ivoire : Idriss Marcial Monthe et Daniel Dindji. Dans le but de faciliter la collecte et le transfert d'argent électronique, les deux partenaires commerciaux ont créé un fournisseur unique de services de paiement tiers pour les commerçants, les organismes publics et les écoles. Cinq ans plus tard, la start-up fintech emploie 70 personnes dans neuf pays africains et a traité des transactions d'une valeur de plus de \$30 millions.

Le projet FastTrackTech de l'ITC a soutenu CinetPay par de multiples sessions de formation et d'encadrement afin de donner à l'entreprise les meilleures chances de lever des fonds et de se développer. Kô Goma, consultant en stratégie d'entreprise travaillant dans le cadre du projet FastTrackTech Africa, a encadré CinetPay pendant trois mois sur des sujets essentiels tels que la hiérarchisation des investissements à l'étranger, la réorganisation des services d'assistance, la simplification des procédures de création de filiales et la simplification de la communication de la marque.

Selon M. Goma, CinetPay a désormais le potentiel pour devenir un leader africain de la fintech. La proposition de Cinetpay se distingue par le fait qu'elle est axée à la fois sur le développement de l'argent mobile et sur la mise en place de terminaux de paiement dans les points de vente. CinetPay a trouvé son modèle économique et est prêt à passer à la vitesse supérieure. Son exemple peut ouvrir la voie à d'autres talents du numérique en Afrique francophone.



Matériel promotionnel de CinetPay





1. Application de paiement mobile CinetPay ©CinetPay 2. Idriss Marcial Monthe et Daniel Dindji, fondateurs de CinetPay  
3. Administration- Réunion Fintech, Abidjan, Côte d'Ivoire

## Les résultats

La fintech ivoirienne a levé \$2,4 millions en 2021 et est désormais le leader des paiements numériques en Afrique francophone. CinetPay vise le marché africain francophone et a créé des filiales dans neuf pays : Côte d'Ivoire, Sénégal, Togo, Mali, Burkina Faso, Guinée, Cameroun, Bénin et République démocratique du Congo. Le temps nécessaire à la création d'une filiale a été réduit de 12 à 6 mois. L'entreprise a développé une structure organisationnelle qui lui permet de rester concentrée sur l'innovation des produits. Tous ces atouts donnent aux investisseurs un sentiment de sécurité.

## L'avenir

Avec la société fintech nigériane Flutterwave parmi ses investisseurs, CinetPay est prêt à déployer ses services sur les autres marchés africains francophones. L'entreprise prévoit également d'élargir son portefeuille de services. L'ITC continuera d'accompagner CinetPay en l'aidant à gérer sa croissance interne et en exploitant les possibilités de contact avec des partenaires et des investisseurs, par exemple lors de Vivatech 2022, le plus grand événement consacré aux start-ups et aux technologies en Europe.

« Les investisseurs recherchent le potentiel du marché, mais aussi la preuve que nous sommes capables de remplir notre proposition de valeur et d'innover constamment. FastTrackTech nous a aidés à préparer soigneusement notre campagne de collecte de fonds. Avec l'un de leurs experts, nous avons affiné notre modèle économique, adopté les meilleures pratiques et clarifié notre stratégie de développement international. »

Idriss Marcial Monthe,  
cofondateur de CinetPay, Côte d'Ivoire

## LIENS

- <https://intracen.org/our-work/projects/fast-tracking-digital-entrepreneurship-in-africa-phase-1>

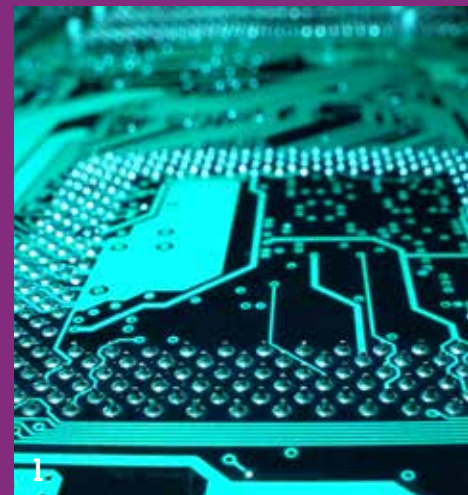


## Pourvoyeurs de fonds :

Allemagne, Canada, Finlande, Irlande, Norvège, Suède, Suisse

# ÉTUDE DE CAS

## Former les entreprises technologiques à l'écologisation des technologies de l'information



### Le défi

La pandémie de COVID-19 a accéléré la transformation numérique. Les personnes et les entreprises étant fortement connectées sur un nombre toujours plus grand d'appareils numériques générant de l'énergie et des déchets, l'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC) dans le monde a un impact croissant sur l'environnement..

Les MPME ont un rôle important à jouer pour résoudre ce problème tout en renforçant la résilience face aux menaces environnementales. Des études récentes montrent que la contribution des TIC aux émissions mondiales de gaz à effet de serre pourrait atteindre 3,9 % et devrait s'élever à 14 % d'ici 2040.

### La solution

L'ITC a élaboré une enquête sur la durabilité des TIC afin de mieux comprendre la situation dans le secteur technologique africain. Près de 80 start-ups technologiques et MPME d'Afrique de l'Est et de l'Ouest ont répondu à l'enquête entre novembre 2020 et mars 2021. Les résultats de l'enquête ont fourni des indications précieuses sur la connaissance, les pratiques et les besoins des entreprises africaines.

Il est important de noter que l'enquête a mis en évidence que 97 % des jeunes entreprises technologiques et des MPME souhaitaient apprendre comment améliorer la durabilité environnementale de leurs pratiques en matière de TIC. La gestion des déchets électroniques, l'efficacité énergétique, le stockage des données et les normes de durabilité sont les domaines qui ont suscité le plus d'intérêt. Le manque de sensibilisation et de connaissances est souvent cité comme la raison pour laquelle les entreprises ne s'engagent pas dans des pratiques de durabilité liées aux TIC.

Le programme du Fonds d'affectation spéciale néerlandais IV et l'initiative FastTrackTech Africa ont réagi en élaborant un programme de formation intitulé « Greening ICT for tech SMEs », en partenariat avec Sustainable Business Consulting au Kenya et Blab East Africa. Trois modules de formation ont été développés : (i) l'efficacité énergétique et le stockage durable des données, (ii) la gestion des déchets électroniques et (iii) les normes de durabilité des TIC.

**« Nous avons travaillé sur le concept selon lequel l'écologisation des TIC est un moyen de réduire les coûts, de diminuer l'impact environnemental, d'attirer des investissements durables, de renforcer la réputation de la marque et d'attirer et de retenir les employés. Nous faisons les choses différemment, nous protégeons les générations futures. »**

Gladys Kivati,  
fondatrice de Sustainable Business Consulting, Kenya

Si les entreprises se préoccupent avant tout des coûts, « il existe des moyens de gérer efficacement les opérations sans mettre la main à la poche, des choses aussi simples que d'utiliser le bon équipement TIC, d'éteindre les ordinateurs, d'utiliser au mieux les imprimantes et les photocopieuses, ou de stocker les données dans le Cloud », a-t-elle ajouté.

### Les résultats

En 2021, près de 80 jeunes entreprises technologiques africaines ont été formées à un ou plusieurs modules de la boîte à outils de formation à l'écologisation des TIC, ce qui leur a permis d'être sensibilisées aux pratiques de durabilité et d'en tirer des enseignements.



1-3. ©Shutterstock

## L'avenir

Dans le cadre du programme du Fonds d'affectation spéciale néerlandais V, qui a été approuvé en 2021, davantage d'entreprises du secteur des TIC et de l'externalisation des processus d'entreprise seront formées en Éthiopie, au Ghana et en Ouganda grâce à une boîte à outils de formation élargie sur les TIC écologiques.

« J'ai obtenu beaucoup d'informations sur des choses dont je n'étais pas conscient. J'ai vraiment été frappée par la quantité de déchets matériels dans le monde. Les téléphones sont changés chaque année, il y a de nouveaux ordinateurs portables, de nouveaux disques durs et, surtout en Afrique, nous n'avons pas beaucoup d'installations qui prennent en charge les produits mis au rebut. »

Pamela Kalimukwa,  
spécialiste des données à LimaLinks, Zambie

97 % intéressés par l'apprentissage sur la durabilité



Seuls 5 % d'entre eux ont jugé qu'ils n'avaient pas d'impact environnemental

52 % en Afrique de l'Est et 66 % en Afrique de l'Ouest n'avaient pas de politiques claires en place



Seulement 13,5 % des entreprises se sont conformées aux normes volontaires de durabilité liées aux TIC

Presque aucune n'avait connaissance des pratiques de recyclage existantes pour les déchets électroniques

Réponses à l'enquête sur la durabilité des TIC en Afrique de l'Est et de l'Ouest

### LIENS

- <https://intracen.org/our-work/projects/fast-tracking-digital-entrepreneurship-in-africa-phase-1>



Pourvoyeurs de fonds :

Allemagne, Canada, Finlande, Irlande, Norvège, Suède, Suisse

# ÉTUDE DE CAS

## Une feuille de route pour le redressement des petits agriculteurs au Pakistan



### Le défi

Les MPME agricoles pakistanaises sont confrontées à de nombreux défis, notamment le changement climatique, les blocages économiques dus à la COVID-19, l'indisponibilité des matières premières sur le marché, les transports coûteux et l'instabilité de l'électricité. Le marché est particulièrement délicat pour les MPME qui vendent des produits laitiers, car elles doivent livrer le lait avant qu'il ne se détériore dans des températures harassantes.

### La solution

Growth for Rural Advancement and Sustainable Progress, mis en œuvre par l'ITC et financé par l'UE, aide les MPME au Pakistan (Sindh et Balochistan) en renforçant les capacités des MPME rurales dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage. Grâce à un soutien ciblé, le programme crée des opportunités d'emploi et de revenus inclusives pour les femmes dans les zones rurales. L'un de ses mandats est d'aider les MPME rurales à accéder au financement.

Bula Khan, un agriculteur de 42 ans d'un petit village de la province de Sindh, avait l'habitude d'élever des animaux d'élevage pour subvenir aux besoins de sa famille. Il lui arrivait de vendre un animal pour Rs60 000 (\$290 / €275). Avec 211 ménages et une population de 2 100 habitants, le village offre peu d'opportunités économiques, la plupart des familles vivant de l'agriculture et de l'élevage. Les agriculteurs ruraux du Sindh ont beaucoup souffert de la pandémie de COVID-19, car les transports depuis les villes ont été interrompus et les intrants essentiels, comme les aliments pour animaux, se sont fait rares sur de nombreux marchés.

Pendant ce temps, Bula s'est inscrit à Thatta à des formations sur la gestion du bétail et la valeur ajoutée, organisées par une organisation non gouvernementale locale, Research and Development Foundation, au nom du GRASP. Au cours des formations, il a appris l'existence du système de subventions de contrepartie de projet, versées par l'intermédiaire de KPMG. Fort de ses dix années d'expérience dans l'élevage de bétail, M. Bula a pensé qu'il pouvait faire de son exploitation une entreprise commerciale.



©Shutterstock.com



©Shutterstock.com



1-3. Élevage et bonnes pratiques agricoles, Pakistan 4. Distribution d'engrais et de semences aux agriculteurs, Thatta, Pakistan

## Les résultats

Bula a été sélectionné et a reçu une subvention de contrepartie de 2,9 millions Rs (\$13 970 / €13 235). Il n'y a pas eu de retour en arrière. Il a d'abord acheté 24 nouvelles vaches laitières et a construit un nouveau hangar avec des stations d'eau et d'alimentation appropriées. En outre, il a fait vacciner son bétail dans le cadre du programme, ce qui a renforcé sa santé et sa résistance aux maladies.

Au cours des formations, Bula a appris comment prendre soin de son bétail et comment l'utilisation de Wanda, une formule alimentaire spéciale, pouvait améliorer la santé du bétail et augmenter la production de lait. Il faut jusqu'à quatre mois pour qu'un animal retrouve une santé optimale après avoir été nourri, et Bula est persuadé qu'il obtiendra entre Rs70 000 et 80 000 (\$335 à 385 / 320 à €365) par animal au Karachi Mandi (marché aux bestiaux).

Bien qu'il dépense beaucoup plus d'argent chaque mois pour Wanda, les bénéfices dépassent largement les dépenses. Il possède maintenant plus de 100 animaux, les vaches produisant de 7 à 18 kilos de lait par jour. Bula s'est mis en relation avec des acheteurs en gros de Karachi Mandi, signant un contrat d'un an qui lui assure un revenu de Rs25 000 (\$120 / €115) par jour, en vendant tout son lait à un prix moyen de Rs100 / kg (\$0,48 / €0,46). C'est Rs40 de plus que le prix auquel il a vendu précédemment). Le contrat permet également à Bula d'économiser des frais de transport, puisque les agents viennent lui chercher le lait tous les jours.

« Je veux investir dans des machines d'extraction du lait et un réfrigérateur commercial pour vendre directement à des entreprises privées comme Nestlé. Si mon plan se déroule comme prévu, j'espère pouvoir embaucher jusqu'à 35 personnes de mon village. »

Bula Khan,  
un producteur de lait de Sahib Khan Lashari (Pakistan)

## L'avenir

Les bénéficiaires de Bula ont explosé, mais le travail aussi. Il a engagé un directeur pour gérer les opérations quotidiennes, ainsi que six femmes et douze hommes pour l'aider. Il se prépare à demander la deuxième tranche du programme de subventions de contrepartie et a une vision claire de ce qu'il veut réaliser au cours des cinq prochaines années.

### LIENS

- <https://intracen.org/our-work/projects/pakistan-growth-for-rural-advancement-and-sustainable-progress-grasp>



Pourvoyeurs de fonds :

Union européenne

# Promouvoir et intégrer le commerce inclusif et vert

## Renforcement du rôle des femmes dans le commerce

Environ 90 % des entreprises du monde et plus de la moitié des emplois mondiaux sont concentrés dans les MPME, pourtant, les femmes dirigent moins d'un tiers des petites entreprises. Le **programme Renforcement du rôle des femmes dans le commerce** de l'ITC a mis en place l'initiative SheTrades en 2015 afin de créer un écosystème commercial plus propice aux femmes entrepreneurs pour faire du commerce et améliorer les moyens de subsistance de leurs communautés.

L'initiative vise toutes les parties prenantes de l'écosystème du commerce et des affaires. Elle permet aux femmes entrepreneurs et productrices d'accéder à des connaissances, des ressources et des réseaux essentiels et soutient les décideurs politiques dans le cadre de réformes politiques inclusives. L'initiative s'appuie sur des partenariats publics et privés pour amplifier l'impact de son travail.



Nova Coffee, SheTrades Rwanda

## Principaux résultats



**3 597** entreprises appartenant à des femmes du Bangladesh, du Ghana, du Kenya et du Nigeria ont été soutenues dans le cadre du renforcement des capacités de compétitivité. Les ventes ont atteint **\$45 millions** et plus de **6 600 emplois** ont été créés.



Plus de **1 500 agricultrices** ont été formées en Afrique de l'Ouest et **95 % d'entre elles** ont déclaré **partager les compétences nouvellement acquises** avec d'autres femmes de leur communauté



Près de **1 000 productrices de café** au Rwanda ont bénéficié de solutions de traçabilité numérique



**1 426 femmes** ont été formées à la préparation à l'investissement et près de **\$3,5 millions** ont été débloqués en financement pour les femmes



SheTrades Outlook a été déployé dans **46 pays** à la fin de l'année



SheTrades.com a atteint **100 000 utilisateurs actifs** avec **41 000 profils** d'entreprises. Au total, **27 nouveaux** cours certifiés en **entrepreneuriat** sont disponibles en trois langues.



Plus de **50 associations de femmes d'affaires africaines** ont été soutenues pour faire avancer les priorités de la ZLECAf



1. Produits à base de beurre de karité, Peema Naturals, SheTrades Commonwealth, Ghana 2. MH Couture, SheTrades Commonwealth, Ghana 3. Producteurs de tomates, SheTrades Zambia

## Faits saillants

Le projet **SheTrades Commonwealth** a été achevé en 2021. Au total, 585 activités de renforcement des capacités ont été organisées, au profit de 3 597 entreprises appartenant à des femmes au Bangladesh, au Ghana, au Kenya et au Nigeria. Plus de 1 200 entreprises appartenant à des femmes ont été mises en contact avec des acheteurs internationaux par le biais de foires commerciales, d'événements interentreprises et de partenariats avec de grandes entreprises. Au total, \$45 millions de ventes ont été réalisés et plus de 6 600 emplois ont été créés grâce à l'intervention du projet, 73 % de ces postes étant occupés par des femmes.

<https://shetradescommonwealth.converve.io>

Le projet **SheTrades Rwanda** a lancé le SheTrades Rwanda Hub, un centre de ressources où les femmes entrepreneurs peuvent accéder à la formation et à l'information, ainsi qu'à une plateforme permettant de forger de nouveaux partenariats. Le projet a également renforcé les capacités des entreprises dirigées par des femmes au Rwanda, en connectant plus de 100 d'entre elles aux marchés. En outre, près de 1 000 femmes productrices de café ont bénéficié de l'utilisation de nouvelles solutions de traçabilité numérique, notamment la technologie blockchain.

À la fin de l'année 2021, **SheTrades.com** avait atteint 100 000 utilisateurs actifs. La plateforme est devenue un espace d'apprentissage virtuel complet, avec plus de 100 modules et

## Renforcer les moyens de subsistance des agricultrices en Afrique de l'Ouest

Au cours des trois années qui ont suivi le lancement du projet SheTrades West Africa, les PME bénéficiaires ont généré plus de \$1,5 million de ventes. Parmi ses activités et objectifs, le projet vise à améliorer les moyens de subsistance de 10 000 femmes dans les chaînes de valeur du cajou, du karité et du manioc en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone.

En adoptant une approche de la chaîne de valeur et en établissant des partenariats avec des institutions et des prestataires de services nationaux, le projet crée un changement durable au sein de l'écosystème commercial et permet aux ménages ruraux pauvres de mieux gérer les risques, de garantir la sécurité alimentaire et d'améliorer la qualité des produits mis sur le marché.

Plus de 1 500 agricultrices ont été formées. Les résultats de l'enquête indiquent que 90 % des agriculteurs soutenus par le projet font état d'une amélioration de la dynamique de genre au sein de leur foyer et 95 % déclarent partager leurs connaissances et compétences nouvellement acquises avec d'autres femmes de leur communauté, ce qui multiplie considérablement l'impact et l'échelle du projet.

*« Je remercie SheTrades West Africa pour la formation en gestion d'entreprise à laquelle j'ai participé, qui m'a donné les connaissances nécessaires pour diriger l'élaboration d'une politique financière pour ma coopérative. Les changements que nous avons constatés dans nos recettes depuis l'élaboration de cette politique sont énormes. Nous avons de bonnes économies et nous dépensons efficacement. »*

Juma Sackila produit du manioc dans le comté de Bomi au Liberia et dirige PO River Cassava Cooperative





4. Formation à l'édition d'images, SheTrades Commonwealth, Bangladesh 5. Vannerie Mirmco, Kenya

webinaires. Elle fournit également un outil d'auto-évaluation permettant aux entreprises d'identifier leurs points forts et leurs points faibles dans une sélection de compétences et de capacités essentielles. <https://www.shetrades.com>

**SheTrades Invest** a pour mission de débloquer des financements pour les femmes dans les pays en développement et les pays les moins avancés. En 2021, SheTrades Invest a formé 1 426 femmes et organisé des camps de formation sur la préparation aux investissements en Inde, au Mexique et au Viêt Nam. Au cours de l'année, \$3 484 000 de financement ont été débloqués pour les femmes. En outre, le projet a lancé un rapport pionnier intitulé *Twelve lessons in gender lens investing* (Douze leçons sur l'investissement dans une optique de genre), avec des bonnes pratiques et des points d'action pour guider les fournisseurs de capitaux.

À la fin de l'année, **SheTrades Outlook** avait aidé 46 gouvernements à aborder la question du genre dans les politiques et pratiques commerciales, notamment par le biais de 95 bonnes pratiques visant à évaluer, contrôler et améliorer l'écosystème institutionnel permettant aux femmes de commercer. <https://www.shetrades.com/outlook>

Au niveau régional, l'ITC s'est efforcé de mettre la ZLECAf au service des femmes en organisant des activités de renforcement des capacités et de mise en réseau pour plus de 50 associations de femmes d'affaires et en produisant neuf notes d'orientation. Au niveau national, à la fin de 2021, l'ITC avait soutenu l'élaboration et la mise en œuvre de politiques d'**intégration de la dimension de genre** dans plus de 10 pays, notamment dans les stratégies nationales d'exportation, les stratégies nationales de mise en œuvre de la ZLECAf, les paquets de décaissement COVID-19 et les politiques de marchés publics.

## Communautés pauvres et le commerce

L'Initiative pour la mode éthique (EFI) est le bras opérationnel du **programme Communautés pauvres et le commerce** de l'ITC. L'EFI est spécialisée dans la promotion d'une production de haute qualité et d'un commerce équitable dans les secteurs de la mode de luxe et de l'art de vivre, ainsi que dans les industries culturelles et créatives. Depuis plus de dix ans, l'EFI travaille dans des dizaines d'économies en développement et émergentes du monde entier pour aider les créateurs et les entrepreneurs à percer et à exporter, créant ainsi des emplois durables et un développement économique pour les artisans et les créateurs de talent.

### Principaux résultats



5 263 emplois ont été créés ou soutenus en 2021, dont 76 % pour les femmes



\$2,6 millions de ventes ont été facilités au cours de l'année



Expansion du marché en Europe, avec 59 détaillants et distributeurs vendant des produits afghans. Plus de 1 000 emplois pour les femmes afghanes ont été maintenus avec un chiffre d'affaires de plus de \$1,7 million.



Le podcast sur la mode éthique a dépassé les 30 000 téléchargements, touchant un public dans 136 pays



Une entreprise internationale de mode a investi €300 000 pour aider les artisanes du Burkina Faso à rejoindre la chaîne d'approvisionnement d'EFI





6



7

6. Formation des créateurs, Ethical Fashion Initiative, Kenya ©ITC/Louis Nderi 7. Artisan Fashion, Ethical Fashion Initiative, Kenya ©ITC/Louis Nderi

### Faits saillants

En 2021, l'EFI a continué à créer des emplois, des ventes et des opportunités importantes pour les créateurs en herbe, en mettant l'accent sur l'aide pour répondre aux normes de durabilité sociale et environnementale que les consommateurs avisés exigent de plus en plus. Les artisans qualifiés et les micro-producteurs des économies émergentes créent une mode et des produits de luxe exquis qui séduisent les consommateurs internationaux. EFI ajoute de la valeur, affine les compétences de gestion, simplifie la production durable et ouvre des canaux de vente internationaux pour ces produits issus de cultures à la valeur unique. <https://ethicalfashioninitiative.org>

Le projet culturel de l'EFI a donné des résultats remarquables en Afrique et en Asie centrale. Une nouvelle génération de créateurs de mode et d'articles ménagers a acquis une certaine notoriété au niveau national et à l'étranger, sous l'impulsion du programme d'accélération de l'EFI et de la conviction des entrepreneurs que les opportunités existent pour être saisies. Le créateur sud-africain et lauréat de l'**EFI Accelerator**, Lukhanyo Mdingi, a remporté le prestigieux prix LVMH. EFI a organisé des expositions à Paris et à Majorque pour présenter des créateurs et des artisans d'Afrique et d'Asie centrale. <https://ethicalfashioninitiative.org/business-development/accelerator>

### Améliorer les marchés du textile au Burkina Faso

CABES est l'entreprise sociale d'EFI au Burkina Faso. Elle gère un réseau de 85 coopératives de tissage qui produisent et commercialisent régulièrement sur le marché international, employant 2 400 artisanes.

Grâce à CABES, IITC crée une valeur financière, sociale et environnementale :

- L'entreprise sociale a atteint l'autonomie financière en 2021 pour financer entièrement son propre fonds de roulement et ses investissements dans des actifs à long terme.
- L'entreprise sociale investit dans le capital humain, qui est calculé en utilisant la différence entre le salaire minimum national et le salaire de subsistance appliqué dans sa chaîne d'approvisionnement.
- L'entreprise sociale opère dans une chaîne d'approvisionnement décarbonée, la valeur des réductions d'émissions (coton biologique, panneaux solaires, eau recyclée) étant calculée comme une valeur de substitution de la conservation.

Cette intervention au Burkina Faso touche concrètement les populations par le biais du commerce. L'initiative a convaincu un géant international de la mode d'investir 300 000 euros pour soutenir la dotation de l'entreprise en



équipement afin de permettre à davantage de femmes artisanes de rejoindre la chaîne d'approvisionnement d'EFI. CABES applique la boîte à outils de diligence raisonnable ESG d'EFI et produira bientôt son premier rapport institutionnel de durabilité.

« Faire partie du réseau des CABES a toujours été bénéfique. Il m'offre des possibilités de formation et les commandes régulières générées par CABES contribuent à une part importante de mon revenu annuel. Nous avons amélioré la qualité de notre travail grâce à EFI et produire des tissus vendus à l'international nous rend fiers. »

Zalissa Sawadogo est tisserande à l'Association Zoodo pour la promotion de la femme au Burkina Faso



8



9

8. Activités HeForShe pour défier les stéréotypes de genre, Ethical Fashion Initiative, Burkina Faso ©ITC/Ils Keke 9. Fashion Revolution, Ethical Fashion Initiative, Burkina Faso ©ITC/Ils Keke

Le modèle EFI fonctionne dans des environnements difficiles tels que le Sahel, qui souffre de problèmes de sécurité et d'incertitude politique. Les partenaires de la marque EFI ont continué à soutenir les entreprises sociales du Burkina Faso et du Mali avec de nouvelles commandes et des commandes répétées de tissus méticuleusement confectionnés.

La dernière année de mise en œuvre du projet **EFI Afghanistan** était 2021. Malgré de nombreux obstacles, le projet a réussi à dépasser les objectifs et les attentes. Il a permis de maintenir plus de 1 000 emplois pour des femmes afghanes travaillant dans la mode et l'alimentation et a généré plus de \$1,7 million de ventes pour ses clients dans des points de vente au détail, principalement en Europe.

La demande des consommateurs en Europe et sur d'autres marchés occidentaux a continué de croître pour des produits éthiques et des conditions de commerce équitables. EFI a appliqué des outils innovants pour suivre les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) afin que les consommateurs puissent voir comment leurs achats influencent positivement la vie des communautés d'artisans dans le monde.

En 2021, EFI a complété la **boîte à outils ESG Due Diligence and Reporting Framework**, qui comprend désormais un ensemble complet d'outils de diligence raisonnable et de gestion des performances. La Chambre nationale de la mode italienne (Camera Nazionale della Moda Italiana) teste la boîte à outils avec le secteur de la mode italienne.

## Les jeunes et le commerce

Les jeunes sont au cœur de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'Organisation de Nations Unies, à la fois comme bénéficiaires et comme moteurs. Le **programme Les jeunes et le commerce** de l'ITC vise à renforcer l'autonomie économique des jeunes des pays en développement en les dotant des compétences, de l'encadrement et des réseaux nécessaires.

Le programme travaille avec les jeunes pour développer leurs compétences commerciales, leur employabilité et leurs talents d'entrepreneur, ce qui améliore leur accès à des emplois de qualité et augmente leurs revenus. Pour contribuer à la réalisation de cet objectif, l'ITC engage un large éventail de partenaires, des décideurs politiques aux employeurs locaux et aux entreprises multinationales, en passant par les institutions de formation technique et professionnelle et les organisations de soutien aux entreprises.

## Principaux résultats

**Ye!**



Plus de **8000 membres** ont été ajoutés à la plateforme en ligne Ye! Community. **18 constituantes locales Ye!** sont actives sur trois continents. Plus de **100 activités de formation** et événements de mise en réseau ont été organisés par ces constituantes.



Plus de **10 000 jeunes** ont été formés par l'Académie du commerce des PME de l'ITC en 2021



**9 modules de formation** ont été dispensés aux centres de jeunesse afin de transférer cet apprentissage aux membres



10



11



12

10. Artisan perliste montrant son travail fini, Ethical Fashion Initiative, Kenya 11. Visite des entrepreneurs de SheTrades, Gambie

## Faits saillants

Le programme Les jeunes et le commerce a continué à réaliser des progrès substantiels dans le cadre de la stratégie « Jeunesse 2030 » des Nations Unies en 2021. Les solutions numériques et hybrides jouent un rôle crucial dans la prestation de services au profit des jeunes.

En avril 2021, le programme a lancé la version actualisée de la plateforme en ligne **Ye! Community** pendant le Forum des jeunes de l'ECOSOC 2021. L'équipe a organisé au forum une session de discussion sur les approches innovantes en matière de partenariats afin de présenter et de contextualiser le lancement de la nouvelle plateforme conçue pour soutenir les jeunes entrepreneurs.

En offrant une plateforme mondiale soutenue par des constituantes locales, le programme Ye ! La communauté aide à surmonter l'obstacle de l'accès des jeunes aux réseaux. La plateforme mise à jour a connu un énorme succès. La communauté compte 18 constituantes et plus de 30 000 membres dans quelque 170 pays, avec plus de 8 000 membres supplémentaires en 2021. <https://yecomunity.com>

Cette large portée a fourni une base viable pour comprendre les défis auxquels les jeunes entrepreneurs sont confrontés. Le programme a mené une enquête sur leurs besoins financiers. Les résultats indiquent que la plupart des jeunes entrepreneurs recherchent des fonds relativement modestes (moins de \$50 000) et que leurs besoins de financement sont urgents (ils ont besoin de fonds dans un délai d'un an).

## Le fonds « Skills for Youth Employment » répond aux besoins du marché du travail pour la création d'emplois en Gambie

Le fonds Skills for Youth Employment (SKYE) est un modèle de financement compétitif axé sur les résultats qui garantit que les programmes de formation professionnelle sont liés à des résultats en matière d'emploi ou d'auto-emploi. Les approches de financement axées sur les résultats pour la mise en œuvre des programmes d'enseignement et de formation technique et professionnelle sont largement reconnues comme efficaces pour créer des emplois pour les jeunes dans les pays avec un secteur informel et de microentreprises étendu.

En Gambie, le deuxième cycle de l'appel d'offres du Fonds SKYE a été mis en œuvre avec succès en 2021. Plus de 900 jeunes se sont inscrits à des programmes de formation et près de 500 ont trouvé un emploi dans les six mois suivant l'obtention de leur diplôme. Le déploiement de la formation pour le troisième cycle du SKYE a également commencé, avec 850 autres jeunes inscrits dans divers programmes de formation professionnelle et qui devraient obtenir leur diplôme en 2022.

« SKYE m'a donné l'opportunité d'acquérir des compétences utiles pour ma communauté. À l'issue du programme, j'ai bénéficié d'une aide complémentaire sous forme de subvention pour les stagiaires exceptionnels afin de créer une entreprise. Aujourd'hui, je dirige une entreprise à part entière où je propose l'installation de satellites, des services de réparation et la vente d'accessoires. J'emploie trois jeunes Gambiens et j'enseigne des modules d'installation de satellites au centre de formation Sterling. »

Muhammed Ceesay est le propriétaire de Prospectives





13. Africa Youth Creative Competition de l'Alliance des jeunes pour le leadership et le développement en Afrique 14. Production de beurre de karité, Laam Shea, Commerce pour le développement durable, Ghana



Avec la mise en œuvre de la ZLECAf, les entrepreneurs de la communauté Ye ! ont également exprimé le souhait de mieux comprendre l'accord. En réponse, l'ITC a collaboré avec l'Alliance des jeunes pour le leadership et le développement en Afrique pour produire un rapport examinant comment les jeunes peuvent en bénéficier. L'alliance et l'ITC, en collaboration avec des partenaires, ont également invité les jeunes Africains à participer au concours créatif des jeunes de la ZLECAf sur le thème « ZLECAf : Qu'en profitent les jeunes Africains ? »

Sur la base de cette expérience, l'équipe a lancé le **Prix des jeunes écopreneurs** de l'ITC. Les prix, un concours d'entreprises vertes destiné aux jeunes entrepreneurs des pays en développement et des pays les moins avancés dont les entreprises proposent des solutions innovantes aux défis environnementaux, ont reçu plus de 650 candidatures provenant de plus de 80 pays. Les lauréats ont été récompensés dans trois catégories : énergie, déchets et eau. <https://social.yecomunity.com/page/youth-ecopreneur-awards>

Le programme a continué à fournir une série de cours sur l'**Académie du commerce des PME** de l'ITC. Ces cours ont connu une grande popularité depuis la pandémie. Plus de 10 000 jeunes ont reçu des certificats d'achèvement des cours de l'Académie des métiers des PME en 2021.

## Commerce pour le développement durable

Le **programme Commerce pour le développement durable (T4SD)** fonctionne comme une ressource stratégique sur le développement durable au sein de l'ITC. Grâce à ses connaissances techniques hautement spécialisées et à son expérience dans la promotion de la durabilité par le commerce, T4SD équipe les MPME afin qu'elles puissent bénéficier d'un commerce plus durable et y participer.

Reconnue mondialement pour son expertise, l'équipe T4SD est la gardienne de la base de données la plus complète, impartiale, précise et dynamique au monde sur les normes de durabilité dans le commerce. Depuis plus d'une décennie, T4SD est à la pointe des efforts visant à rapprocher le développement durable et le commerce.

### Principaux résultats



Standards Map a atteint le cap des **500 000 visiteurs**. Plus de **300 normes** ont été référencées et jusqu'à **1 600 critères** ont été analysés.



Près de **1 000 participants** du monde entier ont rejoint le Forum T4SD 2021



La passerelle SLCP a presque triplé le nombre d'utilisateurs, qui s'élève désormais à plus de **7 500 établissements** dans **53 pays**, générant des économies estimées à **\$18 millions**



Plus de **80 professionnels** se sont réunis pour le programme exécutif international sur l'approvisionnement et le commerce durables



**25 coopératives** et plus de **3 000 producteurs** ont été atteints dans le secteur du cacao, dont **385 MPME** ont déclaré avoir adopté des pratiques agricoles durables



15

15. Producteur de thé, Commerce pour le développement durable, Népal



16

16. Session hybride, Forum du Commerce pour le développement durable 2021

## Faits saillants

T4SD a célébré le 10<sup>e</sup> anniversaire de **Standards Map**, la plus grande plateforme mondiale de données crédibles sur les normes de durabilité, en lançant Standards Map 4.0 lors du Forum T4SD 2021. Le forum a mis en lumière plus de 30 intervenants et a attiré près de 1 000 participants. Standards Map 4.0 apporte de nouvelles caractéristiques et fonctionnalités suite aux commentaires reçus de plus de 300 parties prenantes, partenaires et organismes de normalisation. <https://www.standardsmap.org>

La collaboration du T4SD avec le Programme de convergence sociale et du travail (SLCP) a fait de grands progrès au cours de l'année. L'ITC a créé **SLCP Gateway**, un outil en ligne gratuit qui permet aux usines de stocker et de partager en toute sécurité leurs données d'évaluation sociale et du travail vérifiées avec les partenaires de la marque. L'utilisation de la passerelle SLCP a augmenté de façon spectaculaire pour atteindre plus de 7 500 installations de confection. La plateforme d'apprentissage électronique en ligne associée au projet a été mise à jour en anglais et dans six autres langues. <https://gateway.slconvergence.org>

T4SD a soutenu la mise en œuvre de la plateforme **Basic Guidelines for Sustainable Cocoa** au Pérou. Cet outil, qui est intégré à la carte de durabilité de l'ITC, aide les petits exploitants à améliorer la qualité du cacao destiné à l'exportation et à augmenter leurs revenus en s'engageant dans un commerce à plus forte valeur ajoutée. En encourageant les pratiques durables, il génère également des retombées positives sur l'environnement. Grâce aux réseaux locaux, l'ITC a atteint 25 coopératives de cacao et plus de 3 000 producteurs en 2021.

Initiative for Compliance and Sustainability (ICS) et T4SD ont uni leurs forces pour améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur mondiales des biens de consommation. À cette fin, les membres d'ICS peuvent utiliser **Sustainability Map** (la Carte de durabilité) pour télécharger des informations pertinentes sur leurs réseaux de fournisseurs et rendre ces informations accessibles au public en invitant leurs fournisseurs à rejoindre la plateforme.

À ce jour, plus de 1 400 fournisseurs d'ICS ont accepté l'invitation et leur profil peut désormais être consulté sur la plateforme. Un membre d'ICS a atteint un niveau de transparence de 100 % en 2021 en rendant son réseau de fournisseurs publiquement disponible sur Sustainability Map. Huit autres membres sont proches d'atteindre 50 % de transparence. <https://www.sustainabilitymap.org>

Enfin, T4SD a démontré son pouvoir de coordination en organisant le troisième programme exécutif international annuel sur l'approvisionnement et le commerce durables, auquel ont participé plus de 80 professionnels du secteur alimentaire et des boissons. T4SD a également organisé la première édition du Programme international sur le commerce durable (Programa Internacional en Comercio Sostenible).

## Pourvoyeurs de fonds en 2021 pour le domaine d'intervention 5 : Promouvoir et intégrer un commerce inclusif et vert

### Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet 1 du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

Allemagne, Canada, Finlande, Irlande, Islande, Norvège, Suède, Suisse

### Pourvoyeurs de fonds de projets spécifiques

Union européenne, Allemagne, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Fonds d'affectation spéciale multipartenaires, Japon, Cadre intégré renforcé, Conseil norvégien pour les réfugiés, Fondation UPS, Pays-Bas, Mary Kay, Suisse, Banque mondiale, Chocolats Halba/Coop Genossenschaft, États-Unis, Finlande, Société internationale islamique de financement du commerce, Conseil danois pour les réfugiés, Finance in Motion, Fonds de l'OPEP pour le développement international, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Initiative pour l'agriculture durable, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Fonds d'équipement des Nations Unies, Fonds des Nations Unies pour la population, Fédération européenne des fabricants d'aliments pour animaux, Initiative pour le commerce durable Stichting IDH, CNUCED, Chine, Federated States of Micronesia Petroleum Corporation

# ÉTUDE DE CAS

## Une passerelle pour de meilleures conditions de travail dans l'habillement



### Le défi

Le secteur de l'habillement génère des revenus annuels d'environ \$3 000 milliards et emploie 60 à 75 millions de personnes dans le monde, dont deux tiers de femmes. Les impacts sociaux et environnementaux négatifs du secteur de la mode ont été bien documentés au fil des ans. La transparence et la traçabilité sont des priorités pour améliorer la capacité du secteur à gérer ses chaînes de valeur de manière plus durable.

En cherchant à certifier la durabilité de la production de vêtements, le nombre de normes auxquelles les fabricants doivent se conformer s'est multiplié. Les faits montrent que l'audit social en lui-même ne contribue guère à améliorer les conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Pourtant, ces audits se sont multipliés au cours des 20 à 30 dernières années, soumettant les fabricants à des audits répétitifs, redondants et gourmands en ressources plusieurs fois par an.



Usines de textile, Maroc, ©ITC/Tardy

### La solution

Pour favoriser une plus grande transparence et traçabilité dans les chaînes de valeur de l'habillement, l'ITC travaille avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, Better Work (un programme de partenariat entre l'Organisation internationale du travail et la Société financière internationale) et des partenaires industriels tels que le Programme de convergence sociale et du travail, avec un financement de la Commission européenne.

Par exemple, l'ITC collabore avec SLCP pour mettre en œuvre une évaluation sociale et du travail et une plateforme de partage des données afin de réduire les coûts d'audit redondants et d'améliorer les conditions de travail dans les usines de vêtements et de chaussures. SLCP, un consortium préconcurrentiel qui comprend les plus grandes marques de mode (45 % du secteur), a réuni le secteur pour convenir d'un ensemble commun d'exigences pour l'évaluation sociale et du travail en usine (le cadre d'évaluation convergent).





1-4. Usines de textile, Maroc, ©ITC/Antoine Tardy

L'initiative s'est également associée à Better Work pour aligner le cadre d'évaluation convergent sur l'évaluation des usines Better Work et permettre aux usines Better Work de participer à la passerelle SLCP.

L'ITC a développé et mis en œuvre des plateformes de « suivi et de traçabilité » qui s'appuient sur sa carte de durabilité et offrent des solutions d'auto-évaluation et de partage de données personnalisées et ouvertes aux parties prenantes de la chaîne de valeur du textile et de l'habillement. Parallèlement à ces plateformes, T4SD propose un programme de formation et d'amélioration continue en collaboration avec des partenaires du secteur privé dans plusieurs pays.

**« Le cadre d'évaluation convergent SLCP est une innovation dans l'industrie multipartite qui peut apporter une harmonisation et une convergence à la conformité sociale à une échelle jamais vue auparavant. SLCP partage les priorités de l'ITC de réduire le coût et la fréquence des audits tout en permettant aux installations elles-mêmes d'être aux commandes en ce qui concerne la propriété et le partage des données. »**

Janet Mensink,  
Directrice exécutif de SLCP

## Les résultats

Plus de 6 300 ateliers de confection dans 56 pays et régions ont utilisé la passerelle SLCP depuis son lancement en 2019 jusqu'en décembre 2021, générant des économies de réduction des audits estimées à plus de \$10 millions. Au cours de cette période, T4SD a réalisé des formations dans plus de 12 000 ateliers de confection.

## L'avenir

En collaboration avec la passerelle SLCP, l'objectif est qu'elle soit opérationnelle avec 25 000 installations représentant environ 77 % de la production mondiale d'ici décembre 2023.

### LIENS

- [https://sustainabilitygateway.org/social-labor-convergence-gateway-slcp/;](https://sustainabilitygateway.org/social-labor-convergence-gateway-slcp/)
- <https://gateway.slconvergence.org/home>



Pourvoyeurs de fonds :  
Union européenne

# ÉTUDE DE CAS

## Des solutions numériques pour un commerce du café respectueux de l'égalité des sexes



### Le défi

Tropic Coffee exploite trois stations de lavage de café dans les régions de Ruhango, Nyamasheke et Ngororero au Rwanda. L'entreprise travaille avec 3 000 producteurs de café pour cultiver, acheter, traiter et exporter du café de haute qualité.

Pour s'engager auprès d'un grand nombre de producteurs, il faut un système rationalisé permettant de suivre les différents fournisseurs pour l'approvisionnement en café de qualité. Pour y parvenir, Tropic Coffee a reconnu la nécessité d'accroître ses compétences numériques et de mieux intégrer les systèmes de gestion des données pour suivre facilement les activités de la plantation à l'entrepôt et améliorer ses dossiers de traçabilité.



Grains de café ©Joseph Cyubahiro

### La solution

Depuis qu'il a rejoint le projet SheTrades Rwanda, Tropic Coffee a participé à diverses initiatives de renforcement des capacités. Il s'agit notamment du programme de formation au commerce en ligne et à la stratégie de marque ecomConnect, destiné à renforcer son identité numérique et ses supports marketing, notamment sur les canaux de médias sociaux. Tropic Coffee s'est également inscrit au système AtSource d'OLAM, une solution numérique visant à améliorer la transparence et la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement.

### Les résultats

Grâce au système AtSource, Tropic Coffee a trouvé un nouvel acheteur en Australie. Le système permet aux consommateurs de retrouver leurs fournisseurs de café et de suivre leur empreinte environnementale pour mesurer leur consommation d'énergie et leur impact sur le développement durable. L'utilisation d'une solution numérique pour améliorer la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement a également permis à l'entreprise d'autonomiser les femmes productrices en veillant à ce qu'elles participent activement aux différents segments de la chaîne d'approvisionnement.



Champs de café ©Joseph Cyubahiro





1. Divine Mutuyimana, propriétaire de Tropic Coffee, Rwanda ©Joseph Cyubahiro 2-4. Production de café à Tropic Coffee, Rwanda ©Joseph Cyubahiro

## SheTrades Rwanda

Financé par le Cadre intégré renforcé, le projet SheTrades Rwanda a renforcé les capacités et les compétences des femmes entrepreneurs du secteur agroalimentaire en matière de marketing numérique, d'emballage et de respect de la qualité. Le projet a débloqué de nouveaux liens avec le marché qui stimulent la croissance des entreprises et les exportations.

90 % des femmes entrepreneurs participantes ont acquis de nouvelles compétences liées au commerce



Plus de 100 femmes entrepreneurs ont été connectées aux opportunités du marché (numérique)

Presque 1 000 femmes caféiculteurs ont bénéficié de solutions de traçabilité numérique (OLAM AtSource et Farmer Connect)



Résultats d'octobre 2020 à février 2022

## L'avenir

Tropic Coffee a été soutenu pour se conformer au programme de vérification des pratiques CAFÉ, développé par Starbucks en collaboration avec Conservation International, afin de mesurer les exploitations agricoles en fonction de critères économiques, sociaux et environnementaux. L'entreprise prévoit que sa conformité en matière de qualité et sa participation à AtSource lui permettront d'accéder à de nouveaux marchés internationaux, par exemple, en devenant un futur fournisseur de Starbucks.

« Le projet SheTrades Rwanda de l'ITC nous a aidés à nous conformer aux pratiques de qualité CAFÉ. En augmentant notre capacité à nous conformer aux exigences plus strictes du marché, couplée à notre inclusion dans le système OLAM AtSource, nous avons réussi à débloquer une nouvelle connexion au marché international et de nombreux autres nouveaux marchés en perspective. »

Divine Mutuyimana,  
Directrice des ventes, Tropic Coffee, Rwanda

### LIENS

- <https://www.shetrades.com/#/publicsuccessstories/71?lan=en>
- <https://www.youtube.com/watch?v=Sqa0TeOkYnw&t=18s>



Pourvoyeurs de fonds :

Cadre intégré renforcé

# ÉTUDE DE CAS

## Go Digital donne aux jeunes réfugiés de Gaza un espoir pour l'avenir



### Le défi

Safaa Al-Amsi faisait partie des centaines de milliers de jeunes femmes réfugiées de Gaza qui luttent pour trouver un emploi. Le travail est rare à Gaza, où la moitié des 2,1 millions d'habitants dont 1,4 million de réfugiés et 1,3 million de jeunes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Avec un taux de chômage des jeunes dépassant 42 % et la plupart des industries manufacturières fermées depuis le blocus de 2006, les jeunes hommes et femmes de Gaza ont peu d'espoir pour l'avenir.

Comme d'autres jeunes réfugiés palestiniens à Gaza, Safaa était constamment confrontée au désespoir, à la frustration et au doute de soi. Elle se sentait prise au piège dans un cercle vicieux, incapable d'aider sa famille et de donner un sens à sa vie.



Formation Go Digital pour les jeunes réfugiés de Gaza ©BTI

### La solution

Un cours de freelancing en ligne a changé son destin. Safaa est tombée sur un appel à candidatures pour l'initiative Go Digital financée par le Japon. Comme les milliers d'autres candidats désireux de bénéficier du projet, elle souhaitait acquérir les compétences techniques et personnelles nécessaires pour offrir et vendre des services recherchés sur des places de marché en ligne. Travailler à distance est le seul moyen pour les habitants de Gaza de contourner le blocus et d'échapper au taux élevé de chômage local.

Go Digital est conçu pour créer des opportunités de freelance et d'auto-emploi en ligne pour les réfugiés de Gaza, en particulier les femmes et les jeunes. Les bénéficiaires, comme Safaa, suivent le programme de formation professionnelle de cinq mois afin de pouvoir occuper des emplois sur des marchés en ligne. Certains stagiaires apprennent le développement d'applications web et mobiles, tandis que d'autres choisissent l'optimisation des moteurs de recherche, la comptabilité ou la traduction. La formation technique est suivie de séances d'encadrement sur la manière de saisir les opportunités en ligne et de gérer les relations avec les clients à distance.

### Les résultats

Safaa, 29 ans, a choisi la voie de l'optimisation des moteurs de recherche. Ses yeux pétillent lorsqu'elle évoque sa première vente en tant qu'entrepreneur en ligne. Cette mère de trois enfants est fière d'avoir obtenu en moins de quatre mois des contrats d'une valeur de plusieurs milliers de dollars. Elle a signé un contrat d'un an avec une entreprise d'Arabie saoudite en tant que spécialiste de l'optimisation des moteurs de recherche, assorti d'un salaire fixe de \$500. Avec des gains totaux atteignant à ce jour \$3 000, elle contribue désormais à soutenir financièrement sa famille.



1-4. Sessions de formation numérique pour les jeunes réfugiés de Gaza ©BTI

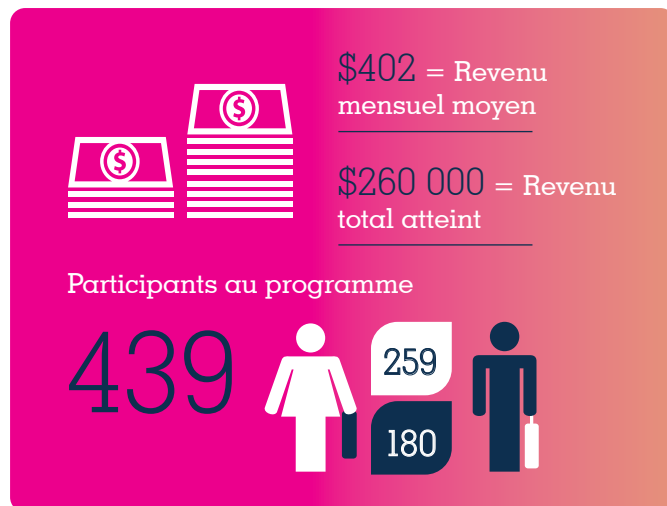
Le parcours de Safaa n'est pas un cas isolé. D'autres bénéficiaires du projet ont connu des expériences similaires. Dans chacune des deux premières phases de Go Digital (2018 - 2020), l'initiative a renforcé les capacités de 110 jeunes en moyenne. À la fin des deux phases, plus de 70 % des stagiaires avaient vendu des services de haute qualité sur des places de marché en ligne et réalisé des ventes de près de \$150 000.

En février 2022, Go Digital avait formé 245 autres jeunes de Gaza, les armant de compétences techniques et de freelance, ainsi que de l'intelligence émotionnelle dont ils ont besoin pour trouver du travail. Ensemble, ces stagiaires ont gagné plus de \$109 000 en fournissant des services à des clients virtuels par le biais de plateformes de freelance et de médias sociaux. L'initiative a également donné naissance à dix start-ups technologiques ; cinq d'entre elles génèrent des revenus et trois ont accédé à des marchés étrangers.

## L'avenir

La satisfaction de ses clients et le réseau et les liens qu'elle a créés avec les stagiaires des autres filières ont incité Safaa à former une équipe et à lancer une agence appelée Doctor Web qui soutient les boutiques. Elle attribue à Go Digital sa nouvelle motivation et la découverte de son identité propre.

Ces succès expliquent pourquoi l'ITC souhaite étendre le projet Go Digital, systématiser les succès obtenus à ce jour et aider davantage de réfugiés à trouver du travail à l'avenir. En rendant la formation encore plus accessible, en renforçant le soutien à travers Gaza et en élargissant l'éventail des compétences proposées, Go Digital peut améliorer les possibilités d'accès au marché pour les jeunes, en particulier les femmes et les réfugiés, et transformer durablement l'écosystème technologique gazaoui.



Résultats du projet

## LIENS

- <https://www.go-digital.ga/>

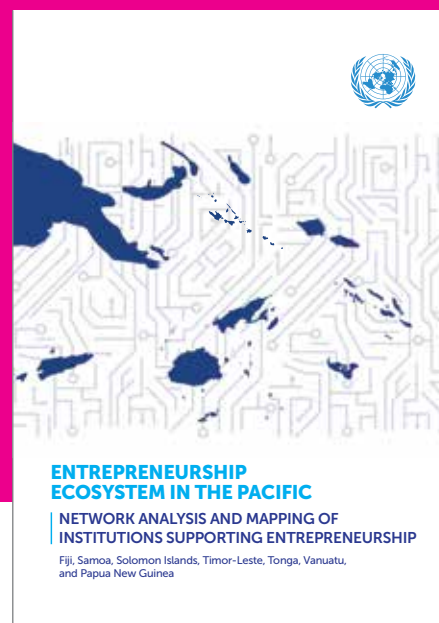


Pourvoyeurs de fonds :

Japon

# ÉTUDE DE CAS

## Une carte de l'écosystème de l'entrepreneuriat dans le Pacifique



### Le défi

Les organisations de soutien à l'entrepreneuriat s'efforcent de transformer le paysage de l'entrepreneuriat dans le Pacifique. Cependant, il est difficile pour ces organisations d'élaborer des stratégies pour tirer le meilleur parti des partenariats sans avoir une vue d'ensemble des acteurs de l'écosystème et de leurs caractéristiques.

### La solution

L'ITC a collaboré avec le Fonds d'équipement des Nations Unies pour analyser les principales caractéristiques de l'écosystème de l'entrepreneuriat à Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, à Samoa, dans les îles Salomon, au Timor-Leste, à Tonga et à Vanuatu. Le rapport qui en résulte offre une vue d'ensemble et un guide aux acteurs de l'écosystème pour des partenariats plus efficaces.

En fournissant des informations clés pour aider à comprendre l'écosystème dans lequel les institutions opèrent, le rapport aide les parties prenantes à améliorer la façon dont elles : conçoivent des solutions innovantes qui ciblent les points de levier du système en tirant parti de la valeur, des compétences et de l'expérience uniques des acteurs ; identifient les partenaires adéquats et les agents de plaidoyer avec lesquels collaborer ; et alignent les partenaires sur une compréhension de l'écosystème et une vision de transformation.

### Les résultats

Le rapport présente les données recueillies pendant trois mois au cours desquels l'ITC a cartographié plus de 90 organisations, mené plus de 60 entretiens à distance avec des organisations de soutien aux entreprises et organisé huit discussions de groupe avec des entrepreneurs dans les pays ciblés.

Afin de fournir une vue d'ensemble de l'écosystème avec les données disponibles, la méthodologie de l'ITC a recoupé les informations à travers trois piliers d'analyse : (i) une cartographie des services et une analyse des lacunes basée sur des recherches documentaires et des entretiens avec les institutions locales concernées ; (ii) une analyse de réseau pour montrer comment les institutions de l'écosystème de l'entrepreneuriat dans le Pacifique interagissent en utilisant des techniques d'analyse de réseau et en se basant sur les résultats d'une enquête distribuée aux organisations de soutien aux entreprises interrogées ; et (iii) une analyse de l'expérience utilisateur des entrepreneurs qui naviguent dans l'écosystème de l'entrepreneuriat, fondée sur des discussions de groupe.

Le rapport présente des recommandations à court et à long terme pour le développement durable de l'écosystème qui sont pertinentes pour les sept pays insulaires du Pacifique. Les recommandations et les priorités ont été discutées lors d'une session de validation avec tous les acteurs concernés.

### L'avenir

Les conclusions du rapport sont utilisées dans le cadre du nouveau programme économique numérique du Pacifique du Fonds d'équipement des Nations Unies pour planifier et mettre en œuvre des activités qui contribuent à la mise en place d'économies numériques inclusives dans le Pacifique.

#### LIENS

- <https://www.unctf.org/article/7300/entrepreneurship-ecosystem-in-the-pacific>



Pourvoyeurs de fonds :

Fonds d'équipement des Nations Unies

# Soutenir l'intégration économique régionale et les relations Sud-Sud

## Stimuler le commerce régional

Le **programme Stimuler le commerce régional** vise à créer des chaînes de valeur régionales afin que les MPME puissent accéder à davantage de marchés et, ce faisant, augmenter leurs revenus, améliorer leurs capacités de production et ajouter de la valeur. En 2021, des programmes régionaux tels que MARKUP, le programme de compétitivité de l'Afrique de l'Ouest et le partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique ont contribué à la réalisation de cet objectif. Le programme One Trade Africa de l'ITC a contribué à l'opérationnalisation de la ZLECAf.



Artisan, Asie centrale ©ITC/Abduwali

## Principaux résultats



**2 294 MPME** de la CAE ont effectué des transactions avec des entreprises internationales grâce au soutien de MARKUP



**40 entreprises** du Burundi, du Kenya, du Rwanda, de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie ont bénéficié d'un financement de **\$2,8 millions**



En Afrique de l'Ouest, **65 ateliers** organisés dans le cadre du programme de compétitivité de l'Afrique de l'Ouest ont permis de former plus de **580 MPME**, OSE et décideurs politiques



**3 événements de promotion des investissements en ligne** ont été organisés en Afrique orientale et australe dans le cadre du partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique, avec la participation de plus de **200 investisseurs** chinois



**1 460 emplois** ont été créés (**64 % de femmes** et **38 % de jeunes**) et plus de **6 000** ont été engagés dans l'agro-transformation et la fabrication en Éthiopie, au Kenya, au Mozambique et en Zambie



1. Boubacar Kanouté, Délégué de l'Union européenne, à l'« Études de faisabilité pour la mise en place de sociétés coopératives agricoles », Sénégal 2. Mor Fall, consultant et expert en finance inclusive, Programme d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest 3. Atelier sur le financement des coopératives, Sénégal

## Faits saillants

En 2021, l'ITC a continué à soutenir les **changements opérationnels dans tous les secteurs** afin de renforcer l'intégration régionale. Les MPME du secteur du café au Kenya, en Ouganda, au Rwanda et en République-Unie de Tanzanie, du secteur du cacao en Ouganda, du secteur des épices en République-Unie de Tanzanie et du secteur de l'horticulture au Rwanda ont apporté des changements mesurables à leurs activités commerciales. Il s'agit notamment de proposer de nouveaux programmes de formation aux agriculteurs et aux coopératives afin de diffuser les connaissances comme moyen d'améliorer la qualité et la gestion post-récolte.

L'amélioration des **pratiques agricoles et de l'assurance qualité** dans les chaînes d'approvisionnement en avocats et en cacao au Kenya, au Rwanda et en Ouganda a conduit à une plus grande productivité et à une interaction accrue entre les MPME.

Des étapes importantes ont été franchies en Afrique de l'Ouest dans le cadre du programme de compétitivité de l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit notamment de l'organisation du premier événement West Africa Connect, qui a réuni des fournisseurs et des acheteurs de textile, de vêtements et de TIC, de la création du réseau des organisations de promotion du commerce de la CEDEAO pour renforcer les liens commerciaux dans toute la région et de la décision du Conseil des ministres de la CEDEAO sur la modification des statuts du Conseil des affaires de la CEDEAO.

L'ITC a également contribué à établir des partenariats dans le domaine de **l'accès au financement** en présentant aux bénéficiaires régionaux des institutions financières, des plateformes d'investissement à impact et des gestionnaires d'actifs. En outre, dans le domaine du **dialogue politique**, des sessions de partage d'expériences ont été organisées entre des organisations régionales telles que le COMESA Business Council et l'East African Business Council.

Une cartographie de l'offre et de la demande du secteur du thé au Kenya et du secteur de l'horticulture en Zambie a été réalisée et présentée aux agences de promotion des investissements pour soutenir le développement sectoriel. Une **cartographie de la durabilité** des parties prenantes pertinentes a également été réalisée pour aider les investisseurs à améliorer leur durabilité et leur impact sur le développement en Éthiopie, au Kenya, au Mozambique et en Zambie.

## Commerce et investissements Sud-Sud

Le **programme Commerce et investissements Sud-Sud** favorise l'établissement de liens commerciaux durables entre les marchés émergents, les pays en développement et les PMA en facilitant les échanges et en encourageant les investissements et les transferts de technologie.

### Principaux résultats



**\$22,8 millions** d'exportations ont été générés et **\$12 millions** supplémentaires sont en cours de négociation



Plus de **\$90 millions** d'échanges et d'investissements facilités



Lancement de **l'accélérateur mondial du commerce numérique** pour les MPME des pays en développement



**156 micro-entreprises appartenant à des femmes** ont été formées à la production et au marketing, et 45 d'entre elles ont rejoint une passerelle de paiement électronique



Une start-up technologique a obtenu un **financement d'amorçage de \$1,6 million** dans le secteur agricole



Lancement d'un **guide politique** visant à rendre les secteurs du cuir et du textile d'Afrique de l'Est plus respectueux de l'environnement.



**17 tanneries** ont été soutenues en vue de l'obtention du certificat du Leather Working Group



4. Formation à la dégustation du café pour les professionnels, Rwanda de cardamome à replanter, MARKUP, Tanzanie ©ITC/Daniel Msirikale 5. Café Massa, MARKUP, Ouganda 6. Un bénéficiaire portant des plants

## Faits saillants

Malgré les contraintes logistiques dues aux perturbations liées à la pandémie, de nouvelles exportations ont été générées pour les légumineuses, les épices, le cuir et les oléagineux. Le rebond des transactions commerciales est évident, les entreprises faisant état d'une bonne réserve de contrats de vente à venir.

D'importants investissements dans les épices (moringa et piment) et dans la recherche et le développement culinaire ont été lancés à Madagascar et au Rwanda, respectivement. Le laboratoire culinaire travaillera avec des transformateurs alimentaires et des chefs dans toute l'Afrique orientale et australe pour développer des arômes et des mélanges prêts à l'emploi pour les industries des biens de consommation à rotation rapide et de l'hôtellerie, à partir d'ingrédients cultivés et achetés en Afrique.

L'ITC et Alibaba.com ont lancé l'**Accélérateur mondial du commerce numérique pour les MPME des pays en développement** afin d'aider les entreprises à accroître leurs connaissances des pratiques du commerce en ligne, à améliorer leurs compétences en matière de marketing électronique, à explorer les opportunités commerciales et à générer de nouvelles exportations. Dix MPME de pays en développement (deux d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie centrale et quatre d'Asie du Sud-Est) ont été sélectionnées pour participer à cette initiative.

Dans le cadre du programme de mode et d'encadrement de l'initiative **Mitreeki** et du programme de promotion des agro-industries, 156 microentreprises appartenant à des femmes dans les secteurs de la mode et de l'agro-industrie ont été soutenues par le biais du développement des capacités, de l'accompagnement et de l'encadrement en matière d'accès au financement. Au total, 24 anciens élèves de Mitreeki négocient un financement de plus de \$7 millions.

En outre, 45 entreprises du secteur de l'habillement ont mis en place un système électronique de gestion des paiements par le biais d'une passerelle de paiement. Tous les entrepreneurs qui en ont bénéficié étaient issus du secteur informel. Tous les anciens de Mitreeki ont également bénéficié de leur participation à des réseaux d'entreprise à entreprise et d'entreprise à consommateur promus par l'ITC SheTrades.

Le programme a pleinement intégré la durabilité environnementale comme un impératif clé du programme en 2021. Dix-sept tanneries ont été soutenues pour l'obtention d'un certificat du Leather Working Group et l'une des plus grandes usines textiles du Kenya a obtenu une certification environnementale reconnue au niveau international grâce au soutien de l'ITC. En outre, un guide de politique pratique visant à rendre les secteurs du cuir et du textile d'Afrique de l'Est plus respectueux de l'environnement a été lancé au cours de l'année.

Le projet **Supporting Indian Trade and Investment for Africa** de l'ITC a soutenu une cohorte de jeunes diplômés de l'Indian Institute of Technology, Chennai, pour présenter leur produit **Agricopter** : un drone avec plusieurs applications potentielles, notamment la pulvérisation des cultures, les semis, la surveillance et la cartographie. En 2021, ils ont été présentés à de potentiels investisseurs et ont obtenu un financement de démarrage de \$1,6 million pour poursuivre le développement et la mise à l'échelle de leur produit en Inde et en Afrique.

### Pourvoyeurs de fonds en 2021 pour le domaine d'intervention 6 : Soutenir l'intégration économique régionale et les relations Sud-Sud

#### Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet 1 du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

Allemagne, Canada, Finlande, Inde, Irlande, Norvège, Suède, Suisse

#### Pourvoyeurs de fonds de projets spécifiques

Union européenne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Chine, ONUDI, Banque africaine d'import-export, Cadre intégré renforcé, Allemagne

# ÉTUDE DE CAS

## La plateforme eBay d'Asie centrale facilite l'accès aux marchés



### Le défi

La pandémie de COVID-19 a démontré l'importance pour les MPME des pays en développement d'utiliser les canaux de vente numériques pour survivre à la crise et renforcer leur résilience. Ces canaux peuvent aider les petites entreprises à atteindre de potentiels marchés et à rester en contact avec leurs clients existants. Aujourd'hui, les places de marché mondiales telles qu'eBay transforment la manière dont les entreprises abordent les marchés internationaux et font des affaires.

### La solution

Pour permettre aux artisans et aux MPME d'Asie centrale de faire du commerce international et régional par le biais de canaux en ligne, l'équipe ecomConnect de l'ITC a lancé une formation sur le commerce en ligne dans le cadre du projet Ready4Trade Central Asia financé par l'UE. La formation a permis de renforcer les capacités en matière de commerce en ligne, de fournir des services de conseil et de mener des activités de sensibilisation pour aider les MPME à créer et à optimiser leurs canaux de vente en ligne.

L'ITC a également soutenu les entreprises par le biais de l'e-lab pour relever des défis spécifiques et connecter les entreprises à des canaux en ligne ciblés. Dans le cadre de cette initiative, l'ITC a lancé le Central Asia eBay Hub en mai 2021, conjointement avec l'Initiative de croissance future de l'USAID, afin de renforcer la visibilité et l'accès aux marchés mondiaux.

### Les résultats

Grâce à l'e-lab, des artisans et des MPME du Kazakhstan, du Kirghizstan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan ont acquis les compétences nécessaires pour faire du commerce en ligne. Ils ont bénéficié d'un soutien personnalisé pour créer et optimiser leurs boutiques eBay et ont eu accès à de nouveaux clients dans l'UE et aux États-Unis. Pour aider davantage les MPME de la région, ecomConnect a également lancé des tutoriels vidéo dans les langues locales sur la façon de créer / optimiser un compte et de vendre sur eBay.

À ce jour, plus de 150 entreprises d'Asie centrale ont été formées à la vente sur eBay. Les 20 meilleures entreprises



Artisan, Asie centrale ©ITC/Abduvali



Artisane, Asie centrale ©ITC/Abduvali





2



3

1-3. Artisans, Asie centrale ©ITC/Abduvali

ont créé leur boutique en ligne eBay et ont été présentées sur le « hub » eBay. Ces entreprises ont réussi à vendre à des clients internationaux sur plus de 15 nouveaux marchés. Plus de 800 produits ont été répertoriés sur eBay et les ventes ont atteint \$20 500 en mai 2022.

Dans le cadre du Central Asia eBay Hub, un partenariat avec DHL a permis à 150 MPME d'Asie centrale de développer leur clientèle internationale en proposant des services d'expédition efficaces et des tarifs compétitifs pour leurs activités de commerce en ligne. En outre, pour cibler le marché des États-Unis, la plateforme eBay d'Asie centrale a lancé un projet pilote de logistique afin de garantir un service de livraison efficace. Les MPME peuvent désormais expédier à l'avance leurs produits à Deliverr, partenaire d'eBay aux États-Unis, pour une livraison plus rapide et plus efficace. Les entreprises ont également été soutenues pour accéder à la plateforme de paiement transfrontalière Payoneer.

## L'avenir

Suite au succès du premier groupe, l'ITC a décidé d'étendre l'e-lab pour équiper 100 MPME supplémentaires dans les cinq pays d'Asie centrale afin qu'elles puissent atteindre de nouveaux marchés et bénéficier d'une formation et d'une assistance technique supplémentaires en matière de commerce en ligne.

« Pendant la pandémie de COVID-19, de nombreux magasins physiques ont fermé en Ouzbékistan et les artisans se sont retrouvés sans vente. L'initiative Ready4Trade Central Asia a aidé nombre de nos artisans à ouvrir des boutiques en ligne sur eBay et les a formés à la vente en ligne. »

Abduvali Abdukayumov,  
Coach e-commerce de l'ITC et artisan, Ouzbékistan

### LIENS

- [https://ebay-discoveries.com/centralasia/;](https://ebay-discoveries.com/centralasia/)
- <https://intracen.org/our-work/projects/central-asia-ready4trade-r4tca>



Pourvoyeurs de fonds :

Union européenne

# ÉTUDE DE CAS

## Cimenter l'intégration régionale en Asie du Sud-Est



### Le défi

Une écrasante majorité des entreprises de l'ANASE sont des MPME. Elles sont des moteurs essentiels de la croissance économique et de la création d'emplois dans la région. Une reprise économique inclusive et durable après la COVID-19 dans l'ensemble de l'ANASE nécessitera de soutenir la croissance et la compétitivité des MPME afin de concrétiser les opportunités d'exportation qui sont sous-exploitées. Aux Philippines, par exemple, l'évaluation du potentiel d'exportation de l'ITC, réalisée en 2021, a révélé que le pays avait un potentiel non exploité de \$49 milliards.



©Shutterstock.com

### La solution

Le programme d'appui à l'intégration régionale de l'ANASE (ARISE Plus), financé par l'UE, est étroitement aligné sur les cinq piliers du plan directeur 2025 de la communauté économique de l'ANASE, qui constitue une base solide pour l'assistance technique liée au commerce dans la région. L'ITC réalise des projets ARISE Plus au profit des MPME en République démocratique populaire lao, en Malaisie, au Myanmar, aux Philippines et en Thaïlande.

Les projets bénéficient aux secteurs orientés vers l'exportation et améliorent la compétitivité et l'intégration dans les chaînes de valeur régionales. Ils apportent un soutien à l'intégration économique de l'ANASE.

### Les résultats

En République démocratique populaire lao, l'ITC a renforcé les opportunités de commerce durable dans les secteurs du café et de la transformation du bois en aidant les entreprises à exploiter les régimes préférentiels. Notamment, les producteurs de café ont reçu une formation de renforcement des capacités pour lancer des exploitations de café biologique.

Au Myanmar, 234 MPME ont été soutenues pour améliorer leurs pratiques de gestion et leur compétitivité à l'exportation. Il s'agissait notamment d'une aide au respect des mesures sanitaires et phytosanitaires, les producteurs de miel et d'ananas signalant qu'ils avaient amélioré leurs pratiques de production pour répondre aux exigences internationales. Les projets ARISE Plus de l'ITC ont augmenté l'accès des MPME aux foires commerciales numériques et aux plateformes de qualité en République démocratique populaire lao et au Myanmar.

Aux Philippines, l'ITC a lancé le programme Ye ! Boost Accelerator prêt à renforcer les capacités des entreprises dirigées par des jeunes et des start-up à s'internationaliser grâce à une formation à l'exportation, une préparation à l'investissement et des connexions avec des acheteurs et des financements.



1. Plantation de café de la tribu des collines de Duang Dee, Thaïlande 2. Formation sur la modélisation de la politique commerciale, République démocratique populaire lao 3. Session de l'atelier sur l'exportation du bois, Vientiane, République démocratique populaire lao 4. Améliorer les compétences sensorielles et de dégustation grâce à la certification de l'Association des cafés de spécialité, République démocratique populaire lao

Dans le domaine des politiques et réglementations commerciales, les projets ARISE Plus ont apporté leur soutien à la mise en œuvre de l'accord de l'ANASE sur le commerce des marchandises et à l'amélioration des systèmes de contrôle sanitaire et phytosanitaire et du respect de la qualité conformément aux engagements de l'ANASE. Il s'agissait, par exemple, de renforcer les systèmes de gestion de la qualité et la planification des audits en Thaïlande.

ARISE Plus a également fourni un soutien pour améliorer les capacités nationales en matière de négociations commerciales, aligner les cadres réglementaires nationaux sur les engagements de l'ANASE, faciliter le commerce numérique et des services, et renforcer les politiques de concurrence et d'investissement.

## L'avenir

Le commerce vert et numérique ainsi que la durabilité seront de plus en plus intégrés dans les interventions de l'ITC dans l'ANASE. Cela se fera au niveau des politiques, des institutions et des entreprises par la sensibilisation, la formation et le soutien consultatif. Les pratiques de durabilité et le commerce vert seront mis à profit pour la compétitivité des entreprises et la croissance des exportations, tandis que le commerce numérique et la connectivité seront encouragés dans le cadre du soutien à l'intégration régionale de l'ANASE.

*« J'ai pu acquérir une compréhension plus approfondie de l'agriculture biologique et du processus de demande de certification biologique. En outre, j'ai appris différentes méthodes biologiques pour éliminer les parasites du café, en particulier les foreurs des tiges du café, qui constituent un gros problème pour nous, les agriculteurs, depuis un certain temps. »*

Phaengsy Daoduangdee,  
propriétaire de la plantation de café Duang Dee, République démocratique  
populaire lao

### LIENS

- <https://intracen.org/our-work/projects/lao-pdr-asean-regional-integration-support-laos-arise-plus>;
- <https://intracen.org/our-work/projects/malaysia-trade-related-assistance-arise-malaysia>;
- <https://intracen.org/our-work/projects/thailand-trade-related-assistance-arise-thailand>



Pourvoyeurs de fonds :

Union européenne

# ÉTUDE DE CAS

## Former des champions de la qualité en Afrique de l'Est



### Le défi

Le mot « qualité » a beaucoup de poids. Il peut signifier différentes choses pour différentes personnes dans différents contextes. Il y a la qualité perçue : celle que l'on ressent lorsqu'on goûte, sent ou tient quelque chose. Les consommateurs ont tendance à se fier à ces sens. Cependant, les MPME doivent se préoccuper non seulement de la qualité du produit final pour les consommateurs, mais aussi des processus internes qui sont utilisés pour créer cette valeur tangible et viscérale pour l'utilisateur final.

La conformité à la qualité est un obstacle fréquent à la réussite du commerce pour les MPME du monde entier, et cela est également vrai dans la CAE. Une solution évolutive est nécessaire pour renforcer la présence d'une culture fondée sur les assurances plutôt que sur les inspections, sur les processus plutôt que sur les produits.



Cultivatrice de thé, Kenya ©ITC/Tardy

### La solution

Quality Champions a été créé dans le cadre du programme MARKUP UE-CAE dans le but de créer des solutions évolutives et durables aux problèmes de conformité à la qualité qui ont entravé le succès commercial des MPME d'Afrique de l'Est. Pendant 20 mois, un groupe de «champions de la qualité» a été formé et qualifié à l'aide des derniers outils et techniques permettant de garantir la qualité et la sécurité alimentaire dans une entreprise, notamment en matière de contrôle de la qualité, d'assurance de la qualité, de sécurité alimentaire, de Lean Six Sigma, d'évaluation de la conformité et de normes clés telles que la norme ISO 9001, ainsi que de compétences générales, d'encadrement et de leadership.

Dans le cadre du programme, chaque champion de la qualité a mis en œuvre un projet d'amélioration de la qualité dans au moins une entreprise. Ces projets visent généralement à améliorer l'efficacité de la production, à réduire les déchets, à garantir une qualité constante et à intégrer les exigences du marché international dans les opérations.

Parallèlement, une boîte à outils en ligne : EAC Quality for Trade Platform (Plateforme Qualité pour le Commerce de la CAE), a directement soutenu les champions de la qualité et les



Production de café, Nova Coffee, Rwanda



1-3. ©Shutterstock.com 4. Emballage d'avocats chez Urban Fresh Ventures, Quality Champions, Kenya

entreprises avec lesquelles ils ont travaillé. Cette plateforme dispose d'une série d'outils qui permettent aux utilisateurs de découvrir les exigences de qualité pertinentes pour les secteurs prioritaires du marché de l'UE (café, thé, cacao, épices et certains fruits et légumes frais) ; d'obtenir des conseils sur les sujets liés à la qualité et de partager les meilleures pratiques ; d'entrer en contact avec les institutions ou les personnes compétentes qui peuvent offrir de l'aide ; et d'obtenir des informations de ceux qui ont déjà connu le succès.

### Les résultats

Grâce au programme des champions de la qualité, la CAE dispose désormais d'un groupe régional de 80 champions de la qualité certifiés, qui possèdent tous l'expérience théorique et pratique requise pour apporter de réelles améliorations à la qualité dans les entreprises exportatrices existantes ou en devenir de la CAE.

La phase de mise en œuvre du programme a eu des effets spectaculaires sur les MPME qui ont été soutenues. Tous ces résultats et exemples de réussite peuvent être consultés sur l'outil « Quality Success » de la plateforme Quality for Trade de la CAE :

<https://un-consulting.ch/CAE/success>.

**« Les champions de la qualité ont été fantastiques. Ils ont fait tout leur possible pour m'aider à mettre les choses en place. Je peux maintenant voir clairement toutes les erreurs que nous avons commises pour répondre aux demandes de nos clients. Maintenant, nous savons qu'il est important de suivre les spécifications des clients. »**

June Gathoni,  
Directrice de Urban Fresh Ventures, Kenya

### L'avenir

Le programme des champions de la qualité a été développé avec la durabilité comme principe de base. Il a abouti à la création de quatre pôles de champions de la qualité : National Quality Association of Tanzania, Rwanda Alliance for Quality, Association of Quality Professionals in Kenya et Quality Assurance Association Uganda Limited. Tous les outils et matériels utilisés pour former les champions de la qualité seront transférés à ces centres.

Ces centres comprennent de nombreux champions de la qualité certifiés par l'ITC et formés dans le cadre du programme, qui contribueront à diffuser leurs connaissances et une culture de la qualité en Afrique de l'Est. Ensemble, ils combleront le fossé institutionnel entre le statu quo et un environnement commercial tel qu'il pourrait et devrait être, avec une culture de la qualité au cœur.



#### LIENS

- <https://intracen.org/our-work/projects/eu-CAE-market-access-upgrade-programme-markup>;
- <https://un-consulting.ch/CAE>



Pourvoyeurs de fonds :

Union européenne





# Résultats institutionnels

# Gouvernance institutionnelle

La gouvernance institutionnelle de l'ITC reflète sa culture, ses politiques et un ensemble de valeurs fondamentales inscrites dans les règles et règlements des Nations Unies. L'ITC sollicite les contributions des parties prenantes gouvernementales et les informe de l'évolution de ses travaux lors des sessions annuelles du Groupe consultatif commun (GCC) et des réunions semestrielles du Comité consultatif du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (CCITF). Ce dernier se réunit également de manière informelle tout au long de l'année.

Les résultats du GCC sont communiqués par le président du GCC au Conseil du commerce et du développement de la CNUCED et au Comité du commerce et du développement de l'OMC, d'où ils sont transmis au Conseil général.

Le GCC est composé de représentants de la CNUCED et des membres de l'OMC. Les sessions du GCC sont également ouvertes aux observateurs d'autres agences intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales. Le CCITF, qui est composé d'États

membres et d'États observateurs, examine l'utilisation du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC, en contrôlant l'orientation générale et les résultats des programmes financés par des contributions extrabudgétaires.

## Groupe consultatif commun

L'ITC a tenu la 55ème session du GCC dans un format hybride au bureau des Nations Unies à Genève le 2 novembre 2021. Les membres ont discuté du rapport annuel 2020, du projet de Plan stratégique 2022 - 2025 de l'ITC et du rapport de synthèse de l'évaluation annuelle de l'ITC 2021.

Xiangchen Zhang, Directeur général adjoint de l'OMC, a fait l'éloge de la gamme de services de l'ITC et a souligné plusieurs domaines de coopération entre l'ITC et l'OMC, notamment en fournissant des renseignements essentiels aux MPME par le biais du Global Trade Helpdesk, du système d'alerte ePing, du facilitateur de règles d'origine et du portail sur le coton



## Plan stratégique 2022 - 2025 de l'ITC :

### Un processus de développement stratégique inclusif

L'ITC a lancé son nouveau plan stratégique, *Building inclusive, sustainable and prosperous economies* (*Construire des économies inclusives, durables et prospères*), en 2021. Le Plan stratégique 2022 - 2025 définit une vision et une feuille de route pour le travail de l'organisation. Le plan a été élaboré en étroite collaboration avec les parties prenantes.

Dans le cadre d'un processus inclusif de développement de la stratégie, qui s'est déroulé de mars à novembre 2021, l'ITC s'est appuyé sur les contributions de ses employés, des États membres, de ses partenaires, de ses clients et de la communauté élargie du commerce et du développement. Le projet de stratégie a ensuite été affiné au fur et à mesure que les parties prenantes fournissaient des commentaires et des recommandations, après une large diffusion d'un document consultatif détaillé en juillet, un projet initial présenté au GCC en novembre et un projet plus avancé au CCITF en décembre. En présentant le nouveau Plan stratégique, Mme Coke-Hamilton a encouragé une action commune pour mettre en place la vision de l'ITC.





1. 55e session du groupe consultatif commun, 2 novembre 2021, Genève 2. S.E. Paul Bekkers, président du groupe consultatif commun 2021, Genève  
3. Comité consultatif du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC 4. Déjeuner au niveau des ambassadeurs « Amis de l'ITC » le 2 novembre 2021, Genève

Au nom de la Secrétaire générale adjointe, Isabelle Durant, Pedro Moreno, Directeur au Bureau du Secrétaire général de la CNUCED, a mentionné, parmi les principaux domaines de collaboration, le soutien apporté à la présidence italienne du G20 pour l'élaboration d'une boîte à outils non contraignante pour les politiques relatives aux MPME, la création de 17 portails de facilitation des échanges, la publication commune des profils tarifaires mondiaux et la collaboration sur l'outil d'auto-évaluation BioTrade.

Pamela Coke-Hamilton, Directrice exécutive de l'ITC, a pris note des préoccupations concernant l'impact de la pandémie sur les MPME, les femmes, les jeunes et les communautés vulnérables. Mme Coke-Hamilton a assuré que l'ITC relèverait le défi en restant innovant, réactif et engagé sur le terrain.

### Comité consultatif du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

Deux réunions ordinaires du Comité consultatif du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC ont eu lieu en ligne les 24 juin et 8 décembre 2021. Les réunions ont donné aux membres du CCITF l'occasion de façonner la finalisation du Plan stratégique 2022 - 2025 et de discuter de divers domaines de travail de l'ITC : le programme One Trade Africa, Trade Briefs (bulletins du commerce) et le Portail de données ouvertes, entre autres. En outre, une session informelle du CCITF s'est tenue le 8 avril 2021 pour discuter de la planification annuelle de l'ITC telle que détaillée dans le Plan opérationnel 2021.

L'ITC rapporte les activités et les données relatives aux projets dans la base de données de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide : <https://iatistandard.org>

Le **ITC Open Data Portal** (Portail de données ouvertes de l'ITC) est accessible à l'adresse suivante : <https://open.intracen.org>



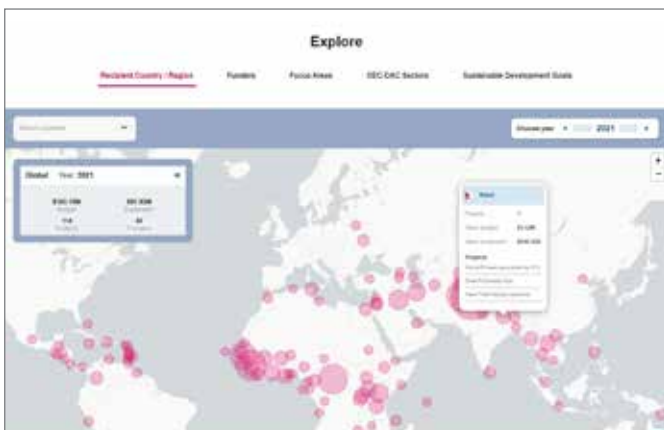
## Évaluation et performance

Pour toutes les interventions de l'ITC, l'évaluation est un instrument crucial pour soutenir l'apprentissage organisationnel et le développement des connaissances, et pour rendre compte des résultats escomptés. Les évaluations éclairent les décisions de l'ITC en matière de gestion des politiques, des programmes et des projets. L'Unité d'évaluation indépendante (IEU) est la gardienne de la fonction d'évaluation de l'ITC. L'IEU gère directement les évaluations et les examens et fournit des services consultatifs sur les questions d'évaluation au sein de l'organisation.

Au total, 21 évaluations et examens et 26 rapports de fin de projet ont été réalisés en 2021. Sur les 21 évaluations, l'IEU a lancé ou conclu 12 évaluations et examens indépendants. Les directeurs de projet ont géré trois auto-évaluations et les financeurs en ont géré six. Le graphique présente les résumés des évaluations et des examens effectués en 2021.

L'unité d'évaluation de l'ITC a soutenu activement les travaux du Groupe d'évaluation des Nations Unies, en contribuant au groupe de travail sur le genre, le handicap et les droits de l'homme et au groupe de travail sur l'éthique. L'unité a également contribué à l'établissement de rapports institutionnels sur la participation de l'ITC au Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et sur la mise en œuvre de la Stratégie des Nations Unies pour l'intégration des personnes handicapées.

En outre, l'IEU a participé à deux évaluations du Bureau des services de contrôle interne. En tant que point focal pour le Corps commun d'inspection (CCI), elle a en outre contribué à l'achèvement de quatre rapports du CCI et a facilité la participation de l'ITC à deux examens supplémentaires du CCI.

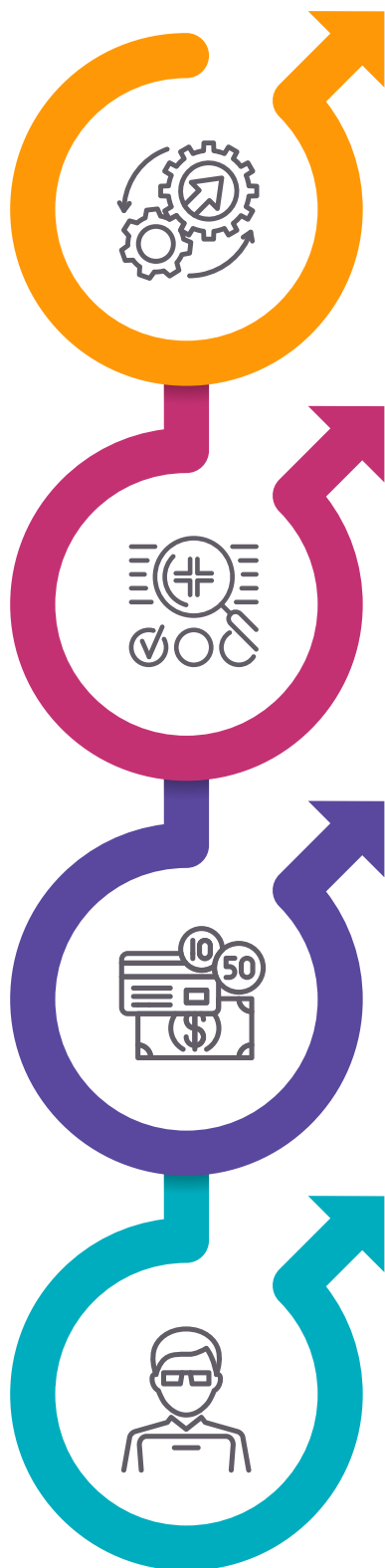


Portail de données ouvertes de l'ITC



Présentation du portail de données ouvertes au GCC 2021

## Résumé des évaluations et des examens de 2021



### Rapport de synthèse annuel des évaluations de l'ITC

Le Rapport de synthèse annuel des évaluations d'ITC a évalué l'efficacité du Plan stratégique 2018 - 2021 de l'ITC en tant qu'outil d'amélioration des performances de l'organisation. Le rapport a conclu que le plan stratégique était un outil efficace qui donnait à l'organisation un cadre de fonctionnement directionnel mais flexible.

Dans le même temps, il a souligné qu'à l'avenir, la mise en œuvre de la stratégie nécessite un cadre adéquat pour faire le lien entre les objectifs institutionnels de haut niveau à moyen et long terme et les objectifs opérationnels annuels. Les conclusions du rapport ont servi de base à la conception du Plan stratégique 2022 - 2025 de l'ITC, lancé fin 2021.

### Évaluation des performances de l'ITC en matière d'information sur le commerce et les marchés

L'IEU a évalué la suite d'outils d'analyse de marché fournis par le programme Transparence des échanges commerciaux de l'ITC. L'évaluation a révélé que les outils sont largement reconnus comme fournissant des informations de haute qualité, actualisées et complètes sur le commerce et le marché.

L'évaluation a toutefois noté que les avantages comparatifs traditionnels de l'ITC dans ce domaine ont atteint un sommet, car les besoins des utilisateurs subissent des changements majeurs. Elle a constaté que l'ITC avait déjà partiellement répondu à cette demande, mais d'autres actions et améliorations restent nécessaires.

### Examens relatifs à la gestion axée sur les résultats

En 2019, l'unité d'évaluation de l'ITC a lancé une série d'examens sur les questions liées à la gestion axée sur les résultats, afin de combler les lacunes dans ce domaine. Dans le cadre de cette série, les examens suivants ont été finalisés en 2021 : (i) les systèmes de suivi et d'évaluation dans le portefeuille des nouveaux grands projets de l'UE, (ii) le projet INTEGRA en Guinée, (iii) les moyens de vérification des résultats / comment les projets de l'ITC mesurent le changement et (iv) la capacité de suivi et d'évaluation de l'ITC.

Pour compléter cette série d'examens, une évaluation de développement a été lancée en 2021 pour aider trois grands projets dans leur phase de démarrage à améliorer leurs systèmes de suivi et d'évaluation.

### Examens relatifs à la durabilité

L'unité d'évaluation de l'ITC a développé une approche pour évaluer la durabilité des projets trois à quatre ans après leur achèvement. Après avoir testé l'approche en 2020, deux examens supplémentaires ont été réalisés en 2021. L'un d'eux a évalué un projet visant à améliorer la compétitivité des mangues sénégalaises. L'autre portait sur un projet d'intégration des chaînes de valeur horticoles dans le secteur du tourisme en Tanzanie.

Ces deux projets et examens ont été réalisés en collaboration avec le Cadre intégré renforcé. La mise en œuvre des examens a reçu un soutien considérable de la part des ministères du Commerce des pays respectifs, ce qui a contribué à renforcer les capacités d'évaluation nationales.



# Gestion des risques

Des pratiques saines de gestion des risques à tous les niveaux de l'organisation sont essentielles pour une gestion crédible des ressources confiées à l'ITC. L'ITC applique un cadre de gestion des risques pour identifier, évaluer, atténuer, surveiller et communiquer les risques qui menacent ses objectifs. Ce cadre comprend les structures, les processus et les dispositions de gouvernance qui permettent une gestion efficace des risques et renforcent la responsabilité de l'ITC.

La pandémie de COVID-19 ayant persisté jusqu'en 2021, l'ITC a utilisé les enseignements tirés en 2020 pour étayer ses réponses aux risques. Opérer pendant la pandémie a souvent nécessité un changement d'orientation, des objectifs à long terme aux priorités qui augmentent la probabilité de survie des MPME dans des circonstances défavorables. L'ITC s'est également attaché à consolider les pratiques de communication sur les risques. Cela s'est traduit par des mises à jour substantielles des registres de risques et par une alerte rapide sur les risques nouveaux ou émergents.

En 2021, l'ITC s'est efforcé de promouvoir une culture de gestion des risques et d'améliorer le cadre de gestion des risques dans trois domaines :

- Renforcement de la connaissance des risques parmi les employés de l'ITC
- Amélioration de l'évaluation des risques aggravés
- Pratiques flexibles de gestion des risques dans les projets

## Renforcement de la connaissance des risques parmi les employés de l'ITC

Dans un environnement opérationnel complexe comme celui de l'ITC, la gestion des risques et l'évaluation des risques en particulier, nécessite une approche structurée. C'est pourquoi l'ITC a intégré des cours sur les risques dans son programme de formation obligatoire. L'un des principaux thèmes des cours, basé sur les leçons apprises

et le retour d'information de l'année précédente, était la sensibilisation à la nécessité d'être inclusif dans les évaluations des risques.

Les évaluations inclusives garantissent que les différentes perspectives sur les probabilités et les impacts des risques sont prises en compte de manière égale. En présentant des exemples concrets d'atténuation des risques dans le cadre de projets, la formation a montré que l'analyse multi-perspective des risques augmente la qualité et l'efficacité des réponses aux risques.

## Amélioration de l'évaluation des risques aggravés

Les risques dits « rouges », définis comme ceux qui ont une forte probabilité ou un impact possible sur les objectifs de l'ITC, sont aggravés car leur atténuation nécessite une contribution à un niveau organisationnel supérieur.

En 2021, de nombreux risques ont été déclenchés par les conditions pandémiques ou post-pandémiques dans les pays de programmation ainsi que par les risques de sécurité dans les pays d'opération. Un groupe de gestion de crise a été formé sous la direction du Directeur exécutif adjoint de l'ITC pour permettre des décisions rapides de la part de la direction, avec des contributions des parties concernées dans l'ensemble de l'ITC.

## Pratiques flexibles de gestion des risques dans les projets

Pour de nombreuses MPME, anticiper les risques et prendre des risques calculés était une question de survie en 2021. Avec les plans d'urgence COVID-19, l'ITC s'est concentré sur les mesures d'atténuation immédiates pour ses clients. Ces mesures visaient notamment à soutenir la viabilité des MPME, par exemple en remédiant aux problèmes de liquidités ou en aidant à adapter les modèles d'entreprise dans un environnement en mutation.



# Gestion des ressources humaines

En 2021, l'ITC a connu des vagues de réouvertures partielles et de fermetures en raison de la pandémie. Par conséquent, les ressources humaines (RH) ont dû s'adapter en permanence et évoluer pour garantir un soutien efficace aux clients, le bien-être des employés et une communication continue pour une performance organisationnelle optimale. Ce faisant, les RH ont élaboré une stratégie en se concentrant sur deux domaines principaux :

- Partage des connaissances et développement d'outils technologiques
- Renforcement de la culture organisationnelle de responsabilisation et de soutien de carrière

## Partage des connaissances et outils technologiques

En 2021, les RH ont lancé la série HR Talks avec trois objectifs principaux : (i) partager des informations sur les politiques et les sujets de RH, (ii) fournir un soutien et un développement de carrière, et (iii) promouvoir la diversité et l'inclusion. Parmi les sujets abordés, citons la mobilité et les options de carrière, la santé mentale et le bien-être, la rédaction de demandes d'emploi, LGBTQI+, la stratégie des personnes, les entretiens basés sur les compétences et la discrimination sur le lieu de travail. La série a fourni un forum ouvert, sécurisé et informel pour la discussion et l'engagement.

En outre, plusieurs séances d'information sur les ressources humaines dans des domaines plus techniques (tels que l'allocation pour personnes à charge et les droits à l'allocation d'éducation) ont été organisées pour guider le personnel sur les soumissions annuelles obligatoires et partager les informations pertinentes pour une soumission et un traitement en temps voulu.

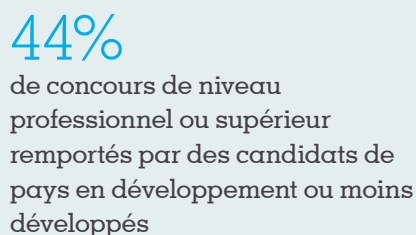
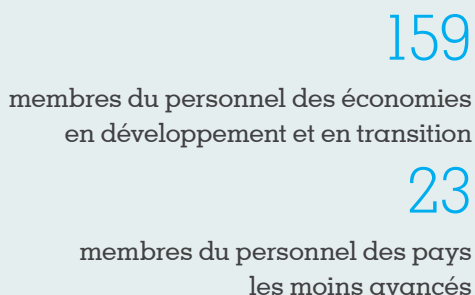
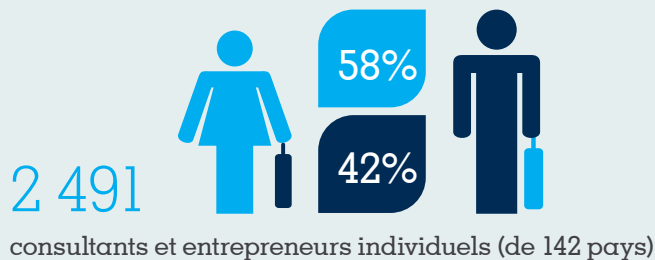
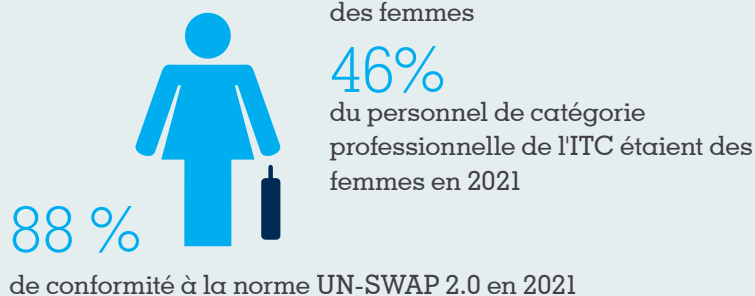
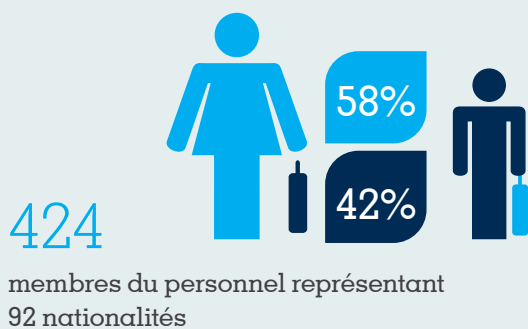
Les RH ont investi dans divers outils technologiques pour permettre un accès facile à l'information afin de contrôler et de garantir le respect des priorités organisationnelles clés. Un tableau de bord de la gestion des performances a été créé pour permettre l'accès aux informations sur les taux d'achèvement de la gestion des performances afin d'aider les directeurs à garantir l'achèvement complet. De même, la politique relative aux formations obligatoires pour différents groupes d'employés a été révisée afin de simplifier le langage et de moderniser le cadre. Un tableau de bord a également été créé pour permettre aux responsables de contrôler la conformité aux politiques.

Les RH ont également lancé des tutoriels vidéo comme outils d'apprentissage faciles d'accès et efficaces sur les processus administratifs couramment utilisés. Les tutoriels comprenaient des vidéos d'introduction afin que les nouveaux employés puissent s'informer directement à partir des cadres supérieurs et chefs de division et de section et découvrir le travail de l'organisation. Les vidéos ont été intégrées dans le nouveau programme d'initiation en ligne, qui offre une plateforme complète pour accueillir les nouveaux membres du personnel de l'ITC.



Tutoriels vidéo RH sur les processus fondamentaux de ITC

## Les ressources humaines de l'IITC en chiffres



## Responsabilité organisationnelle et soutien de carrière

Des systèmes fiables de gestion des performances rendent les employés plus engagés et contribuent à instaurer une culture de la responsabilité. Une approche multidimensionnelle visant à renforcer la gestion des performances à l'IITC a été introduite pour avoir un impact positif sur la culture et le comportement organisationnels, notamment le retour d'information comme partie intégrante de l'éthique de l'organisation.

Une formation juste à temps a été introduite à chaque étape du cycle de gestion des performances afin d'enseigner comment développer des objectifs SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, pertinents et temporels) pour le plan de travail, organiser des examens à mi-parcours et donner et recevoir efficacement un retour d'information lors de l'évaluation de fin de cycle. Une formation d'« encadrement des directeurs » a été proposée dans le cadre de cette approche.

Les ressources humaines ont coordonné d'autres initiatives pour soutenir le développement de carrière et renforcer la responsabilisation. Le développement de carrière a été intégré dans la série de conférences sur les RH ainsi que dans les services de conseil en RH. Des consultations individuelles sur la planification de la carrière, l'examen des candidatures et les simulations d'entrevues ont été organisées. L'IITC a participé au programme pilote d'encadrement ligne du Secrétariat des Nations Unies, élargissant ainsi considérablement le paysage des réseaux pour le personnel de l'IITC.

En outre, les RH ont proposé une formation sur le travail en réseau et les partenariats et ont coordonné avec le bureau du médiateur des Nations Unies une formation sur la civilité communautaire, la communication et la résolution des conflits.

Enfin, le programme pilote de stages à distance de l'IITC a été institutionnalisé pour permettre un accès continu aux opportunités pour les stagiaires originaires des PMA, des petits États insulaires en développement, des pays en situation de post-conflit et des pays en développement. Depuis le début du programme, 57 stagiaires en ont bénéficié.



# Égalité des sexes, diversité et inclusion

Tout au long de l'année 2021, l'ITC a continué à promouvoir une culture organisationnelle fondée sur la garantie d'un environnement de travail sécurisé, inclusif et favorable pour tous. L'Unité de l'égalité des sexes, ainsi que le Groupe diversité et inclusion, ont accéléré les progrès et renforcé les capacités organisationnelles en vue de concrétiser cette vision. Leur travail reflète l'engagement de l'ITC à promouvoir l'égalité des sexes, la diversité et l'inclusion et à reconnaître la nature intersectionnelle de l'inégalité.

## Groupe diversité et inclusion

En 2021, l'ITC a formalisé le rôle et le mandat du Groupe diversité et inclusion en tant qu'organe de défense interne en élaborant des termes de référence. Composé des points focaux genre, LGBTQI+, handicap et accessibilité, et diversité raciale et géographique, ainsi que du chef des projets spéciaux et du personnel de soutien de l'Unité de l'égalité des sexes, le groupe a mené des initiatives visant à renforcer les capacités institutionnelles et la sensibilisation autour des thèmes de l'égalité des sexes, de la diversité et de l'inclusion.

Les principales activités comprenaient, entre autres :

- des communications à tous les employés autour des dates internationales pour la diversité et l'inclusion ;
- des séances de dialogue sur le féminisme et l'alliance des hommes pour l'égalité des sexes ;
- une table ronde avec plus de 100 employés de l'ITC sur le thème de la lutte contre le racisme sur le lieu de travail ;
- des activités autour de la Journée mondiale de la santé mentale et du Mois de l'histoire des Noirs ;
- une projection de film pour la Journée internationale contre l'homophobie, la biphobie et la transphobie.

Le groupe a également continué à développer sa page intranet dédiée, qui sert de point unique pour les informations et les ressources liées au genre, à la diversité et à l'inclusion.

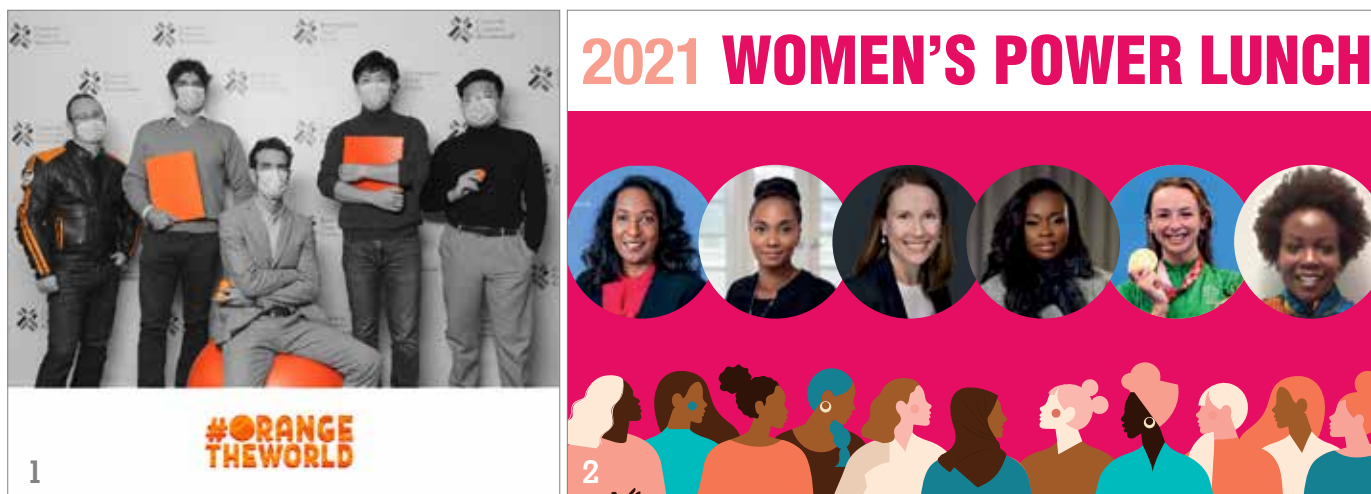
« *J'aurais aimé être plus honnête sur la façon dont le racisme m'a affecté sur le lieu de travail. Je pense que j'ai été élevé pour faire comme si ça n'avait pas d'importance pour moi et juste rebondir.* »

Lutter contre le racisme  
sur le lieu de travail événement ITC, juin 2021

## Commémoration du Mois de l'histoire des Noirs

Pour la toute première commémoration du Mois de l'histoire des Noirs à l'ITC, le Groupe diversité et inclusion a organisé trois sessions différentes pour que les collègues puissent partager, apprendre et célébrer sur le thème officiel Proud to Be (Fier d'être).

Les sessions ont offert un espace pour honorer des personnalités noires inspirantes et réfléchir sur les privilèges personnels. Elles ont également souligné la nature intersectionnelle de la discrimination par le biais d'une approche gamifiée et se sont terminées par une « jam » musicale autour de chansons reprenant les thèmes centraux de l'histoire des Noirs et du mouvement mondial des droits civiques.



1. Image de la contribution de l'ITC à la campagne Orange the World d'ONU Femmes 2. Participants au « Women's Power Lunch » de 2021

## Programme d'encadrement des femmes

Le programme d'encadrement des femmes reste au centre des efforts de l'ITC pour renforcer la culture organisationnelle et faire progresser la parité entre les sexes. Lors de sa troisième itération en 2021, le programme a considérablement élargi son champ d'action, faisant passer le nombre de participants de 120 à 176. L'Organisation mondiale de la santé s'est jointe en tant que nouvelle organisation partenaire, aux côtés des partenaires de 2020, l'Organisation des femmes dans le commerce international, le Centre de politique de sécurité de Genève et l'ONUSIDA.

En plus de l'équipe d'encadrement de l'ITC et des encadrementeurs des organisations partenaires, un groupe d'encadrement externes particulièrement engagés en faveur de la parité des sexes, de la diversité et de l'inclusion appelés « fortifiers » a été inclus. Au-delà de l'encadrement individuel, l'équipe a proposé 11 sessions de formation sur six thèmes en collaboration avec ses partenaires. Ces sujets portaient sur diverses questions liées au développement de carrière personnelle et professionnelle. L'équipe d'encadrement a encouragé l'atteinte de défis mensuels liés à l'inclusion pour tous les participants. Ils ont été disséminés à travers l'ITC via un site dédié sur l'intranet.

## Engager les hommes pour l'égalité des sexes

Pour faire avancer la parité hommes-femmes, l'ITC a introduit un projet pilote MenEngage dans le cadre de son programme d'encadrement 2021, afin de créer un espace permettant aux collègues masculins d'examiner et de réfléchir aux normes sociales relatives à la masculinité qui perpétuent le manque d'égalité entre les sexes sur le lieu de travail. Le projet pilote partait du principe que l'égalité des sexes, en tant qu'objectif final, est la responsabilité de tous et que les hommes jouent un rôle actif dans la réalisation de cet objectif.

Sous la direction d'experts, un groupe de 11 hommes encadrés a suivi des sessions de formation pour réfléchir, partager et apprendre sur leur parcours pour devenir des ambassadeurs masculins du genre. À la fin du programme, les membres du groupe ont élaboré une campagne de soutien au mouvement OrangeTheWorld : 16 jours d'activisme contre la violence sexiste.

## Tableaux de bord sur la parité hommes-femmes

En étroite collaboration avec les RH, l'Unité de l'égalité des sexes a continué à automatiser ses fiches d'évaluation de la parité entre les sexes et ses tableaux de bord sur la parité entre les sexes afin de permettre un suivi simplifié et actualisé des progrès de l'organisation vers les objectifs de parité entre les sexes. Les tableaux de bord, reconnus comme une meilleure pratique par ONU Femmes en 2021, montrent les données sur la parité de l'ITC au fil du temps et permettent aux responsables du recrutement de simuler l'impact de leurs décisions de recrutement sur la parité organisationnelle. Pour sensibiliser l'ensemble de l'ITC et garantir une transparence maximale, ils sont accessibles à tous les employés via la page intranet consacrée à l'égalité des sexes, la diversité et l'inclusion.

## Reconnaissance et récompenses

Tant en interne qu'en externe, les initiatives institutionnelles de l'ITC en matière d'égalité des sexes, de diversité et d'inclusion ont été largement reconnues. Au-delà des tableaux de bord sur la parité entre les sexes, au niveau du système des Nations Unies, le programme MenEngage a été présenté comme une meilleure pratique et sélectionné pour être adopté à l'échelle du système lors de la réunion annuelle du réseau UN-SWAP en 2021.

L'Unité de l'égalité des sexes et le Groupe diversité et inclusion ont continué à partager leurs travaux et leurs meilleures pratiques avec d'autres agences et organisations, notamment l'OMC et l'Organisation internationale du travail. Lors de la remise annuelle des prix des Héros de l'innovation, le système interne de reconnaissance entre pairs de l'ITC, l'Unité de l'égalité des sexes et le Groupe diversité et inclusion ont reçu quatre prix, dont le prix People's Choice.

## Women's Power Lunch

Sous la direction d'un groupe de travail transversal, l'ITC a introduit une nouvelle série d'événements intitulée « Women's Power Lunch ». Le déjeuner offre un cadre sécurisé et informel aux femmes employées en début ou en milieu de carrière pour échanger avec des femmes dirigeantes inspirantes sur des questions spécifiques aux femmes sur le lieu de travail. Parmi les intervenants figurent la directrice exécutive de l'ITC, Pamela Coke-Hamilton, l'athlète paralympique Ellen Keane et la directrice générale / rédactrice en chef du *Glitz Africa Magazine*, Claudia Lumor.





# Partnerships4Purpose

Afin de garantir un impact plus important, de répondre aux demandes et aux besoins des clients et d'agir véritablement de manière intégrée en faveur des ODD, l'IITC a investi dans les partenaires existants, exploré les futurs partenariats des secteurs public et privé pouvant générer un bénéfice mutuel et élaboré une approche institutionnelle plus claire pour mieux suivre et évaluer la manière dont ces partenariats produisent des résultats par rapport au Plan stratégique 2022 - 2025.

Les partenariats axés sur l'impact sont essentiels pour la dernière décennie de la réalisation des ODD. En 2021, l'IITC a compris que l'exécution de son mandat dans un environnement difficile d'aide au commerce devait reposer sur des partenariats. Des efforts ont été faits pour étendre notre portée et mieux nous identifier :

- Des membres clés de la famille des Nations Unies contribuant à la réalisation des ODD ;
- Des acteurs du secteur privé qui s'alignent sur la vision de l'IITC ;
- Des fondations où il est possible d'exploiter leurs priorités de financement ;
- Des acteurs régionaux et nationaux en tant que partenaires de mise en œuvre du travail de l'IITC sur le terrain ;
- Des institutions universitaires coopérant pour la défense des intérêts, de la recherche et de la collecte de données ; et
- Des partenaires multilatéraux essentiels, notamment des fonds verticaux.

## Le partenariat NOVICA permet aux artisans d'Amérique centrale d'accéder aux marchés mondiaux

De nombreux entrepreneurs n'étaient pas prêts à vendre en ligne lorsque la pandémie de COVID-19 est apparue en 2020. La crise mondiale a fortement numérisé le marché international de la consommation, affectant d'innombrables artisans des pays en développement qui n'ont qu'un accès limité à une connexion internet stable, à la technologie ou au soutien au commerce en ligne.

Grâce à son travail avec les artisans d'Amérique centrale, l'IITC s'est rendu compte que de nombreuses petites entreprises n'avaient pas les compétences ou les ressources nécessaires pour gérer une boutique numérique. En combinant le travail de base de l'IITC sur les MPME avec la formation et le soutien axés sur les produits offerts par NOVICA, la plus grande place de marché en ligne du monde pour les articles artisanaux, le partenariat a permis aux fabricants de produits uniques et durables de gagner décemment leur vie pour soutenir leurs familles et leurs communautés.

Grâce à une approche de partenariat inclusif, le marché a inclus une page dédiée aux artisans participant aux projets de l'IITC, grâce à laquelle 10 % des ventes sont investies dans le soutien de ces artisans. NOVICA a également accordé à ces entreprises un accès préférentiel à son programme de microcrédit. Cette initiative innovante, rendue possible grâce à une forte collaboration, a permis à l'IITC de soutenir des centaines d'entreprises en Amérique centrale.

<https://intracen.org/news-and-events/news/novica-brings-artisans-from-developing-countries-to-global-markets>

## Nouvelle stratégie d'engagement des partenaires

Le travail a commencé en 2021 sur une nouvelle stratégie d'engagement de partenariat interne pour l'ITC. Les consultations autour de la stratégie d'engagement ont été lancées par le biais d'une nouvelle **communauté de connaissances Partnerships4Purpose**.

Des représentants de chaque division et des équipes de projet concernées ont été inclus dans la communauté afin d'aider les collègues de l'ITC à établir des partenariats plus efficaces par le biais de :

- conseils sur les meilleures pratiques en matière de développement, de finalisation et de suivi des partenariats ;
- processus internes, notamment juridiques, financiers et de communication, adaptés à l'objectif poursuivi ;
- une meilleure culture de la transparence interne autour de l'établissement de partenariats et une meilleure centralisation des informations sur les partenariats dans un endroit accessible ;
- la diversification de la mobilisation des ressources et une orientation stratégique dans le choix des partenaires
- une meilleure communication des résultats et des impacts des partenariats de l'ITC.

## Coup de projecteur régional sur des partenariats clés en 2021



### ● Afrique

- L'ITC s'est associé au Comité consultatif international du coton pour augmenter les rendements en Zambie.
- United Kingdom Trade Partnerships Cameroon et Penja Pepper Association ont soutenu conjointement des initiatives d'amélioration de la productivité et de la qualité pour les producteurs membres.
- L'ITC s'est associé à l'Alliance des jeunes pour le leadership et le développement pour le concours créatif des jeunes de la ZLECAf afin de les sensibiliser à la ZLECAf.

### ● Asie-Pacifique

- Avec le Fonds d'équipement des Nations Unies, l'ITC a travaillé à la cartographie des caractéristiques de l'écosystème de l'entrepreneuriat dans plusieurs pays du Pacifique.
- L'ITC et IdeaSpace ont lancé conjointement le programme Ye ! Boost Accelerator pour les entreprises dirigées par des jeunes aux Philippines.
- L'ITC a collaboré avec le groupe Alibaba pour lancer l'Accélérateur mondial du commerce numérique pour les MPME des pays en développement afin d'aider les MPME à explorer les possibilités de commerce en ligne dans le monde entier.
- En partenariat avec Pakistan Poverty Alleviation Fund, l'ITC a amélioré l'accessibilité financière des MPME rurales.

### ● Europe de l'Est et Asie centrale

- Avec l'Union pour le développement du secteur privé au Tadjikistan, l'ITC a organisé des tables rondes et amélioré les liens entre les établissements d'enseignement et le secteur du textile et de l'habillement.
- L'ITC et l'Association ukrainienne des baies ont élaboré un guide de l'exportateur pour réussir les exportations de baies vers l'UE.
- L'ITC, en collaboration avec la CNUCED, a élaboré un cadre réglementaire complet pour le commerce en ligne au Kazakhstan.

### ● Amérique latine et Caraïbes

- En Colombie, l'ITC s'est associé à l'Instituto Colombiano Agropecuario pour aider les producteurs de citron vert dans les zones post-conflit à certifier leurs exploitations pour l'exportation.
- L'ITC, en partenariat avec Caribbean Export, a formé des agriculteurs, des petites entreprises agricoles et des OSE pour renforcer les capacités des MPME.

### ● Moyen-Orient et Afrique du Nord

- L'ITC a collaboré avec la Société islamique de financement du commerce et la Banque mondiale pour soutenir les femmes entrepreneurs de la région, notamment en Égypte, au Liban, au Maroc et en Tunisie.
- En partenariat avec Qatar Development Bank, et en collaboration avec HEC Paris au Qatar, l'ITC a développé le programme d'accélération des exportations pour les entreprises qataries.
- L'ITC s'est associé à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour rendre l'agrobusiness palestinien plus compétitif en suivant une approche de développement de la chaîne de valeur intégrée.

### ● Mondial

- L'ITC s'est associé à la Fondation UEFA pour mettre en œuvre des initiatives sport4dev pour les jeunes dans plusieurs pays d'Afrique et du Moyen-Orient.
- Avec Facebook, l'ITC a organisé le festival Good Ideas qui comprenait une discussion en direct entre le directeur exécutif de l'ITC et le directeur du marketing mondial des petites entreprises de Facebook.
- L'ITC a conclu des mémorandums d'accord institutionnels avec le Secrétariat du Commonwealth, en mettant l'accent sur les petits États, et avec le Programme des Nations Unies pour le développement, en vue de soutenir la ZLECAf.

# Innovation Lab

## Innovation Lab

Innovation Lab (le Labo) encourage l'innovation dans la fourniture d'assistance technique liée au commerce et favorise une culture de collaboration et d'expérimentation au sein de l'ITC. Il vise à mieux équiper l'organisation pour qu'elle puisse s'adapter en permanence et créer de nouvelles approches pour répondre aux changements dans le paysage du développement du commerce. Le Labo est une plateforme permettant d'imaginer, de co-créer et de piloter des initiatives et des concepts innovants, et de faciliter le changement au sein de l'organisation.

« Les sessions ' Retour vers le futur ' sont des occasions clés pour renforcer les liens entre les anciens et les actuels membres du personnel. J'ai trouvé ces sessions extrêmement utiles car, elles permettent aux anciens membres du personnel de partager leur longue expérience, sous la forme de ' leçons apprises ', et d'éviter que le personnel actuel ne commette des erreurs ' éprouvées ' dans sa planification et son exécution. Ces sessions doivent absolument être poursuivies. »

Alain Chevalier, ancien membre du personnel de l'ITC, sur les sessions de Retour vers le futur créées en 2021

## Résultats d'Innovation Lab 2021

### Sensibilisation accrue à l'innovation

Plus de 800 participants aux événements d'Innovation Lab



### Création de partenariats

4 nouveaux engagements avec des partenaires externes : EPFL, UNFPA, UNAIDS, WTO

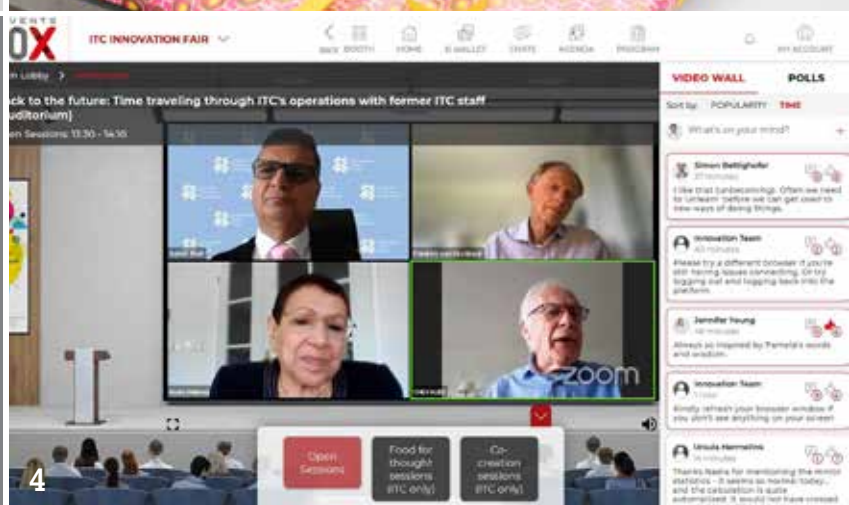
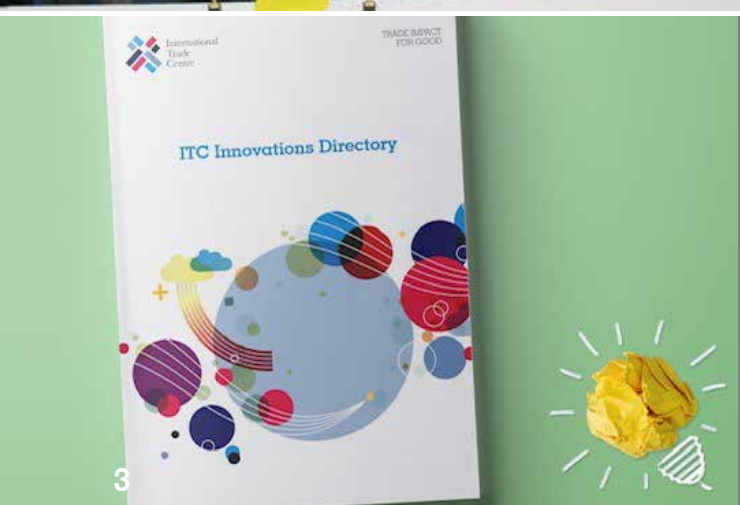
### Capacité accrue en matière d'innovation

Plus de 90 participants aux activités de renforcement des capacités d'Innovation Lab



### Projet d'innovation

9 nouvelles composantes de projet intégrées aux initiatives de l'ITC grâce à Innovation Lab



1. Prix des héros de l'innovation 2. Prix de l'innovation 3. Répertoire des innovations de IITC 4. Session hybride « Retour vers le futur » avec d'anciens membres du personnel de IITC

## Projecteur sur des nouvelles activités en 2021

### Salon de l'innovation



36 innovations de toutes les divisions de l'ITC ont été présentées à la toute première version virtuelle du Salon de l'innovation de l'ITC. L'événement a été suivi par 229 participants, dont 77 étaient des invités externes.

### ITC Shares



L'objectif d'ITC Shares (ITC partage) est de créer un espace virtuel où les collègues de terrain peuvent partager des expériences utiles sur des sujets pertinents pour l'ITC. En 2021, cela incluait la résilience et la connectivité.

### Répertoire des innovations



Un répertoire des 36 innovations mises en avant lors du Salon de l'innovation 2021 a été créé. Il s'agit d'une compilation en direct, qui permet d'inclure les innovations futures.



# Communication et sensibilisation

## Faits saillants 2021

### Mars

Pour la Journée internationale de la femme, une campagne sur les médias sociaux axée sur les solutions de redressement des petites entreprises, avec une série de partenaires du monde entier. Pour célébrer cette journée, l'ITC a également co-organisé deux événements majeurs : Nouvelle norme ISO sur l'entrepreneuriat féminin, en partenariat avec l'Organisation internationale de normalisation et l'Institut suédois de normalisation ; et Women in Tourism, Building Back Better, un panel virtuel explorant le soutien aux femmes dans le tourisme durable, en partenariat avec ITB Berlin, le plus grand salon mondial du voyage. L'ITC a également coorganisé un événement parallèle à la Commission des Nations Unies sur le statut des femmes avec pour thème, l'autonomisation économique des femmes : Bonnes pratiques de réponse et de relance COVID-19, avec la Mission permanente du Bangladesh auprès de l'ONU.

### Avril

Le magazine Forum du commerce de l'ITC a lancé son premier format entièrement numérique, qui portait sur la résilience des petites entreprises dans le contexte des conséquences économiques de la COVID-19 et d'un futur monde post-pandémique.

### Mai

L'ITC a coorganisé, avec la CNUCED et la Mission permanente des Pays-Bas auprès de l'ONU, un événement mettant en lumière les entrepreneurs numériques africains qui ouvrent la voie à la reprise post-COVID-19 et à l'accélération des ODD lors du 7<sup>e</sup> Forum annuel multipartite sur la science, la technologie et l'innovation pour les ODD.

### Juin

Les commémorations de la Journée internationale des MPME comprenaient un fireside chat (discussion informelle) : Soutenir la reprise des petites entreprises, en partenariat avec Facebook, et un événement sur le thème : Les MPME, clés pour une relance inclusive et durable, avec des entrepreneurs d'Argentine, du Ghana, d'Indonésie, du Kenya et du Sénégal, organisé par l'ITC en partenariat avec la Mission permanente de l'Argentine auprès des Nations Unies, le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, le Conseil international des petites entreprises, la CNUCED et l'ONUDI.

L'ITC a également co-organisé le concours Digital Champions for Small Business (ambassadeurs du numérique pour les petites entreprises) avec le Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME et la Chambre de commerce internationale. L'initiative a été officiellement lancée à l'occasion de la Journée des PME. Enfin, les communications de l'ITC ont publié Stories from Entrepreneurs (Parcours d'entrepreneurs), une campagne présentant des narratifs du monde entier sur la résilience.

### Septembre

Les communications et événements de l'ITC ont contribué à l'exposition de photos MultilateralismMatters qui s'est tenue sur la rive du lac de Genève en coopération avec la Délégation de l'UE auprès des Nations Unies à Genève. Ils ont également contribué de manière notable au Forum sur le commerce pour le développement durable et au Forum public de l'OMC.

Au cours de l'année, l'action de l'ITC sur les médias sociaux a été remarquée par Twiplomacy, une plateforme mondiale pour la diplomatie numérique, où ITCnews s'est classé 34<sup>e</sup> parmi les principales organisations internationales influençant le débat mondial.

## Chiffres clés 2021

(comparés à 2020)

16 500

mentions dans les médias  
(36 % d'augmentation par rapport à 2020)



Nombre d'abonnés aux médias sociaux (augmentation par rapport à 2020)



Facebook 16 %

Twitter 32 %

LinkedIn 36 %



12 272 116

vues de vidéos  
(1130% d'augmentation par rapport à 2020)

4,64 millions

de visiteurs du site web de l'ITC  
(1,75% d'augmentation par rapport à 2020)



2,63 millions

sessions d'utilisateurs  
(7,4% d'augmentation par rapport à 2020)



42 701

téléchargements de publications

## Le top 10 des téléchargements en 2021

1. *The Coffee Guide*, 4<sup>th</sup> ed. (2021)
2. *SME Competitiveness Outlook: COVID-19: The Great Lockdown and its Effects of Small Business* (2020)
3. *The Coffee Exporter's Guide*, 3<sup>rd</sup> ed. (2011)
4. *SME Competitiveness Outlook 2021: Empowering the Green Recovery* (2021)
5. *Model Contracts for Small Firms* (2011)
6. *Commercial Diplomacy in Changing Times – e-publication* (2020)
7. *The State of Sustainable Markets* (2020)
8. *Mapping e-Marketplaces in Africa* (2020)
9. *Youth Employment and Entrepreneurship: Understanding the African Continental Free Trade Area* (2021)

\* La liste reflète les téléchargements effectués entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2021.

## Publications de l'ITC (nouvelles parutions en 2021)

### Vert

*SME Competitiveness Outlook: Empowering the Green Recovery*

### Inclusion

*Investment Facilitation for Development*  
*What Makes a Winner? Initiatives for Economic Recovery*  
*Youth Employment and Entrepreneurship: Understanding the African Continental Free Trade Area*  
*Sustainability Standards: A New Deal to Build Forward Better*  
*State of Sustainable Markets 2021* (e-publication)  
*The Business Guide for Sustainability in Foreign Investments*  
*Kenya: Sustainable Investment Requirements*  
*Ethiopia: Sustainable Investment Requirements*  
*Mozambique: Sustainable Investment Requirements*  
*Zambia: Sustainable Investment Requirements*  
*Twelve Lessons in Gender Lens Investing*  
*Making Trade Policy Work for Women*  
*Making Public Procurement for Women* (Spanish)  
*Mainstreaming Gender in Free Trade Agreements* (Spanish)  
*Women Entrepreneurs: An Action Plan to Build Back Better* (Spanish)

### Numérique

*E-commerce at the Border – for US and EU Markets* (English and Spanish)

### Chaînes de valeur résilientes

*The Coffee Guide*, 4<sup>th</sup> ed.  
*Promoting SME Competitiveness in Francophone Africa* (English and French)  
*Report on the Situation of Micro, Small and Medium-Sized Firms* (Poland)  
*Invest in Kenya: Local Business Intelligence*  
*Managing Quality in Azerbaijan*  
*Beyond the Fibre: Capturing Cotton's Full Value in Africa* (French, Spanish)

### Autres sujets

*World Tariff Profiles* (with UNCTAD and WTO) (English, French and Spanish)

\* Les publications parues en 2021 sont organisées par thème, conformément au Plan stratégique 2022 - 2025 de l'ITC.



1. Fireside chat sur la reprise des petites entreprises avec Elina Vilik de Facebook et Pamela Coke-Hamilton 2. Exposition de photographies MultilateralismMatters, Genève 3. Publication électronique du Forum du commerce international 4. Délégation du Mali au stand de l'ITC dans l'atrium de l'OMC lors de la Journée mondiale du coton 2021, Genève

## Guide du café : Créer des partenariats pour une action collective

Le secteur du café est régi par la volatilité des prix du marché et les incertitudes liées au changement climatique, entre autres. Des problèmes persistants inhérents au système actuel de la chaîne d'approvisionnement du café demeurent également. Pendant ce temps, la demande de café continue d'augmenter.

Les recherches et les projets de l'ITC sur le café ont été bien appréciés au fil des ans, et son guide du café est devenu la norme du secteur. La quatrième édition du *Guide du café* a été lancée lors de la Journée mondiale du café en octobre 2021. Elle s'appuie largement sur des partenariats et reflète un processus de co-création avec le secteur du café, de la plantation à la tasse. Un groupe consultatif de plus de 70 membres du monde entier a contribué à façonner sa structure et son contenu. Les organisations de producteurs, les principaux torréfacteurs et marques de café, les décideurs politiques et les organisations de café se sont réunis pour résoudre les défis du secteur et proposer une voie à suivre.

Le guide fournit les dernières informations sur la qualité du café, la numérisation, les aspects liés au changement climatique, l'évolution des goûts des consommateurs et les réalités de la certification, ainsi que des informations sur les aspects commerciaux, le financement et plus encore. Plus important encore, cette édition trace la voie à suivre pour une croissance durable du secteur. Le groupe de travail

consultatif s'est transformé en un réseau dynamique, travaillant en étroite collaboration avec l'ITC pour construire un secteur du café plus durable, de la graine à la tasse.

Le guide est en cours de traduction en français, espagnol et portugais. Différents sujets sont réédités avec des ressources supplémentaires pour l'action, en raison de la popularité de la publication.

La quatrième édition du *Guide du café* a été la publication la plus téléchargée de l'ITC en 2021.





## Aperçu financier

Le travail de l'ITC est financé par des fonds du budget ordinaire (BO) et les fonds extrabudgétaires (XB). Les Nations Unies et l'OMC financent conjointement et à parts égales le budget ordinaire. Alors qu'il est normalement approuvé sur une base biennale, les Nations Unies ont adopté à titre expérimental le passage d'une période budgétaire biennale à une période annuelle en 2020, bien que le budget de l'OMC continue d'être approuvé sur une base biennale.

Les ressources extrabudgétaires pour les projets de coopération technique sont financées par des contributions volontaires des gouvernements donateurs, des organisations gouvernementales, d'autres organisations internationales et de la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, les entreprises et les fondations. Les engagements pour les contributions XB s'étendent souvent sur des périodes de plusieurs années.

L'ITC recueille les dépenses d'appui programme (DAP) allant jusqu'à 13 % sur les dépenses XB afin de récupérer les coûts indirects supplémentaires encourus pour soutenir la mise en œuvre de projets. Les revenus DAP sont acquis lorsque les dépenses XB correspondantes sont engagées et non lorsque les contributions sont reçues. Le budget DAP est approuvé chaque année.

L'ITC est soumis au Règlement financier et aux règles de gestion financière ainsi qu'au Statut et au Règlement du personnel des Nations Unies et au système de contrôle des Nations Unies (Bureau des services de contrôle interne et Comité des commissaires aux comptes). Le Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies examine et vérifie les comptes de l'ITC. Le contrôleur des Nations Unies certifie les rapports des organes de contrôle des Nations Unies et les états financiers, qui sont tous transmis à l'Assemblée générale.

L'ITC reçoit régulièrement une « opinion d'audit sans réserve » sur ses états financiers, y compris en 2021, confirmant des pratiques de gestion financière saines et une conformité totale avec les normes comptables internationales du secteur public.

Le tableau 1 présente les informations financières de l'ITC pour 2021, en se concentrant sur le budget ordinaire, les ressources extrabudgétaires et le compte d'appui aux programmes.

**TABLEAU 1** État des ressources (\$ millions bruts) au 31 décembre 2021

DESCRIPTION	Solde d'ouverture	Revenu net perçu*	Dépenses	Total des liquidités disponibles
Budget ordinaire	-	40,36	40,36	0,00
Frais d'appui aux programmes	8,60	7,77	6,93	9,44
<b>Total des ressources extrabudgétaires</b>	<b>113,78</b>	<b>90,05</b>	<b>107,14</b>	<b>96,69</b>
Ressources extrabudgétaires, Guichet I	12,01	14,16	11,94	14,23
Ressources extrabudgétaires, Guichet II	101,77	75,89	95,20	82,46
<b>Total</b>	<b>122,38</b>	<b>138,18</b>	<b>154,43</b>	<b>106,13</b>
<b>Ressources globales disponibles en 2021</b>		<b>260,56</b>		

\*Contributions nettes incluant les remboursements aux donateurs (\$0,58 million), à l'exclusion des intérêts et des transferts aux réserves de fonctionnement.



## DONNÉES FINANCIÈRES PRINCIPALES POUR 2021

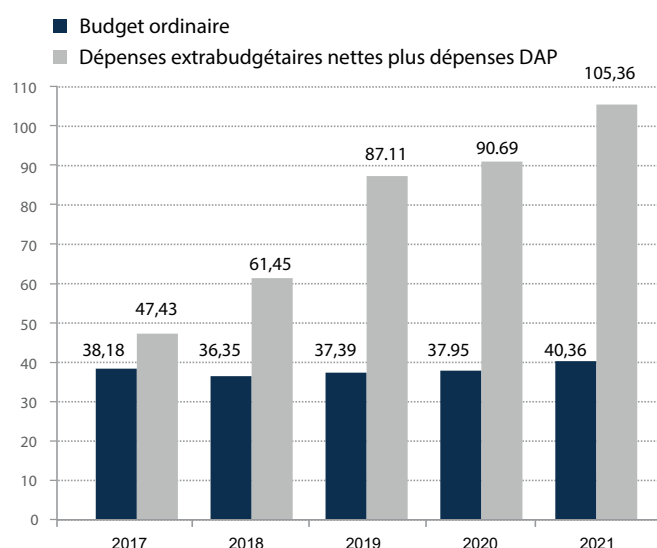
- **\$94,33 millions** : valeur totale des nouveaux accords XB signés en 2021 pour des projets allant jusqu'en 2026 (2020 : \$125,66 millions)
- **\$138,18 millions** de contributions brutes reçues (2020 : \$165,40 millions)
- **\$260,56 millions** de ressources globales disponibles en 2021, comprenant un solde d'ouverture de \$122,38 millions et \$138,18 millions de nouvelles contributions (2020 : \$259,16 millions)
- **\$154,43 millions** de dépenses cumulées globales (2020 : \$136,76 millions)

En 2021, l'ITC a continué à intégrer les meilleures pratiques et les enseignements tirés des ajustements et de l'adaptation à la pandémie de COVID-19. Si certaines activités de mise en œuvre ont pu être affectées en termes de date d'achèvement prévue, la pandémie n'a pas eu d'impact sur la situation financière globale de l'ITC et sur le recouvrement des créances. Les liquidités de l'organisation restent saines.

Les dépenses totales ont atteint leur plus haut niveau, s'élevant à \$154,43 millions, soit une augmentation de 12,9 % par rapport à 2020. La performance générale est conforme aux objectifs de résultats qui ont été fixés pour l'année 2021.

La figure 1 montre la tendance à la hausse des dépenses BO et XB depuis 2017.

**FIGURE 1** Évolution des dépenses 2017 - 2021 (\$ millions)



\* Le tableau 1 indique des dépenses brutes de \$107,14 millions, qui comprennent les revenus DAP gagnés lorsque les dépenses XB correspondantes sont engagées, tandis que le montant de \$105,36 millions de la figure 1 reflète les dépenses XB nettes, y compris la partie de DAP qui a été dépensée.

## Budget ordinaire

Le financement du BO couvre les salaires et les dépenses communes de personnel pour 160 postes et les frais de fonctionnement de l'organisation. L'ITC utilise la contribution du BO pour financer l'expertise et le développement de base, la maintenance et l'expansion des actifs incorporels de l'ITC, l'offre de biens publics mondiaux, le développement de programmes, le suivi et l'évaluation, ainsi que la gestion de base et la coordination nationale.

- **\$40,94 millions** en crédits initiaux du BO pour 2021
- **\$40,36 millions** de ressources du BO étaient disponibles et dépensés au 31 décembre 2021, ce qui se traduit par un taux de mise en œuvre de 100 % des ressources disponibles

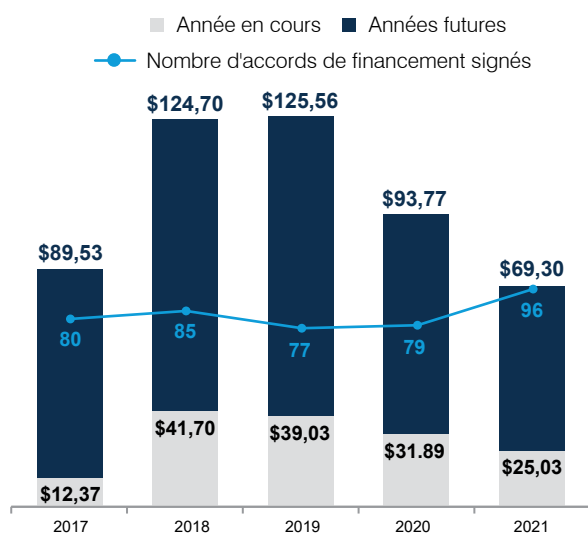
**TABLEAU 2** Dépenses du budget ordinaire en 2021 (\$ millions bruts)\*

CATÉGORIES	Dépenses
Dépenses et frais de personnel	31,99
Coûts d'exploitation et autres coûts directs	5,27
Services contractuels	1,70
Équipements, véhicules et mobilier	1,05
Subventions	0,20
Déplacements	0,10
Fournitures, produits et matériaux	0,05
<b>Total général</b>	<b>40,36</b>
<b>Ressources disponibles</b>	<b>40,36</b>
<b>% de la livraison</b>	<b>100 %</b>

\* Le BO est approuvé en francs suisses. Les montants indiqués dans le tableau ci-dessus ont été convertis en \$ américains afin de faciliter la comparaison des données et de fournir une vue d'ensemble de la situation financière de l'ITC à des fins de comptabilité et d'établissement de rapports.

## Fonds extrabudgétaires

FIGURE 2 Accords de financement signés 2017 - 2021 (\$ millions)



En 2021, l'ITC a continué à établir de solides relations avec une série de bailleurs de fonds et a signé des accords de subvention d'une valeur de \$94,33 millions avec des gouvernements donateurs, des agences multilatérales et des fondations internationales. Sur la base des négociations actuelles avec les donateurs, il est prévu que le niveau actuel des ressources financières soit maintenu dans un avenir immédiat.

Les contributions volontaires par le biais d'accords avec les donateurs couvrent souvent des périodes pluriannuelles car, elles sont généralement engagées pour la durée de vie des projets. Cela signifie que certaines contributions liées aux accords signés les années précédentes sont utilisées pour des activités de l'année en cours ou des années futures.

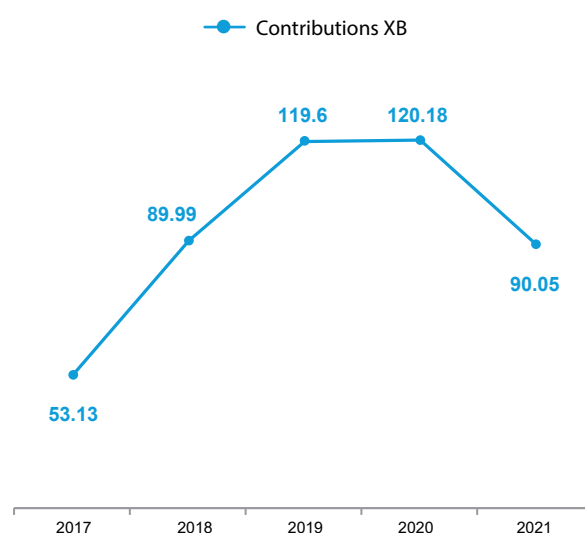
La figure 2 montre l'évolution des accords de contribution volontaire signés chaque année et la part attribuable à l'année en cours et aux années futures.

Le total des ressources XB disponibles en 2021 étaient :

- **\$113,78 millions** reportés de 2020
- **\$90,05 millions** de contributions brutes reçues en 2021

Les contributions XB reçues en 2021 ont atteint \$90,05 millions. Ces contributions proviennent d'une base de plus en plus diversifiée : 15 bailleurs de fonds ont fourni chacun plus de \$1 million, ce qui représente 92 % du financement XB.

FIGURE 3 Contributions extrabudgétaires 2017 - 2021 (\$ millions)



En 2021, l'ITC a fourni, en mesurant en dollars américains dépensés, une assistance technique, un renforcement des capacités et des renseignements sur les marchés avec des dépenses extrabudgétaires évaluées à \$107,14 millions. Les dépenses extrabudgétaires sont environ 16,6 % plus élevées que l'année précédente, en raison du pivotement rapide au cours de l'année à cause de la pandémie de COVID-19 et de l'engagement inébranlable de l'ITC envers les MPME dans les pays en développement et de l'accent mis par l'organisation sur la durabilité, la numérisation et l'inclusion.

Les initiatives institutionnelles en matière d'innovation et de développement de projets ont continué à soutenir fortement les performances de l'ITC. Tout au long de l'année, \$400 000 ont été approuvés pour des projets innovants par le Fonds de développement commercial de l'ITC.

TABLEAU 3 Dépenses extrabudgétaires en 2021 (\$ millions bruts)

CATÉGORIES	Dépenses
Experts techniques et autres personnels	74,46
Coûts d'exploitation et autres coûts directs	10,06
Transferts et subventions accordés aux partenaires de mise en œuvre	9,05
Services contractuels	5,02
Déplacements	4,50
Équipements, véhicules et mobilier	2,35
Subventions	1,58
Fournitures, produits et matériaux	0,12
<b>Total</b>	<b>107,14</b>

Le total des fonds XB garantis pour les années futures s'élève à \$316,05 millions, dont \$96,69 millions reportés pour les activités de 2022 en raison de la nature pluriannuelle des programmes de l'ITC et \$219,36 millions de créances restantes des donateurs pour les projets de coopération technique.

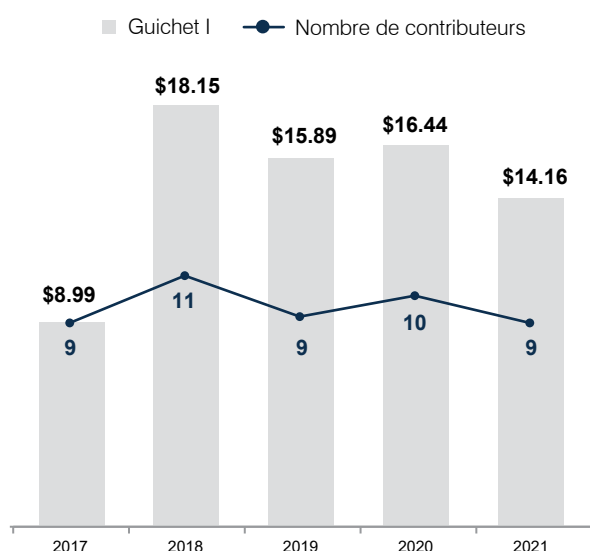
**TABLEAU 4** Dépenses XB par domaine d'intervention en 2021 (\$millions bruts)

DOMAINES D'INTERVENTION	Dépenses
Fournir une veille commerciale et économique	9,40
Créer un environnement propice aux affaires	19,10
Renforcement des institutions d'appui au commerce et à l'investissement	5,70
Relier les PME aux chaînes de valeur internationales	30,10
Promouvoir et intégrer un commerce inclusif et vert	32,90
Soutenir l'intégration régionale et le commerce et l'investissement Sud-Sud	7,10
Institutionnel (informatique, gestion axée sur les résultats, visibilité et partenariats)**	2,84
<b>Total</b>	<b>107,14</b>

### Contributions non affectées et à affectations souples

Les ressources XB sont divisées en deux guichets. Le guichet I est ouvert aux contributions de nature institutionnelle et non destinées à un projet spécifique (non affectées ou affectées de manière flexible au niveau du domaine d'intervention / programme / géographique). Le guichet II est ouvert aux contributions qui doivent être allouées à des projets spécifiques et clairement identifiables, conçus pour atteindre des objectifs préétablis et limités dans le temps, à mettre en œuvre aux niveaux national, régional et interrégional.

La figure 4 illustre l'évolution des contributions non affectées et affectées de manière flexible (contributions du guichet I) en termes de nombre de contributeurs et de valeur totale de leurs contributions.

**FIGURE 4** Guichet I – contributions 2016–2019 (\$ millions)

### Compte d'appui aux programmes

Un recouvrement indirect des coûts, appelé « Dépenses d'appui programme », est imputé aux fonds extrabudgétaires en tant que pourcentage des coûts directs afin de garantir que les coûts supplémentaires des activités de soutien financées par les contributions XB ne sont pas supportés par le BO.

Conformément aux procédures financières des Nations Unies, l'ITC applique des taux DAP standards allant de 7 % à 13 % sur les dépenses XB. Ces recettes sont utilisées pour couvrir les coûts indirects et différentiels associés aux projets XB, tels que l'administration centrale des ressources humaines, financières et informatiques, ainsi que le suivi et la supervision.

- **\$7,77 millions** reçus en revenus DAP en 2021, en plus des \$8,6 millions reportés de 2020
- **\$6,93 millions** de dépenses au titre de DAP
- Solde de **\$9,44 millions** sur le compte DAP à la fin de l'année

En 2021, les ressources DAP ont continué à être utilisées pour financer le personnel supplémentaire nécessaire à l'exécution des programmes et pour financer les initiatives institutionnelles à coûts partagés du Secrétariat des Nations Unies, ainsi que la sécurité et l'assurance du personnel sur le terrain. L'accent est mis sur le recouvrement intégral des coûts pour les projets XB et l'inclusion de tous les coûts opérationnels et de soutien directs dans les budgets des projets XB, afin d'éviter l'utilisation des ressources de BO pour subventionner les activités financées par ressources XB.

### Mise à niveau de la gestion financière

Les rapports financiers réguliers continuent de mettre en évidence les questions qui requièrent l'attention de la direction, améliorant ainsi les discussions de la direction et facilitant la prise de décision éclairée. L'ITC reste déterminé à transformer et à automatiser les processus internes et les flux de travail. En 2021, des améliorations ont été apportées dans les domaines suivants : lancement du système automatisé de paiement des fournisseurs (ePAY), élaboration de tutoriels vidéo pour les clients internes sur trois processus opérationnels et poursuite du développement des tableaux de bord de financement.

■ 132

Pays dans lesquels l'IITC  
était actif en 2021



\* Les limites et les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte ne sont donnés qu'à titre indicatif. Elles n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle par les Nations Unies d'une quelconque frontière contestée et ne préjugent pas d'une solution politique mutuellement acceptable conforme aux principes et aux buts de la Charte des Nations Unies.



# Annexes

# ANNEXE I

## CONTRIBUTION DE L'ITC AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



### PAS DE PAUVRETÉ

Pour réduire la proportion de personnes vivant dans la pauvreté, l'ITC travaille avec des femmes, des hommes et des jeunes vivant dans la pauvreté, et les aide à augmenter leurs revenus grâce à des activités économiques (1.2). L'ITC travaille dans des régions où une forte proportion de la population vit dans l'extrême pauvreté, comme en Afrique subsaharienne, dans les pays les moins avancés (PMA) et dans les économies touchées par des conflits, où il crée des conditions propices à l'entrepreneuriat et aux opportunités d'emploi liées aux chaînes de valeur internationales, et donc à la croissance des revenus. De plus, l'ITC s'engage dans le développement de politiques et de stratégies de commerce qui sont fondées sur des questions d'inclusion et de durabilité (1.b).



### FAIM « ZÉRO »

Afin d'augmenter la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, l'ITC travaille avec des entreprises agroalimentaires, des agriculteurs et des coopératives pour améliorer leur connaissance du marché, leurs pratiques de production et la valeur ajoutée. Ces efforts sont complétés par une collaboration avec des partenaires tout au long des chaînes de valeur agricoles, ce qui permet de créer la demande et d'éliminer les obstacles à l'ajout de valeur, à la compétitivité, au commerce et aux investissements locaux. Grâce à ses biens publics mondiaux, l'ITC permet aux utilisateurs des pays en développement de cibler de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités commerciales, ainsi que d'obtenir des informations et d'accroître la conformité aux normes volontaires de durabilité environnementale et sociale. Cela peut augmenter les possibilités d'exportation et la valeur de leurs produits (2.3). En travaillant le long des chaînes de valeur agricoles, l'ITC aide également à mettre en place des pratiques agricoles résilientes et des systèmes de production alimentaire durables (2.4). L'ITC identifie les mesures tarifaires et non tarifaires existantes dans l'agriculture et contribue ainsi à identifier et à corriger les restrictions commerciales (2.b).



### ÉDUCATION DE QUALITÉ

Pour augmenter le nombre de jeunes et d'adultes qui ont des compétences pertinentes, notamment des compétences techniques et professionnelles, pour l'emploi, les emplois décents et l'entrepreneuriat, l'ITC travaille dans des secteurs qui offrent des opportunités particulières. L'ITC propose des formations en face à face et en ligne aux jeunes et aux adultes afin d'accroître leurs connaissances et leurs compétences pour une meilleure employabilité, et travaille avec les institutions d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) pour renforcer leurs capacités et leur offre. L'ITC est un ardent défenseur de l'EFTP dans le contexte de la compétitivité des MPME et participe à des conversations nationales et internationales sur ce sujet (4.4).



### ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

L'ITC aide les entreprises appartenant à des femmes et gérées par des femmes à devenir plus compétitives et à développer leurs activités. En défendant et en soutenant les entreprises commerciales appartenant à des femmes, l'ITC favorise l'augmentation des opportunités et promeut une participation et une prise de décision accrues des femmes dans l'économie (5.5). Pour accélérer ces progrès, l'ITC travaille avec des organisations commerciales pour améliorer leur soutien aux entreprises appartenant à des femmes. En outre, l'ITC contribue à l'élaboration de politiques qui tiennent compte de la dimension de genre et garantissent des conditions égales pour la participation des femmes aux activités économiques (5.a). L'ITC renforce également l'utilisation de technologies habilitantes pour promouvoir l'autonomisation des femmes, par exemple par le biais de la plateforme SheTrades (5.b).



### TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

L'ITC contribue à une croissance économique soutenue, inclusive et durable, au plein emploi productif et au travail décent pour tous, en augmentant la compétitivité internationale des MPME. L'ITC collabore avec les entreprises et soutient les organisations de commerce, d'investissement et d'autres organisations d'appui aux entreprises pour améliorer leurs opérations et leurs services aux MPME, afin d'accroître la productivité par la diversification, la mise à niveau technologique et l'innovation, notamment en se concentrant sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre (8.2). Les MPME et les institutions financières nationales sont soutenues pour faciliter l'accès des MPME aux services financiers (8.10). L'ITC aide également les décideurs politiques à conceptualiser et à mettre en œuvre des stratégies et des politiques de commerce et d'investissement axées sur le développement, en dialogue avec le secteur privé (8.3). Le travail de l'ITC aide les entreprises à se développer et par conséquent à employer plus de personnes (8.5). Les jeunes sont un client clé et l'ITC met en œuvre des projets qui visent leur emploi (8.6). Dans ce contexte, l'ITC contribue également à l'élaboration de stratégies favorisant l'emploi des jeunes et l'initiative mondiale « Des emplois décents pour les jeunes » dans sa conception et sa mise en œuvre (8.b). L'ITC contribue à l'élaboration de politiques qui favorisent le tourisme durable ainsi que la culture et les produits locaux (8.9). Toutes les aides de l'ITC sont des aides au commerce. L'ITC plaide activement pour un soutien supplémentaire et défend l'Aide pour le commerce dans les pays en développement, en particulier les PMA. L'ITC est une agence partenaire de mise en œuvre du Cadre intégré renforcé (8.a).



## INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE

L'ITC relie les petites entreprises industrielles des pays en développement aux marchés internationaux et aux chaînes de valeur mondiales, par exemple en soutenant l'innovation et l'amélioration de la qualité des produits et des services pour répondre à la demande du marché international. Il permet à ces MPME d'accéder au financement en les aidant à cibler les opportunités et en les mettant en relation avec des investisseurs et des acheteurs (9.3). L'ITC contribue à créer un environnement commercial favorable et des conditions permettant la diversification et l'ajout de valeur par le biais de la technologie et de l'innovation (9.b).



## RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

Pour atteindre et maintenir la croissance des revenus des 40 % de la base de la pyramide, l'ITC travaille sur la croissance économique et l'autonomisation de la base de la pyramide (10.1). La mission de l'ITC consiste à rendre le commerce inclusif et, par conséquent, à renforcer l'autonomie des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés, contribuant ainsi à la cible 10.2 des ODD. L'ITC contribue à l'objectif 10a: « Mettre en œuvre le principe d'un traitement spécial et différencié pour les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, conformément aux accords de l'Organisation mondiale du commerce. » L'ITC fournit des données et des informations sur le commerce et les droits de douane, ce qui rend les informations commerciales transparentes et fournit les conditions pour aborder les lignes tarifaires. De plus, l'ITC est une agence gardienne de l'indicateur 10.a.1 « Proportion de lignes tarifaires appliquées aux importations en provenance des pays les moins avancés et des pays en développement à tarif zéro », et suit les progrès de sa réalisation.



## CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

Pour parvenir à une production durable et à une utilisation efficace des ressources naturelles, les biens publics mondiaux de l'ITC fournissent des informations sur les normes de durabilité connexes et permettent aux utilisateurs d'améliorer leur conformité à ces normes et d'adopter des pratiques durables (12.2). En outre, l'ITC soutient l'établissement de normes et de pratiques de qualité, et aide la communauté commerciale et les consommateurs à prendre des décisions plus éclairées vis-à-vis des normes volontaires de durabilité (12.6).



## MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'ITC met l'accent sur l'économie verte et travaille avec ses bénéficiaires pour la construire. L'ITC sensibilise et renforce les capacités des institutions et des MPME sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique (13.3). L'ITC collabore avec les décideurs politiques et les organisations de soutien au commerce, à l'investissement et aux autres entreprises pour aider les MPME à passer à l'économie verte. L'ITC travaille également directement avec les MPME afin d'adopter des stratégies commerciales vertes et d'introduire des pratiques écologiques et résistantes au climat.



## PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

L'ITC travaille avec des institutions d'appui au commerce et aux investissements et des institutions d'appui aux entreprises qui soutiennent le commerce, l'investissement, l'esprit d'entreprise, l'innovation et la formation professionnelle. Des institutions efficaces donnent une voix au secteur privé et peuvent servir de multiplicateurs durables pour nos interventions. En améliorant leurs performances, nous avons un impact indirect sur leurs bénéficiaires (16.6). Les équipes de l'ITC planifient et mettent en œuvre des projets avec une variété de partenaires et de parties prenantes et mettent l'accent sur l'appropriation et la participation locales, pour garantir une prise de décision réactive, inclusive, participative et représentative à tous les niveaux (16.7). L'ITC encourage et renforce le dialogue entre le secteur privé et le secteur public grâce à ses interventions.



## PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

En tant qu'organisation conjointe de l'OMC et de l'ONU, l'ITC a pour mandat de soutenir et défendre la promotion d'un système commercial multilatéral universel, fondé sur des règles, ouvert, non discriminatoire et équitable. L'ITC travaille avec les gouvernements sur les politiques liées au commerce et les assiste sur les questions liées à l'OMC (17.10). L'ITC porte les mesures non tarifaires identifiées à l'attention des décideurs politiques et contribue ainsi à la mise en œuvre en temps voulu de l'accès aux marchés en franchise de droits et de quotas sur une base durable pour tous les PMA, notamment en veillant à ce que les règles d'origine préférentielles applicables aux importations en provenance des PMA soient transparentes et simples, et contribuent à faciliter l'accès aux marchés (17.12). L'ITC rend les informations sur les règles d'origine et les accords commerciaux disponibles et transparentes grâce à ses biens publics mondiaux. L'ITC a pour mandat de travailler à l'augmentation des exportations des pays en développement et des PMA (17.11). Afin de mobiliser des ressources financières supplémentaires pour les pays en développement à partir de sources multiples, l'ITC travaille directement avec les investisseurs pour créer des flux d'investissements directs étrangers dans les pays en développement (17.3), réunit les acteurs publics et privés dans les pays où il opère et travaille directement avec les plateformes multipartites (17.17). L'ITC encourage la coopération régionale et internationale Sud-Sud et triangulaire en matière de technologie, d'innovation et de partage des connaissances (17.6).

## ANNEXE II

## COOPÉRATION TECHNIQUE DE L'ITC PAR RÉGION ET PAR DOMAINE D'INTERVENTION

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)		
Afghanistan	■	■	Afghanistan : Faire progresser le commerce (phase II) (B946)	■	■	■	■				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	2,075	720	35 %		
			Afghanistan : Initiative en faveur d'un mode de vie éthique pour la réintégration économique des rapatriés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays (B439)					■				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	1,897	1,350	71%	
			Appui aux négociations commerciales (B629)	■								Guichet I ITF	13	11	84%	
Albanie			ALECE - Soutien à l'intégration régionale (B973)	■					■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	28	17	60%		
Algérie			Euromed : Fournir des renseignements sur le commerce et le marché pour des décisions mieux informées (TIFM 2) (A340)	■							Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	68	29	43%		
Antigua et Barbuda	■	■	Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional afin d'améliorer les moyens de subsistance basés sur la noix de coco II (B407)				■				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	55	101	182%		
			CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■			■					Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	73	81	111%	
			Centres GreenToCompete (B694)						■			Guichet I ITF	10	9	91%	
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■									Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%
Argentine			SheTrades Amérique latine : Soutenir la transition des entreprises féminines vers l'ère numérique post COVID (B999)					■			Guichet I ITF	75	12	16%		
Arménie	■	■	Partenariat oriental : Prêt pour le commerce - une initiative EU4Business (B252)				■		■		Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	58	79	136%		
			Information sur le commerce et le marché pour les pays du partenariat oriental (B802)	■								Guichet I ITF	3	4	128%	
			Information sur le commerce et le marché pour les pays du partenariat oriental (B802)									Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	111	181	164%	
Azerbaïdjan	■	■	Partenariat oriental : Prêt pour le commerce - une initiative EU4Business (B252)				■		■		Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	58	79	136%		
			Information sur le commerce et le marché pour les pays du partenariat oriental (B802)	■								Guichet I ITF	3	4	128%	
			Information sur le commerce et le marché pour les pays du partenariat oriental (B802)									Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	111	181	164%	
Bahamas	■	■	Centres GreenToCompete (B694)						■			Guichet I ITF	10	9	91%	
			Appui aux négociations commerciales (B629)		■								Guichet I ITF	38	32	84%
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■									Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%



PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)		
Bangladesh	■	■	Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)					■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	34	47	138%		
			Programme SheTrades du Commonwealth (B578)					■				Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	262	372	142%	
Barbade	■	■	Caraiïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional afin d'améliorer les moyens de subsistance basés sur la noix de coco II (B407)				■				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	55	101	182%		
			Centres GreenToCompete (B694)					■				Guichet I ITF	51	47	91%	
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■								Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%	
Biélorussie			Partenariat oriental : Prêt pour le commerce - une initiative EU4Business (B252)				■		■		Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	58	79	136%		
			Information sur le commerce et le marché pour les pays du partenariat oriental (B802)	■								Guichet I ITF	3	4	128%	
Belize	■	■	Caraiïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional afin d'améliorer les moyens de subsistance basés sur la noix de coco II (B407)				■				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	55	101	182%		
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■								Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%	
Bénin	■	■	ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)				■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	121	180	149%		
			Bénin, Côte d'Ivoire, Mali et Ouganda : Renforcer la compétitivité commerciale résiliente en accélérant le secteur des technologies numériques (NTF V) (C154)				■					Guichet I ITF	2	-	0%	
			Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas										-		6	
			CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■	■					Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux		83	85
			Accélération de l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)					■					Guichet I ITF		28	44
Coordination du programme NTF V (C094)						■				Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas		-	12			
Bhoutan	■	■	Soutien au commerce du Bhoutan (B382)		■		■				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	904	719	80%		
													-	36		
Bolivie (État plurinational de)		■	Bolivie : Soutenir les capacités commerciales des PME (C066)	■		■					Organisation internationale du travail	-	55			
Bosnie Herzégovine			ALECE - Soutien à l'intégration régionale (B973)		■				■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	28	17	60%		
Burkina Faso	■	■	ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)				■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	121	180	149%		
			Burkina Faso et Mali : Création d'emplois équitables et développement durable de microentreprises dans les chaînes de valeur liées au secteur du « lifestyle » (B276)	■			■	■				Guichet I ITF	2	-	0%	
				■							Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	718	864	120%		

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)	
Burkina Faso (suite)	■	■	CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■	■	■	■	Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	83	85	103%	
			Programme de mesures non tarifaires (W1) (B626)	■								Guichet I ITF	12	10	84%
			Facilitation des échanges (B628)		■							Guichet I ITF	63	44	71%
Burundi	■	■	Burundi : Programme d'amélioration de l'accès aux marchés - MARKUP (B718)			■	■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	553	702	127%	
			Programme d'amélioration de l'accès aux marchés UE-CEA - MARKUP (B383)		■		■		■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	892	730	82%
Cabo Verde		■	CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	83	85	103%	
Cambodge	■	■	Cambodge, République démocratique populaire lao, Mongolie et Viet Nam : Conversion des cours e-learning de l'ITC en versions linguistiques nationales (C024)				■		■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	13	13	99%	
			Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)						■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	34	47	138%
Cameroun	■	■	ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)				■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	121	180	149%	
			Programme ZLECAf de formation à l'exportation pour les PME africaines (B972)		■							Guichet I ITF	2	-	0%
			Cameroun : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B899)	■				■				Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	185	457	247%
			Gestion de programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■				■				Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	66	114	173%
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■								Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%
République centrafricaine	■	■	République centrafricaine : Programme d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat en milieu urbain et rural (PAPEUR) (B867)		■	■	■				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	3,798	3,872	102%	
Tchad	■	■	Programme ZLECAf de formation à l'exportation pour les PME africaines (B972)		■						Banque africaine d'import-export	-	10		
Chili			Chili : Permettre aux décideurs politiques d'évaluer les nouveaux accords commerciaux (C102)	■							Guichet I ITF	-	16		
			SheTrades Amérique latine : Soutenir la transition des entreprises féminines vers l'ère numérique post COVID (B999)						■			Guichet I ITF	75	12	16%
Chine			Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)						■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	49	67	138%	
			Partenariat pour le renforcement des capacités d'exportation de l'Afrique vers la Chine (PEECAC) (C040)	■					■	■		Département du commerce de la province de Hunan Chine	-	7	
Colombie	■	■	Colombia PUEDE : Paix et unité par le développement productif et la commercialisation (B599)	■			■	■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	781	1,098	141%	
			SheTrades Amérique latine : Soutenir la transition des entreprises féminines vers l'ère numérique post COVID (B999)						■			Guichet I ITF	75	12	16%

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)
Comores			Comores : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B901)	■			■				Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	252	230	92%
	■	■	Gestion de programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■				Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	66	114	173%
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	27	22	81%
Costa Rica			Amérique centrale : Mise en relation des entreprises commerciales féminines (WBE) avec le marché mondial des cadeaux et de la décoration intérieure (A314)			■	■	■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	23	15	65%
			Programme ZLECAf de formation à l'exportation pour les PME africaines (B972)		■						Guichet I ITF	3	-	0%
Côte d'Ivoire			Alliance pour la qualité des produits en Afrique (B928)				■	■			Banque africaine d'import-export	-	10	
			Bénin, Côte d'Ivoire, Mali et Ouganda : Renforcer la compétitivité commerciale résiliente en accélérant le secteur des technologies numériques (NTF V) (C154)				■				Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	51	51	100%
			Côte d'Ivoire : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B902)	■			■				Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	-	6	
			Projet culturel : Initiative commerciale de construction et de partage d'identité (B542)					■			Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	492	486	99%
			CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	361	531	147%
			Accélération de l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)				■				Guichet I ITF	1	-	0%
		■	Programme de mesures non tarifaires (W1) (B626)	■							Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	83	85	103%
			Coordination du programme NTF V (C094)				■				Guichet I ITF	28	44	157%
			Gestion de programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■				Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	-	12	
			SheTrades Afrique de l'Ouest (B610)					■			Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	66	114	173%
			Investissements durables en Afrique (SIA) (B961)					■			Agence coréenne de coopération internationale	294	435	148%
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	-	51	
	Curaçao		■	Curaçao : Stratégie nationale d'exportation et gestion de la mise en œuvre (B896)		■						Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	81	65
République démocratique du Congo (Ia)			ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)				■	■			Ministère du Développement économique de Curaçao	81	65	81%
	■	■	Initiative de commerce transfrontalier du COMESA : Facilitation des échanges transfrontaliers à petite échelle (B796)	■	■	■					Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	121	180	149%
			RDC : Valorisation du bambou, des déchets plastiques et des biens de consommation pour des moyens de subsistance durables (B955)					■			Guichet I ITF	2	-	0%
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	108	43	40%
			RDC : Valorisation du bambou, des déchets plastiques et des biens de consommation pour des moyens de subsistance durables (B955)					■			Guichet I ITF	-	24	

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)	
Dominique	■		Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional afin d'améliorer les moyens de subsistance basés sur la noix de coco II (B407)				■				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	55	101	182%	
			CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■			■					Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	73	81	111%
			Centres GreenToCompete (B694)						■			Guichet I ITF	10	9	91%
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■								Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%
République dominicaine	■		ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)				■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	121	180	149%	
			Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional afin d'améliorer les moyens de subsistance basés sur la noix de coco II (B407)				■				Guichet I ITF	2	-	0%	
			Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional afin d'améliorer les moyens de subsistance basés sur la noix de coco II (B407)					■				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	62	113	182%
			CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■			■					Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	73	81	111%
			Centres GreenToCompete (B694)						■			Guichet I ITF	10	9	91%
Équateur			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	81	65	81%	
			Équateur : Promotion de nouvelles exportations non conventionnelles (NEXT Ecuador) (B452)			■	■	■	■			Guichet 1 ITF (BDF)	-	41	
Égypte			Programme ZLECAf de formation à l'exportation pour les PME africaines (B972)	■							Banque africaine d'import-export	-	10		
			Égypte : Améliorer la compétitivité internationale du secteur du textile et de l'habillement (GTEX/ MENATEX) (B673)				■				Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse	277	266	96%	
			Égypte : SheTrades (AFTIAS) (B821)				■	■	■		Agence suédoise de coopération internationale au développement	204	237	116%	
			Égypte : SheTrades (AFTIAS) (B821)				■	■	■		Société internationale islamique de financement du commerce	202	173	86%	
			Euromed : Fournir des renseignements sur le commerce et le marché pour des décisions mieux informées (TIFM 2) (A340)	■							Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	68	29	43%	
			Mondial : Mise en réseau et gestion des connaissances pour le secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B451)					■			Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse	54	69	129%	
			MENATEX Régional : Composante régionale du Programme Textile et Habillement pour la région MENA (B696)					■			Agence suédoise de coopération internationale au développement	43	52	121%	
El Salvador	■		Investissements durables en Afrique (SIA) (B961)						■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	-	51		
			Amérique centrale : Mise en relation des entreprises commerciales féminines (WBE) avec le marché mondial des cadeaux et de la décoration intérieure (A314)			■	■	■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	24	16	65%	
			Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)						■		Guichet I ITF	3	-	0%	
		Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)						■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	24	34	138%		

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)	
Eswatini, Royaume d'			Eswatini : Promouvoir la croissance par des alliances compétitives I (B978)	■			■	■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	727	1,059	146%	
		■	Mondial : Une approche pilote pour renforcer les capacités des coopératives pour un commerce durable de coopérative à coopérative (C068)				■				Guichet I ITF	-	22		
Éthiopie			Alliance pour la qualité des produits en Afrique (B928)				■	■			Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	51	51	100%	
			Initiative de commerce transfrontalier du COMESA : Facilitation des échanges transfrontaliers à petite échelle (B796)	■	■	■					Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	108	43	40%	
			Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)					■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	10	13	138%	
			Éthiopie : Renforcer la compétitivité commerciale résiliente en accélérant le secteur des technologies numériques (NTF V) (C149)				■				Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	-	6		
			Accélération de l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)				■				Guichet I ITF	28	44	157%	
			Coordination du programme NTF V (C094)				■				Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	-	65		
		■	Partenariat pour le renforcement des capacités d'exportation de l'Afrique vers la Chine (PEECAC) (C040)	■					■	■		Département du commerce de la province de Hunan Chine	-	6	
			Partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique (phase principale) (B340)				■			■		Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	27	44	164%
			Soutien au commerce et à l'investissement indien en Afrique (SITA) (A854)							■		Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	304	315	104%
			Investissements durables en Afrique (SIA) (B961)							■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	-	51	
Fidji			Réseau textile et habillement pour l'Afrique (TANA) (C027)						■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	138	77	55%	
			Fidji : Programme de partenariat commercial du Royaume-Uni (B905)	■			■				Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	281	407	145%	
		■	Pacifique : Analyse et cartographie du réseau de l'écosystème de l'entrepreneuriat pour guider le soutien à l'entrepreneuriat dans le cadre du Programme d'économie numérique du Pacifique du FENU (C077)				■	■			Fonds d'équipement des Nations Unies - Fiji	-	9		
			Gestion de programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■				Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	66	114	173%	
Géorgie			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%	
			Partenariat oriental : Prêt pour le commerce - une initiative EU4Business (B252)				■	■			Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	58	79	136%	
			Guichet I ITF								Guichet I ITF	3	4	128%	
Ghana			Information sur le commerce et le marché pour les pays du partenariat oriental (B802)	■							Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	111	181	164%	
		■	ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)				■	■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	121	180	149%	
			Guichet I ITF								Guichet I ITF	2	-	0%	

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)
Ghana (suite)			Programme ZLECAf de formation à l'exportation pour les PME africaines (B972)	■							Banque africaine d'import-export	-	10	
			Alliance pour la qualité des produits en Afrique (B928)				■	■			Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	51	51	100%
			CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	83	85	103%
			Ghana : Développement du cacao et des cultures associées grâce au projet Sankofa, soutenu par Alliances pour l'action (B766)				■	■	■		HALBA - Division de Coop Genossenschaft	242	626	259%
			Ghana : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B903)	■				■			Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	235	161	69%
			Mondial : Une approche pilote pour renforcer les capacités des coopératives pour un commerce durable de coopérative à coopérative (C068)				■				Guichet I ITF	-	22	
			Centres GreenToCompete (B694)						■		Guichet I ITF	133	121	91%
			Programme de mesures non tarifaires (W1) (B626)	■							Guichet I ITF	105	88	84%
		■	Coordination du programme NTF V (C094)					■			Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	-	55	
			Gestion de programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■				■			Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	66	114	173%
			Programme SheTrades du Commonwealth (B578)						■		Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	262	372	142%
			Investissements durables en Afrique (SIA) (B961)						■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	-	68	
			Réseau textile et habillement pour l'Afrique (TANA) (C027)							■	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	138	77	55%
		Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%	
		Centre de formation professionnelle (TTH) (B736)				■				Guichet I ITF	33	31	93%	
Grenade			Caribes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional afin d'améliorer les moyens de subsistance basés sur la noix de coco II (B407)					■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	55	101	182%
		■	CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■			■				Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	73	81	111%
			Centres GreenToCompete (B694)						■		Guichet I ITF	10	9	91%
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%
Guatemala			Amérique centrale : Mise en relation des entreprises commerciales féminines (WBE) avec le marché mondial des cadeaux et de la décoration intérieure (A314)				■	■	■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	24	16	65%
		■	Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B693)						■		Guichet I ITF	3	-	0%
			Guatemala : Renforcement des compétences commerciales et de l'employabilité des entrepreneurs informels à la frontière de Ciudad Pedro de Alvarado (B615)				■	■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	24	34	138%
			Guatemala : Renforcement des compétences commerciales et de l'employabilité des entrepreneurs informels à la frontière de Ciudad Pedro de Alvarado (B615)				■	■		Agence des États-Unis pour le développement international	98	-1	-1%	

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)	
Guinée			CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	83	85	103%	
			Guinée : Améliorer les moyens de subsistance durables des communautés frontalières (C035)		■		■				Organisation internationale de la migration	-	15		
			Guinée : Relance de la filière ananas (REFILA) (B803)				■		■		Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	171	99	57%	
		■	■	Guinée : Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes (INTEGRA) (B463)			■	■	■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	3,388	3,861	114%
				Rivière Mano : Développement de la chaîne de valeur du cacao (NTF IV) (B586)			■	■	■			Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	162	198	122%
				Gestion du programme NTF IV (B584)				■	■			Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	16	25	155%
				SheTrades Afrique de l'Ouest (B610)						■		Agence coréenne de coopération internationale	294	435	148%
Guinée Bissau	■	■	CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	83	85	103%	
Guyane			Caraiïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional afin d'améliorer les moyens de subsistance basés sur la noix de coco II (B407)				■				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	62	113	182%	
		■	Centres GreenToCompete (B694)						■		Guichet I ITF	61	56	91%	
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%	
Haïti	■	■	Haïti : Étude de faisabilité des exportations de mangues, de produits horticoles et de céréales (B964)				■		■		Cadre intégré renforcé	84	105	126%	
Honduras			Amérique centrale : Mise en relation des entreprises commerciales féminines (WBE) avec le marché mondial des cadeaux et de la décoration intérieure (A314)			■	■	■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	24	16	65%	
											Guichet I ITF	3	-	0%	
			Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)						■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	24	34	138%	
Inde			Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)						■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	34	47	138%	
			Soutien au commerce et à l'investissement indien en Afrique (SITA) (A854)						■		Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	380	394	104%	
Indonésie			Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)						■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	34	47	138%	
Iran (République islamique d')			Projet culturel : Initiative commerciale de construction et de partage d'identité (B542)						■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	120	177	147%	
			Iran : Assistance technique liée au commerce (B782)	■	■			■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	2,553	1,871	73%	

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)	
Irak	■		Irak : Renforcer la chaîne de valeur agricole et agroalimentaire et améliorer la politique commerciale (B960)	■			■	■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	3,991	2,795	70%	
			SheTrades : Programme d'accélération pour les femmes entrepreneurs dans le secteur de l'habillement, des accessoires et de la décoration intérieure (C052)						■			Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	-	64	
Jamaïque	■		ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)				■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	121	180	149%	
			Caraiïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional afin d'améliorer les moyens de subsistance basés sur la noix de coco II (B407)				■					Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	69	126	182%
			CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■				■				Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	73	81	111%
			Centres GreenToCompete (B694)							■		Guichet I ITF	10	9	91%
			Gestion de programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■					■			Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	72	124	173%
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■								Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%
Jordanie	■		Euromed : Fournir des renseignements sur le commerce et le marché pour des décisions mieux informées (TIFM 2) (A340)	■							Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	68	29	43%	
			Jordanie : Améliorer la compétitivité internationale du secteur du textile et de l'habillement (MENATEX) (B811)					■			Agence suédoise de coopération internationale au développement	263	369	141%	
			Jordanie : Projet de commerce pour l'emploi « Améliorer l'environnement commercial des PME par la facilitation des échanges » (B639)	■								Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	622	549	88%
			MENATEX Régional : Composante régionale du Programme Textile et Habillement pour la région MENA (B696)					■				Agence suédoise de coopération internationale au développement	43	52	121%
			SheTrades : Programme d'accélération pour les femmes entrepreneurs dans le secteur de l'habillement, des accessoires et de la décoration intérieure (C052)								■	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	-	51	
Kazakhstan	■		Asie centrale : Développer les compétences entrepreneuriales et fournir un accès au marché international aux artisans et micro-producteurs du secteur du « lifestyle » (Initiative pour une mode éthique) (C084)						■		Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture - Bureau multipays d'Almaty	-	14		
			Asie centrale : Ready4Trade (R4TCA) (B723)	■			■					Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	622	776	125%
Kenya	■		ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)						■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	121	180	149%	
			Programme ZLECAf de formation à l'exportation pour les PME africaines (B972)		■							Guichet I ITF	2	-	0%
			Initiative de commerce transfrontalier du COMESA : Facilitation des échanges transfrontaliers à petite échelle (B796)	■	■	■						Banque africaine d'import-export	-	10	
			Projet culturel : Initiative commerciale de construction et de partage d'identité (B542)								■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	341	501
										Guichet I ITF	1	-	0%		



PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)	
Kenya (suite)			Programme d'amélioration de l'accès aux marchés UE-CEA - MARKUP (B383)		■		■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	892	730	82%	
			Centres GreenToCompete (B694)						■		Guichet I ITF	133	121	91%	
			Kenya : Aider les réfugiés à faire du commerce grâce à un modèle d'agents numériques (B776)						■		Conseil norvégien pour les réfugiés	22	32	145%	
			Partenariat pour le renforcement des capacités d'exportation de l'Afrique vers la Chine (PEECAC) (C040)	■					■	■	Département du commerce de la province de Hunan Chine	-	6		
			Partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique (phase principale) (B340)			■				■	Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	27	44	164%	
			Initiative pour l'emploi et les compétences des réfugiés : Construire des solutions pour les réfugiés somaliens dans un scénario de déplacement prolongé fragile (RESI Dadaab II) (B864)									Conseil danois pour les réfugiés - Kenya	-	102	
		■								■		Ministère des Affaires étrangères du Japon	69	96	139%
												Conseil norvégien pour les réfugiés	307	411	134%
				RESI High Skills (B839)						■		Guichet I ITF	50	34	68%
				Programme SheTrades du Commonwealth (B578)						■		Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	262	372	142%
			SheTrades : Programme d'accélération pour les femmes entrepreneurs dans le secteur de l'habillement, des accessoires et de la décoration intérieure (C052)						■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	-	51		
			Soutien au commerce et à l'investissement indien en Afrique (SITA) (A854)						■		Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	304	315	104%	
			Centre de formation professionnelle (TTH) (B736)			■					Guichet I ITF	34	32	93%	
Kirghizistan		■	Asie centrale : Développer les compétences entrepreneuriales et fournir un accès au marché international aux artisans et micro-producteurs du secteur du « lifestyle » (Initiative pour une mode éthique) (C084)						■		Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture - Bureau multipays d'Almaty	-	14		
			Asie centrale : Ready4Trade (R4TCA) (B723)		■		■				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	622	776	125%	
			Mondial : Mise en réseau et gestion des connaissances pour le secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B451)						■		Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse	54	69	129%	
			Kirghizistan : Améliorer la compétitivité internationale du secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B676)				■	■			Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse	235	328	140%	
République démocratique populaire lao		■	Cambodge, République démocratique populaire lao, Mongolie et Viet Nam : Conversion des cours e-learning de l'ITC en versions linguistiques nationales (C024)					■	■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	13	13	99%	
		■	Centres GreenToCompete (B694)						■		Guichet I ITF	122	112	91%	
			République démocratique populaire lao : Soutien à l'intégration régionale de l'ANASE (Laos-ARISE Plus) (B505)		■		■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	1,023	1,228	120%	
			Mécanisme systématique pour un commerce plus sûr (SYMST) (B695)	■		■	■	■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	361	181	50%	

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)
Liban			Euromed : Fournir des renseignements sur le commerce et le marché pour des décisions mieux informées (TIFM 2) (A340)	■							Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	68	29	43%
		■	Liban - Commerce en ligne pour les femmes entrepreneurs (B820)				■	■			Banque mondiale	195	229	117%
			SheTrades : Programme d'accélération pour les femmes entrepreneurs dans le secteur de l'habillement, des accessoires et de la décoration intérieure (C052)						■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	-	51	
Lesotho	■	■	Lesotho : Responsabilisation des acteurs publics et privés sur la mise en œuvre de la feuille de route de la stratégie nationale d'exportation (NES) (C064)		■					■	Cadre intégré renforcé	-	36	
Liberia			ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)				■			■	Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	121	180	149%
			Guichet I ITF								Guichet I ITF	2	-	0%
			CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■			■	Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	83	85	103%
		■	Liberia : Développer le secteur du tourisme en mettant l'accent sur le surf et les destinations (B555)					■			Cadre intégré renforcé	217	101	47%
			Rivière Mano : Développement de la chaîne de valeur du cacao (NTF IV) (B586)				■	■	■		Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	197	240	122%
			Gestion du programme NTF IV (B584)					■	■		Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	16	25	155%
			SheTrades Afrique de l'Ouest (B610)							■	Agence coréenne de coopération internationale	294	435	148%
Libye		■	Appui aux négociations commerciales (B629)		■						Guichet I ITF	13	11	84%
		■	Libye : Accroître la transparence des échanges grâce au service d'assistance commerciale EuroMed (B951)	■							Expertise France	100	84	84%
Madagascar			Madagascar : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B904)	■			■				Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	260	385	148%
		■	Partenariat pour le renforcement des capacités d'exportation de l'Afrique vers la Chine (PEECAC) (C040)	■					■	■	Département du commerce de la province de Hunan Chine	-	6	
			Gestion de programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■				Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	66	114	173%
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%
Malawi	■	■	Initiative de commerce transfrontalier du COMESA : Facilitation des échanges transfrontaliers à petite échelle (B796)	■	■	■					Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	108	43	40%
Malaisie			Malaisie : Aide liée au commerce (Arise + Malaisie) (B872)		■				■	■	Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	723	570	79%
Mali			Bénin, Côte d'Ivoire, Mali et Ouganda : Renforcer la compétitivité commerciale résiliente en accélérant le secteur des technologies numériques (NTF V) (C154)					■			Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	-	6	
		■	Burkina Faso et Mali : Création d'emplois équitables et développement durable de microentreprises dans les chaînes de valeur liées au secteur du « lifestyle » (B276)	■			■	■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	718	864	120%
			Projet culturel : Initiative commerciale de construction et de partage d'identité (B542)						■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	281	413	147%
											Guichet I ITF	1	-	0%

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)	
Mali (suite)			CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	83	85	103%	
		■	Accélération de l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)				■				Guichet I ITF	28	44	157%	
		■	Programme de mesures non tarifaires (W1) (B626)	■							Guichet I ITF	12	10	84%	
			Coordination du programme NTF V (C094)				■				Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	-	12		
			Facilitation des échanges (B628)		■						Guichet I ITF	63	44	71%	
Mauritanie		■	CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	83	85	103%	
Maurice		■	Partenariat pour le renforcement des capacités d'exportation de l'Afrique vers la Chine (PEECAC) (C040)	■					■	■	Département du commerce de la province de Hunan Chine	-	6		
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	107	87	81%	
Mexique			Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)						■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	24	34	138%	
Micronésie (États fédérés de)		■	Micronésie : Stratégie d'exportation de noix de coco (C058)		■	■			■		États fédérés de Micronésie Petroleum Corporation	-	43		
Mongolie		■	Cambodge, République démocratique populaire lao, Mongolie et Viet Nam : Conversion des cours e-learning de l'ITC en versions linguistiques nationales (C024)				■		■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	13	13	99%	
Monténégro			ALECE - Soutien à l'intégration régionale (B973)		■				■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	28	17	60%	
Maroc			Programme ZLECAf de formation à l'exportation pour les PME africaines (B972)		■						Banque africaine d'import-export	-	10		
			Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)						■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	24	34	138%	
			Euromed : Fournir des renseignements sur le commerce et le marché pour des décisions mieux informées (TIFM 2) (A340)	■							Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	68	29	43%	
			Mondial : Mise en réseau et gestion des connaissances pour le secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B451)				■				Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse	54	69	129%	
			MENATEX Régional : Composante régionale du Programme Textile et Habillement pour la région MENA (B696)				■				Agence suédoise de coopération internationale au développement	43	52	121%	
			Maroc : Améliorer la compétitivité internationale du secteur du textile et de l'habillement (GTEX/ MENATEX) (B674)				■				Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse	138	207	150%	
											Agence suédoise de coopération internationale au développement	73	64	87%	
				SheTrades Maroc (B937)			■	■	■			Société internationale islamique de financement du commerce	173	92	53%
				Investissements durables en Afrique (SIA) (B961)						■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	-	51	
			Réseau textile et habillement pour l'Afrique (TANA) (C027)						■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	138	77	55%	

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)	
Mozambique	■	■	Programme ZLECAf de formation à l'exportation pour les PME africaines (B972)		■						Banque africaine d'import-export	-	10		
			Partenariat pour le renforcement des capacités d'exportation de l'Afrique vers la Chine (PEECAC) (C040)	■					■	■		Département du commerce de la province de Hunan Chine	-	6	
			Partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique (phase principale) (B340)			■					■	Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	27	44	164%
Myanmar	■	■	Gérer les crises et maintenir les résultats des projets pendant les crises : le cas du Myanmar (C065)								■ Guichet I ITF	-	45		
			Projet de commerce et d'investissement au Myanmar (TIP) (B494)	■	■	■						Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni en Birmanie	600	179	30%
			Myanmar : Développement du tourisme inclusif avec un accent sur l'état de Kayah (consolidation) & Tanintharyi (extension) (NTF IV) (B386)					■				Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	135	195	145%
			Myanmar : Assistance technique liée au commerce (ARISE+ Myanmar) (B567)								■	Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	642	677	106%
			Myanmar : Améliorer l'offre horticole et le tourisme durable pour développer les liens commerciaux (B566)						■			Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse	184	212	115%
			Gestion du programme NTF IV (B584)						■	■		Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	20	31	155%
			Coordination du programme NTF V (C094)							■		Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	-	17	
Népal	■	■	Centres GreenToCompete (B694)						■		Guichet I ITF	122	112	91%	
			Assistance liée au commerce au Népal (B731)		■	■	■					Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	1,269	1,269	100%
Nicaragua			Amérique centrale : Mise en relation des entreprises commerciales féminines (WBE) avec le marché mondial des cadeaux et de la décoration intérieure (A314)				■	■	■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	24	16	65%	
			Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)							■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	24	34	138%
Niger	■	■	CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	83	85	103%	
			Programme de mesures non tarifaires (W1) (B626)	■								Guichet I ITF	90	76	84%
			Facilitation des échanges (B628)		■							Guichet I ITF	63	44	71%
Nigeria		■	Programme ZLECAf de formation à l'exportation pour les PME africaines (B972)		■						Banque africaine d'import-export	-	10		
			CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	138	142	103%
			Programme SheTrades du Commonwealth (B578)							■		Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	262	372	142%
			Centre de formation professionnelle (TTH) (B736)				■					Guichet I ITF	33	31	93%
Macédoine du Nord		■	ALECE - Soutien à l'intégration régionale (B973)		■				■	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	28	17	60%		

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)
Pakistan			Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)								Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	24	34	138%
		■	Pakistan : Croissance pour le progrès rural et le progrès durable (GRASP) (B466)		■		■	■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	9,676	7,134	74%
			Pakistan : Mobilisation des revenus pour l'investissement et le commerce (ReMIT) (B938)		■						Guichet I ITF	88	7	8%
Panama			Amérique centrale : Mise en relation des entreprises commerciales féminines (WBE) avec le marché mondial des cadeaux et de la décoration intérieure (A314)			■	■	■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	23	15	65%
											Guichet I ITF	3	-	0%
Papouasie Nouvelle Guinée			ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)				■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	121	180	149%
											Guichet I ITF	2	-	0%
			Pacifique : Analyse et cartographie du réseau de l'écosystème de l'entrepreneuriat pour guider le soutien à l'entrepreneuriat dans le cadre du Programme d'économie numérique du Pacifique du FENU (C077)			■		■			Fonds d'équipement des Nations Unies - Fiji	-	9	
		■	PNG : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B967)	■	■	■	■	■	■		Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	244	238	98%
			Gestion de programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■				Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	66	114	173%
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■						Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%	
Pérou			Centres GreenToCompete (B694)					■			Guichet I ITF	122	112	91%
Philippines			Philippines : Assistance liée au commerce (Arise + Philippines) (C007)	■	■			■	■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	830	647	78%
Qatar			Qatar : Programme pilote d'accélération des exportations pour améliorer la compétitivité des PME et leur accès au marché (Qatar EAP) (B996)				■				Qatar Development Bank	-	208	
Moldavie (la République de)			ALECE - Soutien à l'intégration régionale (B973)		■				■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	28	17	60%
		■	Partenariat oriental : Prêt pour le commerce - une initiative EU4Business (B252)				■		■		Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	58	79	136%
											Guichet I ITF	3	4	128%
			Information sur le commerce et le marché pour les pays du partenariat oriental (B802)	■							Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	138	227	164%
Rwanda		■	Programme ZLECAf de formation à l'exportation pour les PME africaines (B972)		■						Banque africaine d'import-export	-	10	
		■	Alliance pour la qualité des produits en Afrique (B928)				■	■			Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	51	51	100%

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)
Rwanda (suite)			Programme d'amélioration de l'accès aux marchés UE-CEA - MARKUP (B383)		■		■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	892	730	82%
			Accélération de l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)				■				Guichet I ITF	28	44	157%
			Mondial : Une approche pilote pour renforcer les capacités des coopératives pour un commerce durable de coopérative à coopérative (C068)				■				Guichet I ITF	-	22	
		■	Partenariat pour le renforcement des capacités d'exportation de l'Afrique vers la Chine (PEECAC) (C040)	■					■	■	Département du commerce de la province de Hunan Chine	-	6	
			SheTrades Rwanda (B950)					■	■		Cadre intégré renforcé	342	461	135%
			Soutien au commerce et à l'investissement indien en Afrique (SITA) (A854)							■	Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	304	315	104%
			Investissements durables en Afrique (SIA) (B961)							■	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	-	51	
Saint-Kitts-et-Nevis		■	Centres GreenToCompete (B694)						■		Guichet I ITF	10	9	91%
		■	Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%
Sainte-Lucie			Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional afin d'améliorer les moyens de subsistance basés sur la noix de coco II (B407)				■				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	55	101	182%
		■	CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■			■				Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	73	81	111%
			Centres GreenToCompete (B694)						■		Guichet I ITF	61	56	91%
			Sainte Lucie : Renforcer l'infrastructure institutionnelle pour la promotion des exportations (A332)	■	■	■	■				Exportation Sainte-Lucie	104	32	31%
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%
Saint-Vincent-et-les Grenadines			Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional afin d'améliorer les moyens de subsistance basés sur la noix de coco II (B407)				■				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	55	101	182%
		■	CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■			■				Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	83	92	111%
			Centres GreenToCompete (B694)						■		Guichet I ITF	10	9	91%
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%
Samoa		■	Pacifique : Analyse et cartographie du réseau de l'écosystème de l'entrepreneuriat pour guider le soutien à l'entrepreneuriat dans le cadre du Programme d'économie numérique du Pacifique du FENU (C077)			■		■		Fonds d'équipement des Nations Unies - Fiji	-	10		
Sao Tomé et Príncipe	■	■	Programme ZLECAf de formation à l'exportation pour les PME africaines (B972)	■						Banque africaine d'import-export	-	10		
Arabie Saoudite			Arabie Saoudite : Développement du secteur des dattes dans la région de Medina (AFTIAS) (B605)				■			Société internationale islamique de financement du commerce	43	45	104%	

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7. INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)
Sénégal	■ ■		CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	83	85	103%
			Gestion du programme NTF IV (B584)				■	■			Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	16	25	155%
			Coordination du programme NTF V (C094)				■				Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	-	55	
			Sénégal : Renforcer la compétitivité commerciale résiliente en accélérant le secteur des technologies numériques (NTF V) (C153)				■				Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	-	75	
			Sénégal : Développement des exportations de services informatiques et de services liés à l'informatique (NTF IV) (B390)				■	■			Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	134	174	129%
			Sénégal : Programme d'appui à la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (PACAO) (B461)			■	■	■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	502	1,798	358%
			SheTrades : Programme d'accélération pour les femmes entrepreneurs dans le secteur de l'habillement, des accessoires et de la décoration intérieure (C052)						■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	-	51	
			Investissements durables en Afrique (SIA) (B961)						■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	-	51	
		Réseau textile et habillement pour l'Afrique (TANA) (C027)						■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	138	77	55%	
Serbie			ALECE - Soutien à l'intégration régionale (B973)		■				■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	35	21	60%
Seychelles		■	Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	27	22	81%
Sierra Leone	■ ■		CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	83	85	103%
			Rivière Mano : Développement de la chaîne de valeur du cacao (NTF IV) (B586)				■	■	■		Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	220	268	122%
			Gestion du programme NTF IV (B584)				■	■			Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	16	25	155%
			SheTrades Afrique de l'Ouest (B610)						■		Agence coréenne de coopération internationale	294	435	148%
			Sierra Leone : Programme de compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (B457)			■	■	■		■		Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	609	535
Îles Salomon	■ ■		Pacifique : Analyse et cartographie du réseau de l'écosystème de l'entrepreneuriat pour guider le soutien à l'entrepreneuriat dans le cadre du Programme d'économie numérique du Pacifique du FENU (C077)			■		■			Fonds d'équipement des Nations Unies - Fiji	-	9	
Somalie	■ ■		Somalie : Autonomie économique grâce au travail numérique pour les communautés touchées par les déplacements (C019)					■			Ministère des Affaires étrangères du Japon	-	151	
Afrique du Sud	■ ■		Programme ZLECAf de formation à l'exportation pour les PME africaines (B972)		■						Banque africaine d'import-export	-	28	
			SheTrades : Programme d'accélération pour les femmes entrepreneurs dans le secteur de l'habillement, des accessoires et de la décoration intérieure (C052)						■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	-	51	

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)	
Soudan du Sud	■	■	Soudan du Sud : Création d'emplois et développement du commerce (B910)	■	■		■	■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	779	626	80%	
			Soudan du Sud : Stratégie nationale d'exportation et d'investissement (ZLECAf) (C029)		■	■				■		Banque africaine d'import-export	284	357	126%
Sri Lanka			Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)						■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	24	34	138%	
			Sri Lanka : Facilitation des échanges pour les PME (B986)		■							Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	328	335	102%
			Sri Lanka : Aide liée au commerce (A306)		■		■					Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	227	281	124%
			Appui aux négociations commerciales (B629)		■							Guichet I ITF	25	21	84%
État de Palestine	■	■	Euromed : Fournir des renseignements sur le commerce et le marché pour des décisions mieux informées (TIFM 2) (A340)	■							Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	68	29	43%	
			État de Palestine : Renforcer l'auto-emploi des réfugiés et des jeunes à Gaza par le biais de canaux numériques (C055)						■			Ministère des Affaires étrangères du Japon	-	607	
			État de Palestine : Réforme et développement des marchés, des chaînes de valeur et des organisations de producteurs (B580)	■			■	■				Organisation pour l'alimentation et l'agriculture Palestine	106	149	141%
Suriname	■		Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional afin d'améliorer les moyens de subsistance basés sur la noix de coco II (B407)				■				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	55	101	182%	
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■								Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%
Tadjikistan		■	Asie centrale : Ready4Trade (R4TCA) (B723)	■			■				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	622	776	125%	
			Projet culturel : Initiative commerciale de construction et de partage d'identité (B542)						■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	281	413	147%
												Guichet I ITF	1	-	0%
			Mondial : Mise en réseau et gestion des connaissances pour le secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B451)					■				Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse	54	69	129%
			Appui aux négociations commerciales (B629)	■								Guichet I ITF	13	11	84%
			Tadjikistan : Faciliter l'accès au marché des produits agricoles grâce à un système de sécurité alimentaire amélioré (STDF) (B312)	■	■	■							Facilité de normalisation et de développement du commerce	145	146
Tadjikistan : Améliorer la compétitivité internationale du secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B675)	■	■	■	■						Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse	316	442	140%		
Thaïlande			Thaïlande : Aide liée au commerce (Arise + Thaïlande) (B873)	■				■	■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	795	895	113%	



PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)		
Gambie	■ ■		CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	83	85	103%		
			SheTrades Gambie (B751)	Cadre intégré renforcé									55	74	133%	
				Guichet I ITF									138	139	101%	
				Fonds OPEP pour le développement international						■			118	56	48%	
			Appui aux négociations commerciales (B629)				■						Guichet I ITF	25	21	84%
			Gambie : Build 4 Good (C028)	Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux							■			-	45	
				Cadre intégré renforcé										-	63	
				Guichet I ITF							■			20	12	62%
			Gambie : Relance post-COVID-19 par la numérisation et l'accès au marché pour les femmes productrices d'horticulture (C022)	Guichet I ITF										-	13	
				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux							■			899	1,335	149%
			Gambie : Emplois, compétences et finances (JSF) pour les femmes et les jeunes (B664)				■	■			■					
			Gambie : Localiser les ODD - Améliorer les moyens de subsistance des femmes et des jeunes vulnérables autour du pont de Sénégal (C036)						■		■			Fonds des Nations Unies pour la population	-	31
Gambie : PBF, Renforcement de la réintégration durable et holistique des rapatriés (B786)							■	■			MPTF - Fonds pour la consolidation de la paix	201	367	183%		
Gambie : Renforcement des mécanismes d'adaptation des communautés pour atténuer les risques de conflits et réduire les tensions liées au climat (B945)									■		MPTF - Fonds pour la consolidation de la paix	270	379	141%		
Gambie : Projet d'autonomisation des jeunes (YEP) (B179)	Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux				■		■	■			1,729	2,607	151%			
	Guichet I ITF										15	-184	-1229%			
Timor-Leste	■ ■		Pacifique : Analyse et cartographie du réseau de l'écosystème de l'entrepreneuriat pour guider le soutien à l'entrepreneuriat dans le cadre du Programme d'économie numérique du Pacifique du FENU (C077)				■		■		Fonds d'équipement des Nations Unies - Fiji	-	9			
			Appui aux négociations commerciales (B629)				■						Guichet I ITF	25	21	84%
Togo	■ ■		CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	83	85	103%		
Tonga		■	Pacifique : Analyse et cartographie du réseau de l'écosystème de l'entrepreneuriat pour guider le soutien à l'entrepreneuriat dans le cadre du Programme d'économie numérique du Pacifique du FENU (C077)				■		■		Fonds d'équipement des Nations Unies - Fiji	-	9			
Trinité-et-Tobago	■		Caraiïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional afin d'améliorer les moyens de subsistance basés sur la noix de coco II (B407)					■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	55	101	182%		
			Centres GreenToCompete (B694)						■			Guichet I ITF	10	9	91%	
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)						■				Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)
Tunisie			ZLECAf : Identification de chaînes de valeur régionales durables à l'échelle continentale (C087)	■							Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	-	227	
			Programme ZLECAf de formation à l'exportation pour les PME africaines (B972)		■						Banque africaine d'import-export	-	10	
			Alliance pour la qualité des produits en Afrique (B928)				■	■			Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	51	51	100%
			Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)						■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	24	34	138%
			Euromed : Fournir des renseignements sur le commerce et le marché pour des décisions mieux informées (TIFM 2) (A340)	■							Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	77	33	43%
			Mondial : Mise en réseau et gestion des connaissances pour le secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B451)				■				Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse	54	69	129%
			MENATEX Régional : Composante régionale du Programme Textile et Habillement pour la région MENA (B696)				■				Agence suédoise de coopération internationale au développement	43	52	121%
			Investissements durables en Afrique (SIA) (B961)						■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	-	51	
			Réseau textile et habillement pour l'Afrique (TANA) (C027)						■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	138	77	55%
			Tunisie : Commerce en ligne pour les femmes chefs d'entreprise (B971)				■	■			Banque mondiale	137	146	106%
		Tunisie : Améliorer la compétitivité internationale du secteur du textile et de l'habillement (GTEX/ MENATEX) (B672)					■			Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse Agence suédoise de coopération internationale au développement	346 83	353 268	102% 323%	
Turquie			Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)					■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	24	34	138%	
Turkménistan		■	Asie centrale : Développer les compétences entrepreneuriales et fournir un accès au marché international aux artisans et micro-producteurs du secteur du « lifestyle » (Initiative pour une mode éthique) (C084)					■		Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture - Bureau multipays d'Almaty	-	14		
			Asie centrale : Ready4Trade (R4TCA) (B723)		■		■				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	622	776	125%
Ouganda			Programme ZLECAf de formation à l'exportation pour les PME africaines (B972)		■						Banque africaine d'import-export	-	10	
		■	Bénin, Côte d'Ivoire, Mali et Ouganda : Renforcer la compétitivité commerciale résiliente en accélérant le secteur des technologies numériques (NTF V) (C154)				■				Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	-	6	
			Projet culturel : Initiative commerciale de construction et de partage d'identité (B542)					■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux Guichet ITF	321 1	472 -	147% 0%

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)
Ouganda (suite)			Programme d'amélioration de l'accès aux marchés UE-CEA - MARKUP (B383)		■		■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	892	730	82%
			Gestion du programme NTF IV (B584)				■	■			Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	16	25	155%
			Coordination du programme NTF V (C094)				■				Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	-	12	
			Partenariat pour le renforcement des capacités d'exportation de l'Afrique vers la Chine (PEECAC) (C040)	■					■	■	Département du commerce de la province de Hunan Chine	-	6	
		■	■	Soutien au commerce et à l'investissement indien en Afrique (SITA) (A854)						■	Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	304	315	104%
				Ouganda : Développement des exportations de services informatiques et de services liés à l'informatique (NTF IV) (B387)				■	■		Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	225	400	178%
				Ouganda : Projet de développement de l'artisanat et des souvenirs (HSDP) (B764)			■	■	■		Cadre intégré renforcé	111	162	146%
			Ouganda : Académie des jeunes entrepreneurs en Afrique (C026)				■	■		Guichet 1 ITF (BDF)	54	48	89%	
Ukraine			Partenariat oriental : Prêt pour le commerce - une initiative EU4Business (B252)						■	■	Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	72	98	136%
											Guichet 1 ITF	4	5	128%
			Information sur le commerce et le marché pour les pays du partenariat oriental (B802)	■							Commission européenne, Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement	111	181	164%
			Ukraine : Relier les PME de l'industrie des fruits et légumes aux chaînes de valeur mondiales et nationales (A303)		■		■				Agence suédoise de coopération internationale au développement	35	125	354%
			Ukraine : Relier les PME du secteur des fruits et légumes aux chaînes de valeur mondiales et nationales (Phase II) (C044)			■	■	■			Ambassade de Suède en Ukraine	-	411	
										Guichet 1 ITF (BDF)	-	7		
République-Unie de Tanzanie (La)			Initiative de commerce transfrontalier du COMESA : Facilitation des échanges transfrontaliers à petite échelle (B796)	■	■	■					Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	108	43	40%
			Programme d'amélioration de l'accès aux marchés UE-CEA - MARKUP (B383)		■		■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	892	730	82%
			Accélération de l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)				■				Guichet 1 ITF	32	50	157%
		■	■	Mondial : Une approche pilote pour renforcer les capacités des coopératives pour un commerce durable de coopérative à coopérative (C068)				■			Guichet 1 ITF	-	22	
				Soutien au commerce et à l'investissement indien en Afrique (SITA) (A854)						■	Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	304	315	104%
				Tanzanie : Développer la chaîne de valeur de l'apiculture (B924)			■	■		■	Enabel - Agence Belge de développement	-	7	
				Tanzanie : Programme conjoint de Kigoma dans le cadre de l'UNDAP II (B727)				■	■		MPTF - Fonds pour la réalisation des OMD	148	394	266%
Uruguay			SheTrades Amérique latine : Soutenir la transition des entreprises féminines vers l'ère numérique post COVID (B999)						■	Guichet 1 ITF	75	12	16%	

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)
Ouzbékistan			Asie centrale : Ready4Trade (R4TCA) (B723)		■		■				Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	622	776	125%
		■	Projet culturel : Initiative commerciale de construction et de partage d'identité (B542)						■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	301	442	147%
			Ouzbékistan : Faciliter le processus d'adhésion à l'OMC (B915)		■						Guichet I ITF	1	-	0%
					■						Direction générale du commerce de la Commission européenne	553	846	153%
Vanuatu		■	ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)				■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	398	593	149%
			Pacifique : Analyse et cartographie du réseau de l'écosystème de l'entrepreneuriat pour guider le soutien à l'entrepreneuriat dans le cadre du Programme d'économie numérique du Pacifique du FENU (C077)			■		■			Fonds d'équipement des Nations Unies - Fiji	-	9	0%
Vietnam			Cambodge, République démocratique populaire lao, Mongolie et Viet Nam : Conversion des cours e-learning de l'ITC en versions linguistiques nationales (C024)				■		■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	13	13	99%
			Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)						■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	34	47	138%
			Centres GreenToCompete (B694)						■		Guichet I ITF	122	112	91%
			Programme de mesures non tarifaires (W1) (B626)		■						Guichet I ITF	75	63	84%
			Mécanisme systématique pour un commerce plus sûr (SYMST) (B695)		■	■	■	■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	261	131	50%
			Facilitation des échanges (B628)		■						Guichet I ITF	63	44	71%
			Vietnam : Projet de politique et de promotion du commerce (B888)		■						Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse	553	314	57%
Zambie			ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)				■		■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	121	180	149%
											Guichet I ITF	2	-	0%
			Initiative de commerce transfrontalier du COMESA : Facilitation des échanges transfrontaliers à petite échelle (B796)		■	■	■				Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	124	50	40%
		■	Accélération de l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)				■				Guichet I ITF	28	44	157%
			Partenariat pour le renforcement des capacités d'exportation de l'Afrique vers la Chine (PEECAC) (C040)		■				■	■	Département du commerce de la province de Hunan Chine	-	6	
			Partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique (phase principale) (B340)				■			■	Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	27	44	164%
		SheTrades Zambie (B785)						■		Cadre intégré renforcé	12	18	157%	

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)
Zimbabwe			Programme ZLECAf de formation à l'exportation pour les PME africaines (B972)		■						Banque africaine d'import-export	-	10	
			Initiative de commerce transfrontalier du COMESA : Facilitation des échanges transfrontaliers à petite échelle (B796)	■	■	■					Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	108	43	40%
		■	Gestion de programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■				Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	66	114	173%
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	54	43	81%
			Zimbabwe : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B907)	■			■	■			Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni	336	274	81%
Afrique			Centre de services Alliances pour l'action (réseau de base) (C032)				■				Guichet I ITF	66	59	89%
			Mise en œuvre de l'Observatoire africain du commerce au sein de la Commission de l'Union Africaine (B353)	■	■				■		Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	1,037	1,357	131%
			Contribution de l'ITC à la ZLECAf (B942)						■		Guichet I ITF	100	103	103%
			ONE TRADE AFRICA : Connecter la communauté des affaires africaine à la ZLECAf (C088)						■		Guichet I ITF	-	313	
			SheTrades : Doter les femmes des moyens d'action dans la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) (B832)						■		Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	277	325	118%
			Promotion du commerce entre la Chine et les autres pays en développement le long de l'initiative « la Route de la soie » (B568)	■						■	Ministère du Commerce de la Chine	153	187	122%
Asie et Pacifique			Centre de services Alliances pour l'action (réseau de base) (C032)				■				Guichet I ITF	68	61	89%
			Promotion du commerce entre la Chine et les autres pays en développement le long de l'initiative « la Route de la soie » (B568)	■					■		Ministère du Commerce de la Chine	153	187	122%
Amérique latine et Caraïbes			Centre de services Alliances pour l'action (réseau de base) (C032)				■				Guichet I ITF	66	59	89%
Mondial			Alliances pour l'action : Guide du café (B930)				■				Guichet I ITF	-	6	
											Guichet I ITF	-	59	
			Mise à jour de la plateforme comparative (B891)			■	■				Guichet I ITF	194	194	100%
			Fonds de développement des entreprises (FDE 2021) (C034)							■	Guichet 1 ITF (BDF)	400	-	0%
			Intelligence entrepreneuriale, commerciale et économique ; Étude et perspectives de compétitivité des PME (C120)	■							Guichet I ITF	-	39	
			Intelligence entrepreneuriale, commerciale et économique ; Base de données de commerce pour le développement durable (T4SD) (C122)						■		Guichet I ITF	-	40	
			Collecte de données sur les femmes dans le commerce des services extra-UE dans certains États membres de l'UE (B922)	■					■		Direction générale du commerce de la Commission européenne	57	38	66%
			Système de gestion des données institutionnelles (C039)							■	Guichet I ITF	894	628	70%
			CRM (B852)							■	Guichet I ITF	189	19	10%
		Partenariat et coordination DCP (B650)							■	Guichet I ITF	260	141	54%	

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)		
Mondial (suite)			Fonds de coordination et d'innovation DEI (B647)								■ Guichet I ITF	200	202	101%		
			Partenariat et coordination DMD (B620)								■ Guichet I ITF	25	18	71%		
			Personnel de base DMD / TMI (B849)	■								Guichet I ITF	204	210	103%	
			Commerce en ligne (C136)				■					Guichet I ITF	-	6		
			Accords de partenariat économique (APE) dans le monde et règles d'origine (B725)	■								Institut national d'études supérieures pour les politiques	41	148	360%	
			Apprentissage en ligne (B648)	■								Guichet I ITF	108	115	107%	
			Améliorer la transparence et la traçabilité des chaînes de valeur des textiles durables (B893)						■			Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	15	20	138%	
			Solutions en ligne (B636)				■					Guichet I ITF	350	321	92%	
			Export Potential Map (A341)									Boston Consulting Group - Grèce	2	3	149%	
													Centre pour la promotion des importations en provenance des pays en développement	28	29	102%
													Conseil chinois pour la promotion du commerce international - Centre de formation de Hengshui	11	18	157%
													Organisation internationale du travail	69	83	121%
													Ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec	-	8	
													Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement	-	20	
													Fonds renouvelable MAR	9	14	154%
				Conception et gestion de la stratégie d'exportation (B630)		■						Guichet I ITF	415	479	115%	
				Fondation : Fondation Mo Ibrahim (B203)								■ Fondation Mo Ibrahim	79	171	217%	
				Fibre, vêtements, textiles : Développer une structure de gouvernance de la chaîne de valeur post COVID-19 plus résiliente et plus équitable pour le T+C (C033)				■				Guichet I ITF	96	68	71%	
				Global Trade Helpdesk (coordination et personnel) (C031)	■							Guichet I ITF	100	102	102%	
				Mondial : Développement d'un soutien innovant au commerce en ligne (C075)				■				Agence des États-Unis pour le développement international	-	14		
				Mondial : Soutien aux méthodes et outils innovants (compréhension des MNT et accès au commerce en ligne) (B678)	■			■				Agence des États-Unis pour le développement international	24	36	149%	
				Commerce vert (C135)	■	■	■		■		■	Guichet I ITF	-	83		
				GreenToCompete (G2C) (C041)		■			■			Guichet I ITF	500	498	100%	
			I 4 IMPACT (OBJECTIF) : Améliorer la performance institutionnelle pour l'internationalisation des PME (B633)				■				Guichet I ITF	655	593	91%		

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)	
Mondial (suite)			Amélioration de la transparence dans le commerce grâce à des outils intégrés d'analyse de marché (B352)	■							TradeMalta	10	5	44%	
			Amélioration de la transparence dans le commerce grâce à des outils d'analyse du marché en tant que bien public mondial (B336)	■							Commission européenne, Direction générale des partenariats internationaux	910	796	87%	
											Guichet I ITF	550	531	97%	
											Fonds renouvelable MAR	76	71	94%	
			Commerce inclusif : Initiative SheTrades (C131)									Guichet I ITF	-	17	
			Commerce inclusif : Initiative « Jeunesse et commerce » (C132)									Guichet I ITF	-	48	
			Services et appui aux technologies de l'information (B625)									■ Guichet I ITF	601	474	79%
			Innovation Lab (B788)									■ Guichet I ITF	200	175	87%
			Facilitation des investissements pour le développement (B929)		■							Ministère du Commerce de la Chine	207	164	79%
			Gérer pour l'impact et les résultats : Initiative de gestion des données (C143)									■ Guichet I ITF	-	18	
			Gérer pour l'impact et les résultats : Partenariat DCP/OD, coordination et développement commercial (C140)									■ Guichet I ITF	-	16	
			Gérer pour l'impact et les résultats : Technologie de l'information (C138)									■ Guichet I ITF	-	65	
			Fonds renouvelable MLS-SCM (B189)				■					Fonds renouvelable MLS-SCM	138	80	58%
			Nouveau site web de l'ITC (B824)									■ Guichet I ITF	709	322	45%
			Bureau de N Y (B624)									■ Guichet I ITF	120	97	81%
			Cabinet de l'OED (B623)									■ Guichet I ITF	250	11	4%
			Qualité et normes sanitaires et phytosanitaires (B427)		■							Guichet I ITF	306	293	96%
			RBM (B622)									■ Guichet I ITF	120	124	103%
			RESI High Skills (B839)									■ Guichet I ITF	50	34	68%
			Fonds renouvelables SEC (B190)					■				Plate-forme suisse pour un cacao durable	-	10	
			SheTrades (B641)									■ Guichet I ITF	472	458	97%
			SheTrades et Mary Kay (B957)									■ Fondation Mary Kay	211	288	137%
			SheTrades et UPS (B956)									■ Fondation UPS	35	386	1116%
			SheTrades Connect (Japon) (B516)									■ Ministère des Affaires étrangères du Japon	17	27	157%
			Coordination de projet SheTrades (B642)									■ Guichet I ITF	90	91	101%
			SheTrades : Groupe d'impact sur le commerce - OMC (C056)									■ Direction générale du commerce de la Commission européenne	-	54	
			Étude et perspectives de compétitivité des PME (B631)		■							Guichet I ITF	1,000	937	94%
			Appui aux négociations commerciales (B629)		■							Guichet I ITF	100	84	84%
			Écosystème commercial favorable : Institutions et écosystèmes de soutien (C130)				■					Guichet I ITF	-	26	
			Chaînes de valeur durables et résilientes (C133)					■				Guichet I ITF	-	10	
		Fonds renouvelable TIS (appui à l'information commerciale) / Apprentissage en ligne (B155)		■							Fonds renouvelable TIS	-	80		
		Compétitivité commerciale : Piloter l'intelligence artificielle pour automatiser l'analyse des politiques et des projets liés au commerce (C080)		■							Guichet I ITF	-	118		

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)
Mondial (suite)			Commerce pour le développement durable (T4SD) - Base de données (B645)					■			Guichet I ITF	750	751	100%
			Commerce pour le développement durable (T4SD) (B036)								Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	29	123	426%
				Direction générale du commerce de la Commission européenne	164	195	119%							
				Fédération Européenne des Fabricants d'Aliments Composés	-	12								
				Finance in Motion	51	74	145%							
				Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse	346	257	74%							
				Stichting IDH Sustainable Trade Initiative	-	11								
				Initiative pour une agriculture durable	33	44	134%							
			Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	-	10									
			Agence des États-Unis pour le développement international	104	145	140%								
			Commerce des services (B026)		■						Ministère du Commerce de la Chine	138	58	42%
		Commerce des services (B632)		■						Guichet I ITF	100	12	12%	
		Fonds renouvelables d'appui aux échanges (B205)			■					Fonds renouvelable TIS	-	70		
		UN-SWAP 2.0 (B962)							■	Guichet I ITF	192	190	99%	
		Jeunesse et commerce : Entrepreneuriat et employabilité (B840)							■	Guichet I ITF	425	366	86%	
Régional / Mondial			Expert associé - SheTrades (B825)							■	Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement	108	164	152%
			Expert associé en relations extérieures (C006)							■	Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement	50	139	281%
			Expert associé - Renforcement des IACI (B886)			■					Conseil chinois des bourses d'études	38	50	130%
			Expert associé - Compétitivité des secteurs et des entreprises (C030)					■			Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale de l'Italie	92	159	173%
			Expert associé - E-solutions (B800)					■			Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du développement	75	109	145%
			Expert associé - Compétitivité des secteurs et des entreprises (B947)					■			Centre pour la promotion des importations en provenance des pays en développement	98	138	142%
			Expert associé : Chaînes de valeur durable et inclusive (B948)							■	Centre pour la promotion des importations en provenance des pays en développement	90	141	157%
			Expert associé : Chaînes de valeur durable et inclusive (C009)							■	Département des relations économiques extérieures de la Finlande	53	132	250%



PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	TITRE DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET 2021 (\$'000)	EXÉCUTION 2021 (\$'000)	TAUX D'EXÉCUTION (%)
Régional / Mondial (suite)			Expert associé : Facilitation des échanges et politique d'entreprises (B699)		■						Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du développement	13	13	103%
			Expert associé - Bureau pour l'Amérique latine et les Caraïbes (C053)				■	■		■	Ministère des Affaires étrangères du Japon	132	158	120%
			Détaché de la République de Corée (C051)	■							Service de passation des marchés publics en République de Corée	-	251	
			Détaché de la République de Corée (B985)				■				Ministère des PME et Start-ups de la République de Corée	221	285	129%

L'ITC est reconnaissant pour les contributions en faveur du Guichet 1 du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (ITF Guichet 1) en 2021 du Allemagne, Canada, Finlande, Inde, Irlande, Norvège, Suède, Suisse

# ANNEXE III

## PROFIL DU PERSONNEL DE L'ITC

PAYS EN DÉVELOPPEMENT OU EN TRANSITION	FEMMES	HOMMES	TOTAL	% DU TOTAL	PAYS EN DÉVELOPPEMENT OU EN TRANSITION	FEMMES	HOMMES	TOTAL	% DU TOTAL
Algérie	1	1	2		Mexique	5	4	9	
Antigua et Barbuda	1	0	1		Mongolie	1	0	1	
Arménie	2	1	3		Maroc	1	2	3	
Argentine	2	4	6		Moldavie, République de	1	1	2	
Barbade	1	1	2		Namibie	1	0	1	
Bosnie Herzégovine	0	1	1		Nicaragua	1	0	1	
Bolivie (État plurinational de)	1	1	2		Nigeria	0	1	1	
Brésil	9	0	9		Pakistan	1	6	7	
Biélorussie	0	1	1		Panama	1	0	1	
Bulgarie	0	1	1		Pérou	2	1	3	
Côte d'Ivoire	0	2	2		Roumanie	6	1	7	
Chine	3	4	7		Serbie	0	1	1	
Colombie	3	3	6		Singapour	0	1	1	
Congo	1	0	1		Afrique du Sud	1	2	3	
République dominicaine	0	2	2		Sri Lanka	1	0	1	
Équateur	1	2	3		Palestine, État de	1	0	1	
Égypte	0	1	1		République arabe syrienne	1	1	2	
Géorgie	1	0	1		Tanzanie, République-Unie de	0	1	1	
Ghana	1	1	2		Thaïlande	1	0	1	
Guatemala	2	0	2		Tunisie	4	3	7	
Honduras	1	0	1		Turquie	1	0	1	
Inde	6	8	14		Ukraine	2	0	2	
Indonésie	1	0	1		Ouzbékistan	1	0	1	
Iran, République islamique d'Iran	0	1	1		Venezuela, République bolivarienne du	0	1	1	
Jamaïque	1	0	1		Vietnam	1	3	4	
Kazakhstan	2	0	2		Zimbabwe	1	2	3	
Kenya	7	3	10		<b>Total pays en développement ou en transition</b>	<b>87</b>	<b>72</b>	<b>159</b>	<b>37,50%</b>
Malaisie	2	0	2						
Maurice	3	3	6						



# ANNEXE IV

## RÉPARTITION DES AFFECTATIONS PAR NATIONALITÉ ET PAR SEXE

PAYS EN DÉVELOPPEMENT OU EN TRANSITION	TOTAL		FEMMES		HOMME	
	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS DE TRAVAIL	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS DE TRAVAIL	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS DE TRAVAIL
<b>AFRIQUE</b>						
Bénin	13	545	2	80	11	465
Burkina Faso	10	486	2	165	8	321
Burundi	16	927	2	40	14	887
Cabo Verde	2	36			2	36
Cameroun	7	765	3	330	4	435
République centrafricaine	3	246			3	246
Comores	9	392	2	58	7	334
Congo	1	75			1	75
Côte d'Ivoire	20	1 355	3	174	17	1 181
République démocratique du Congo (la)	5	122	1	8	4	114
Djibouti	1	45			1	45
Eswatini, Royaume d'	5	590	2	119	3	471
Éthiopie	8	513	2	108	6	405
Gabon	1	74	1	74		
Gambie	19	1 256	8	613	11	643
Ghana	32	2 015	9	614	23	1 401
Guinée	50	4 357	11	875	39	3 482
Guinée Bissau	1	10			1	10
Kenya	58	2 874	31	1 708	27	1 166
Lesotho	1	15	1	15		
Liberia	3	208	2	168	1	40
Madagascar	3	115			3	115
Malawi	3	55	2	28	1	27
Mali	2	260	1	240	1	20
Maurice	5	127			5	127
Mozambique	1	24	1	24		
Niger	2	140	1	40	1	100
Nigeria	19	815	10	468	9	347
Rwanda	19	771	3	164	16	607
Sénégal	25	964	6	199	19	765
Sierra Leone	13	807	2	168	11	639
Somalie	2	70			2	70

PAYS EN DÉVELOPPEMENT OU EN TRANSITION	TOTAL		FEMMES		HOMME	
	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS DE TRAVAIL	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS DE TRAVAIL	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS DE TRAVAIL
Afrique du Sud	14	607	7	314	7	293
Soudan du Sud	7	745	1	40	6	705
Togo	5	472	3	408	2	64
République-Unie de Tanzanie (La)	26	1 089	6	189	20	900
Ouganda	34	1 456	14	746	20	710
Zambie	14	421	11	249	3	172
Zimbabwe	8	684	3	292	5	392
<b>AFRIQUE</b>	<b>443</b> (29,58 % du total)	<b>26 528</b>	<b>153</b>	<b>8 718</b>	<b>314</b>	<b>17 810</b>

<b>RÉGION ARABE</b>						
Algérie	6	657	3	497	3	160
Bahreïn	1	40	1	40		
Égypte	23	960	8	346	15	614
Irak	4	370	2	180	2	190
Jordanie	18	811	4	306	14	505
Liban	21	652	14	515	7	137
Maroc	11	642	3	123	8	519
État de Palestine	13	373	2	40	11	333
République arabe syrienne	6	476	1	26	5	450
Tunisie	25	1 912	9	802	16	1 110
<b>RÉGION ARABE</b>	<b>128</b> (8,11 % du total)	<b>6 893</b>	<b>47</b>	<b>2 875</b>	<b>81</b>	<b>4 018</b>

<b>ASIE ET PACIFIQUE</b>						
Afghanistan	7	648			7	648
Bangladesh	3	46	1	10	2	36
Bhoutan	14	917	5	166	9	751
Brunei Darussalam	1	67	1	67		
Chine	17	1 349	11	806	6	543
Hong Kong, RAS de Chine	1	240	1	240		
Fidji	7	945	1	240	6	705
Inde	44	3 280	21	2 115	23	1 165
Indonésie	1	172	1	172		
Iran (République islamique d')	6	545	1	90	5	455
Israël	3	80	1	15	2	65
République démocratique populaire lao	13	698	5	332	8	366
Malaisie	9	681	2	300	7	381

PAYS EN DÉVELOPPEMENT OU EN TRANSITION	TOTAL		FEMMES		HOMME	
	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS DE TRAVAIL	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS DE TRAVAIL	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS DE TRAVAIL
Myanmar	12	610	8	321	4	289
Népal	25	959	3	62	22	897
Papouasie Nouvelle Guinée	3	80	1	10	2	70
Pakistan	69	3 505	12	417	57	3 088
Philippines	14	1 013	8	746	6	267
Singapour	12	500	5	157	7	343
Sri Lanka	24	1 178	5	505	19	673
Thaïlande	8	545	3	340	5	205
Timor-Leste	1	101			1	101
Vietnam	23	1 157	13	574	10	583
<b>ASIE ET PACIFIQUE</b>	<b>317</b>	<b>19 316</b>	<b>109</b>	<b>7 685</b>	<b>208</b>	<b>11 631</b>

(20,08% du total)

EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE						
Albanie	1	234	1	234		
Arménie	3	199	1	40	2	159
Azerbaïdjan	3	325	2	215	1	110
Bosnie Herzégovine	1	111			1	111
Géorgie	4	258	4	258		
Kazakhstan	21	1 102	11	637	10	465
Kirghizistan	22	1 302	13	899	9	403
Moldavie (la République de)	1	24	1	24		
Fédération Russe	14	1 289	9	1 024	5	265
Serbie	1	50			1	50
Tadjikistan	29	1 374	6	325	23	1 049
Turquie	3	39	1	27	2	12
Turkménistan	10	588	6	255	4	333
Ukraine	9	269	6	134	3	135
Ouzbékistan	32	2 070	12	425	20	1 645
<b>EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE</b>	<b>154</b>	<b>9 234</b>	<b>73</b>	<b>4 497</b>	<b>81</b>	<b>4 737</b>

(9,75% du total)

PAYS EN DÉVELOPPEMENT OU EN TRANSITION	TOTAL		FEMMES		HOMME	
	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS DE TRAVAIL	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS DE TRAVAIL	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS DE TRAVAIL
<b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>						
Antigua et Barbuda	2	44	2	44		
Argentine	6	317	4	214	2	103
Barbade	3	93	1	35	2	58
Belize	3	92			3	92
Bolivie (État plurinational de)	1	12	1	12		
Brésil	5	559	3	468	2	91
Chili	2	68			2	68
Colombie	7	698	3	495	4	203
Costa Rica	1	25			1	25
Dominique	1	125	1	125		
République dominicaine	4	327	3	247	1	80
Équateur	2	68	2	68		
El Salvador	1	15			1	15
Grenade	4	71	3	39	1	32
Guatemala	3	437			3	437
Guyane	2	93			2	93
Haïti	5	211			5	211
Jamaïque	5	399	1	180	4	219
Mexique	8	518	4	273	4	245
Paraguay	1	46	1	46		
Pérou	12	426	6	298	6	128
Sainte-Lucie	4	122	3	84	1	38
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2	43	2	43		
Suriname	2	180	1	90	1	90
Trinité-et-Tobago	2	158	1	10	1	148
<b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>	(5,57% du total) <b>88</b>	<b>5 147</b>	<b>42</b>	<b>2 771</b>	<b>46</b>	<b>2 376</b>
<b>TOTAL PAYS EN DÉVELOPPEMENT OU EN TRANSITION</b>	(73,08 % du total) <b>1 154</b>	<b>67 118</b>	<b>424</b>	<b>26 546</b>	<b>730</b>	<b>40 572</b>

## ANNEXE V

TABLEAU DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DE L'ITC

POURVOYEURS DE FONDS	JAN - DÉC 2020 (\$ '000)			JAN - DÉC 2021 (\$ '000)		
	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL
<b>Gouvernements et agences nationales de développement</b>	16 441	27 453	43 895	14 158	29 862	<b>44 020</b>
Allemagne	2 205	3 188	5 393	2 345	3 850	6 194
Australie	-	47	47	-	30	30
Belgique	-	-	-	-	1 112	1 112
Bhoutan	-	-	-	-	56	56
Canada	682	12	694	760	20	781
Chili	50	-	50	-	-	-
Chine	-	658	658	-	850	850
Corée	-	1 110	1 110	-	2 148	2 148
Curaçao	-	285	285	-	56	56
Danemark	5 514	-	5 514	-	-	-
États-Unis	-	318	318	-	382	382
Finlande	648	177	825	2 427	140	2 568
France	-	230	230	-	149	149
Inde	50	-	50	50	-	50
Irlande	1 092	-	1 092	1 211	-	1 211
Islande	100	-	100	100	-	100
Japon	-	423	423	-	1 211	1 211
Norvège	1 697	-	1 697	1 797	-	1 797
Pays-Bas (les)	-	2 615	2 615	-	2 697	2 697
Qatar Development Bank	-	-	-	-	327	327
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	12 996	12 996	-	10 219	10 219
Suède	4 402	1 551	5 953	4 384	2 749	7 133
Suisse	-	3 844	3 844	1 085	3 865	4 949
<b>Organisations internationales, y compris les institutions financières, les partenariats et les fonds, les organisations régionales, le système des Nations Unies et les organisations connexes</b>	-	74 165	74 165	-	44 215	44 215
Banque africaine d'import-export	-	555	555	-	295	295
Banque mondiale	-	163	163	-	316	316
Cadre intégré renforcé	-	660	660	-	938	938
Fonds d'affectation spéciale multi-partenaires	-	1 133	1 133	-	1 466	1 466
Fonds d'équipement des Nations Unies	-	971	971	-	1 129	1 129
Fonds des Nations Unies pour la population	-	-	-	-	379	379



POURVOYEURS DE FONDS	JAN - DÉC 2020 (\$ '000)			JAN - DÉC 2021 (\$ '000)		
	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL
Fonds OPEP pour le développement international	-	350	350	-	-	-
Marché commun de l'Afrique orientale et australe	-	-	-	-	1 335	1 335
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	-	237	237	-	370	370
Organisation internationale du travail	-	-	-	-	142	142
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture	-	-	-	-	151	151
Société internationale islamique de financement du commerce	-	290	290	-	-	-
UNESCO	-	-	-	-	166	166
Union économique et monétaire ouest africaine	-	254	254	-	-	-
Union européenne	-	69 552	69 552	-	37 509	37 509
UN-OHRLLS	-	-	-	-	20	20
<b>Universités, institutions de formation et de recherche, organisations à but non lucratif et entreprises</b>	-	1 966	1 966	-	1 974	1 974
AMC Ernst & Young	-	33	33	-	-	-
Boston Consulting Group	-	3	3	-	-	-
Chocolats Halba / Coop Genossenschaft	-	265	265	-	388	388
Conseil norvégien pour les réfugiés	-	468	468	-	408	408
Danish Refugee Council	-	-	-	-	211	211
États fédérés de Micronésie Petroleum Corporation	-	-	-	-	180	180
Finance in Motion	-	37	37	-	37	37
Fondation Mo Ibrahim	-	114	114	-	171	171
Institut national d'études supérieures pour les politiques	-	125	125	-	103	103
Mary Kay	-	350	350	-	-	-
Microsoft	-	-	-	-	5	5
Physikalisch-Technische Bundesanstalt	-	40	40	-	-	-
SHI	-	-	-	-	25	25
Stichting IDH Sustainable Trade Initiative	-	-	-	-	12	12
Swisscontact	-	139	139	-	38	38
UPS foundation	-	392	392	-	396	396
<b>Organisations de soutien aux entreprises</b>	-	249	249	-	212	212
Association européenne des marques	-	-	-	-	5	5
Bureau de promotion des importations	-	-	-	-	16	16
ChiliCarne	-	70	70	-	-	-
Conseil chinois pour la promotion du commerce international	-	16	16	-	-	-

POURVOYEURS DE FONDS	(000' \$) 2020 JAN - DEC			(000' \$) 2021 JAN - DEC		
	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL
Fédération des chambres de commerce et d'industrie des Émirats arabes unis	-	-	-	-	10	10
Fédération européenne des fabricants d'aliments pour animaux	-	6	6	-	30	30
Fédération internationale des fabricants de textiles	-	-	-	-	14	14
Flanders Investment & Trade	-	-	-	-	20	20
New Zealand Trade and Enterprise	-	12	12	-	-	-
Office national de Marketing et d'importations de la Grenade	-	-	-	-	33	33
Organisation internationale de normalisation	-	-	-	-	31	31
Plate-forme suisse pour un cacao durable	-	11	11	-	-	-
ProColombia	-	-	-	-	1	1
PromPeru	-	20	20	-	-	-
Spirit Slovenia	-	12	12	-	-	-
Sustainable Agriculture Initiative (SAI Platform)	-	72	72	-	24	24
Switzerland Global Enterprises	-	13	13	-	-	-
Wirtschaftskammer Oesterreich	-	-	-	-	3	3
Sustainable Agriculture Initiative (SAI Platform)	-	72	72	-	24	24
Switzerland Global Enterprises	-	13	13	-	-	-
Plate-forme suisse pour un cacao durable	-	11	11	-	-	-
Wirtschaftskammer Oesterreich	-	-	-	-	3	3
<b>Fonds renouvelable</b>	-	282	282	-	247	247
<b>TOTAL DES FONDS XB REÇUS</b>	<b>16 441</b>	<b>104 115</b>	<b>120 557</b>	<b>14 158</b>	<b>76 509</b>	<b>90 668</b>

Les appellations employées et la présentation du matériel dans cette publication n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part du Centre du commerce international concernant le statut juridique d'un pays, territoire, ville ou zone ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites.

Septembre 2022  
Texte original : Anglais

© Centre du commerce international 2022

ITC/AG(LVI)/286

Imprimé par le Service de reprographie de l'ITC sur du papier écologique (sans chlore) avec des encres végétales.  
L'imprimé est recyclable.

